

ÉTUDES DE L'IRSEM

2013 – N°27

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE



RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

Sous la direction de Pierre Razoux

ÉTUDES DE L'IRSEM DÉJÀ PARUES :

- 1- LES CRISES EN AFGHANISTAN DEPUIS LE XIX^e SIÈCLE
- 2- DES GARDES SUISSES À BLACKWATER / VOLUME 1 ; ARMÉES PRIVÉES, ARMÉES D'ÉTAT / VOLUME 2
- 3- ISRAËL ET SON ARMÉE : SOCIÉTÉ ET STRATÉGIE À L'HEURE DES RUPTURES
- 4- OTAN : CONTINUITÉ OU RUPTURE ?
- 5- LA PERCEPTION DE LA DÉFENSE FRANÇAISE CHEZ NOS ALLIÉS
- 6- DU *NETWORK-CENTRIC* À LA STABILISATION : ÉMERGENCE DES « NOUVEAUX » CONCEPTS ET INNOVATION MILITAIRE
- 7- CHAOS, RÉVEIL ET SURSAUT SUCCÈS ET LIMITES DE LA STRATÉGIE DU « SURGE » EN IRAK (2007-2009)
- 8- DU PÉTROLE À L'ARMÉE : LES STRATÉGIES DE CONSTRUCTION DE L'ÉTAT AUX ÉMIRATS ARABES UNIS
- 9- ÉTUDIER LE RENSEIGNEMENT : ÉTAT DE L'ART ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE
- 10- ENQUÊTE SUR LES JEUNES ET LES ARMÉES : IMAGES, INTÉRÊT ET ATTENTES
- 11- L'EUROPE DE LA DÉFENSE POST-LISBONNE : ILLUSION OU DÉFI ?
- 12- L'UNION EUROPÉENNE EN TANT QUE TIERS STRATÉGIQUE
- 13- UTILISATION ET INVESTISSEMENT DE LA SPHÈRE INTERNET PAR LES MILITAIRES
- 14- L'ÉVOLUTION DU DÉBAT STRATÉGIQUE EN ASIE DU SUD-EST DEPUIS 1945
- 15- ANALYSE COMPARÉE DE LA STRATÉGIE SPATIALE DES PAYS ÉMERGENTS : BRÉSIL, INDE, CHINE
- 16- RELATION HOMME-ROBOT : PRISE EN COMPTE DES NOUVEAUX FACTEURS SOCIOLOGIQUES
- 17- PROBLÉMATIQUE DU RECRUTEMENT POUR LES ARMÉES PROFESSIONNELLES
- 18- ÉTUDE COMPARATIVE DES LIVRES BLANCS DES 27 ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE : POUR LA DÉFINITION D'UN CADRE EUROPÉEN
- 19- LE PAQUET DÉFENSE : QUELS IMPACTS JURIDIQUES ET INDUSTRIELS ?
- 20- INSURRECTIONS ET CONTRE-INSURRECTIONS : ÉLÉMENTS D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE À PARTIR DES TERRAINS IRAKIEN ET AFGHAN
- 21- L'IMAGE DES MILITAIRES FRANÇAIS À LA TÉLÉVISION 2001-2011
- 22- ÉVOLUTION DU CONTRÔLE PARLEMENTAIRE DES FORCES ARMÉES EN EUROPE
- 23- DÉFENSE EUROPÉENNE ET INFORMATION DES CITOYENS
- 24- LES DÉFIS STRATÉGIQUES AFRICAINS : EXPLORATION DES RACINES DE LA CONFLICTUALITÉ EN AFRIQUE DE L'EST
- 25- LES DÉFIS STRATÉGIQUES AFRICAINS : LA GESTION DE LA CONFLICTUALITÉ EN AFRIQUE CENTRALE
- 26- FRANCOPHONIE ET PROFONDEUR STRATÉGIQUE

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a pour mission de promouvoir la recherche sur les questions de défense et d'encourager une nouvelle génération de chercheurs. L'ensemble de ses productions et de ses activités peut être suivi sur son site :

www.defense.gouv.fr/irsem

Les opinions émises, les analyses proposées par les auteurs publiés, n'engagent pas le ministère de la Défense.

SOMMAIRE

Introduction	5
PIERRE RAZOUX	
Analyse des sources ouvertes	8
PIERRE RAZOUX	
Les contraintes géographiques des opérations militaires en Libye au XX^e siècle	17
LAURENT HENNINGER	
Les opérations en Libye : le rôle de l'UE et de l'OTAN	23
MAURICE DE LANGLOIS	
Leading from behind, le nouvel interventionnisme américain ? Barack Obama et la crise libyenne	28
MAYA KANDEL	
L'impact de la crise libyenne sur les autres pays du Maghreb	38
Flavien BOURRAT	
Les enseignements militaires de la guerre en Libye (mars-octobre 2011)	43
Michel GOYA	
Retour sur les principaux enseignements du traitement médiatique du conflit libyen (France, Royaume-Uni et Allemagne)	52
DAVID DELFOLIE	
Conclusion	64
PIERRE RAZOUX	
Annexe 1 : Chronologie de la crise libyenne	68
Annexe 2 : Les moyens militaires engagés dans l'intervention en Libye	70
Annexe 3 : L'intervention militaire en Libye en quelques chiffres	73
Table des matières	75

■ INTRODUCTION

Pierre RAZOUX

Directeur de recherches chargé du domaine « sécurité régionale » à l'IRSEM

Après la chute des régimes autoritaires tunisien et égyptien, le changement de président au Yémen et l'échec du soulèvement populaire à Bahreïn, la crise libyenne de 2011 marque le point d'orgue de la première phase de la crise arabe qui a débuté en décembre 2010 et qui se poursuit aujourd'hui encore, avec ses sursauts imprévisibles, plus ou moins violents. Certains journalistes enthousiastes s'étaient alors empressés de parler de « Printemps arabe », avant que d'autres, moins optimistes, n'évoquent un rigoureux « hiver islamiste ». Quoi qu'il en soit, cette « crise libyenne », par son ampleur et ses répercussions, mérite d'être étudiée. Elle recouvre à la fois le soulèvement populaire contre le régime du colonel Kadhafi (à partir de février 2011), la guerre civile qui s'en est suivie, l'intervention militaire internationale dans le cadre du mandat posé par la Résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU et la phase chaotique qui a suivi la chute du dictateur libyen. À bien des égards, on peut considérer que cette crise n'est pas encore terminée et que ses conséquences continuent d'affecter la sécurité de l'arc sahélo-saharien.

Cette crise est intéressante à plus d'un titre. Premièrement, elle constitue un exemple de rébellion arabe appuyée par une intervention militaire soutenue (au moins initialement) par la communauté internationale, qui aboutit à un changement de régime. L'insurrection libyenne reste à ce titre un cas d'école, d'autant plus que la guerre civile syrienne – qui a débuté pratiquement en même temps – en constitue un contre-exemple, montrant chaque jour un peu plus les blocages et les paradoxes du système international en l'absence de consensus. Tout le monde voulait se débarrasser du fantasque colonel Kadhafi qui avait mis son pays en coupe réglée depuis qu'il s'était emparé du pouvoir en 1969, à l'exception d'une poignée de chefs d'États africains muselés par sa politique clientéliste. Pourquoi une telle unanimité, tout particulièrement de la part de dirigeants russes, chinois et iraniens qui, au même moment, s'acharnaient et s'acharnent encore à défendre le régime de Bachar el-Assad en Syrie ? C'est l'une des questions essentielles que devraient se poser tous ceux que cette crise interpelle.

Deuxièmement, la crise libyenne a donné lieu à une intervention militaire majeure qui a combiné les moyens aériens et navals les plus sophistiqués des États-Unis, du Canada, de certains pays européens (au premier rang desquels la France et le Royaume-Uni) et même de deux États du Golfe (Émirats arabes unis et Qatar), avec les moyens terrestres les plus rustiques des forces rebelles (pick-up, blindés légers, lance-roquettes, artillerie sommaire). Toute la difficulté fut donc de coordonner ces moyens et ces acteurs que rien ne prédisposait à agir ensemble, de limiter au maximum les risques d'erreurs et de dommages collatéraux, et d'accroître l'efficacité des forces rebelles en les entraînant, en améliorant leur arsenal (notamment en missiles antichars) et en facilitant leur manœuvre logistique. Contrairement à bien des idées reçues, il ne s'est donc pas agi d'une simple opération de frappes aériennes (à l'instar de ce qui s'était passé au Kosovo en 1999), mais bien d'une complexe opération combinée mêlant tous les engins volants (chasseurs bombardiers, avions de guerre électronique, avions de transport, ravitailleurs en vol, hélicoptères de combat, drones) avec des navires de guerre (du porte-avions au sous-marin nucléaire d'attaque – ou « frappeur » pour l'US Navy) et des forces terrestres légères sur lesquelles les planificateurs n'avaient que très peu de prise.

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

Troisièmement, la crise libyenne est à relire à la lumière de la crise malienne qui a vu le déclenchement de l'opération *Serval* par la France associée à quelques uns de ses partenaires africains. Nombreux sont ceux qui se sont alors interrogés sur le processus de cause à effet entre le vide créé par la chute du « système Kadhafi » et l'étonnante progression de la rébellion touareg malienne, assistée par la nébuleuse djihadiste qui prospère dans l'arc sahélo-saharien depuis la fin de la guerre civile algérienne. Comme toujours, la réalité est bien plus complexe, même s'il est indéniable que certaines armes qui s'étaient évaporées des dépôts libyens ont resurgi ensuite au Mali. D'autres observateurs attentifs aux questions militaires se sont également interrogés pour savoir si les leçons tirées de l'intervention en Libye avaient bien été prises en compte lors de la planification et la conduite de l'opération au Mali. À ce jour, et compte tenu du manque de recul comme de témoignages, la question reste ouverte. Elle pourrait faire l'objet d'une étude fort intéressante, dès qu'un nombre suffisant de sources ouvertes permettra aux chercheurs de s'y atteler.

Quatrièmement, cette crise libyenne a permis de tester la solidité et l'utilité du lien franco-britannique. Cette crise est survenue quelques mois seulement après la signature du traité de Lancaster House et quelques jours seulement après la conclusion d'importantes manœuvres aériennes bilatérales qui avaient permis de valider l'excellente coopération entre l'armée de l'Air et la RAF. Jamais depuis la crise de Suez de 1956, Paris et Londres ne s'étaient mis autant à l'unisson pour gérer une crise internationale d'une telle ampleur, et montrer à leurs partenaires américains et européens que la France et le Royaume-Uni restent les deux piliers capables d'assurer effectivement la sécurité de l'Europe et de son environnement immédiat lorsque les circonstances l'exigent. Contrairement à ce qui s'était passé en 1956, l'engagement militaire massif de la France et du Royaume-Uni s'est soldé par une victoire militaire et politique, permettant de tirer un trait définitif sur les mauvais souvenirs de la crise de Suez et d'envisager sous un jour nouveau l'avenir de la coopération militaire bilatérale fondée sur le pragmatisme et les intérêts mutuels bien compris. À bien des égards, Français et Britanniques ont pris ensemble leur revanche sur la crise de Suez, décomplexant par là même leurs militaires.

Cinquièmement, le changement de régime en Libye a marqué un tournant dans la crise que traverse le monde arabe et a contribué à en modifier les équilibres, en donnant l'impression d'une poussée irrésistible de l'islam politique et des mouvements issus de la mouvance des Frères musulmans, face aux courants libéraux, progressistes et nationalistes. Il illustre l'expansion maximale de l'influence du Qatar en direction du bassin méditerranéen, au détriment de l'Égypte et de l'Arabie saoudite¹. Cette perception a pu contribuer à radicaliser, dans un sens ou dans l'autre, les positions des dirigeants égyptiens, saoudiens, qataris, turcs, syriens, tunisiens et algériens. Paradoxalement, le succès de cette mouvance islamo-conservatrice en Libye a peut-être aiguillonné et alimenté ce que certains journalistes qualifient de mouvement « contre-révolutionnaire », dont l'Arabie saoudite se voudrait le chef de file. Là encore, l'historien manque de recul et le politiste ne peut que formuler des hypothèses que seul le temps permettra d'infirmer ou de nuancer.

Deux ans après la fin de l'opération militaire de l'OTAN et l'émergence d'une « Libye nouvelle », il nous a semblé pertinent, au sein de l'IRSEM, et malgré la proximité des événements, de faire le point sur les réflexions suscitées par cette crise. D'emblée, l'intérêt majeur était de bénéficier du regard croisé d'historiens, de géographes, de politistes, de sociologues, de spécialistes des relations internationales et de

¹ Même si depuis, la politique qatarie semble en reflux dans la région.

militaires pouvant se prévaloir d'une réelle expérience de terrain, que ce soit sur les champs de bataille ou les cercles plus feutrés des structures euro-atlantiques.

Avant toute chose, il nous a semblé pertinent de faire le point sur l'état de la recherche en brossant un panorama critique des sources ouvertes disponibles, qui constitue le premier article de cette étude. Dans une veine historique, Laurent Henninger réalise une synthèse sur la manière de faire la guerre et de conduire les opérations militaires en Libye au XX^e siècle. Le général Maurice de Langlois analyse ensuite les opérations militaires et diplomatiques sous le double prisme de l'Union européenne et de l'OTAN, afin de déterminer quelles en ont été les conséquences, à la fois pour ces deux organisations mais aussi pour leurs relations mutuelles. Il en tire des leçons pour chacune d'entre elles. Maya Kandel nous dévoile pour sa part la lecture américaine de la crise libyenne, décryptant ses enjeux de politique intérieure comme ses contraintes opérationnelles. Après avoir retracé la genèse du concept du *Leading from behind*, elle s'interroge sur sa pertinence, sa pérennité et son évolution pour définir le cadre d'un nouvel interventionnisme américain. De son côté, Flavien Bourrat analyse l'impact de la crise libyenne sur les autres pays du Maghreb, sous tous les aspects : politiques, sécuritaires et économiques. Il en tire plusieurs constats et conclusions qu'il projette plus largement sur l'ensemble de la zone sahélo-saharienne. Le colonel Michel Goya décortique quant à lui les enseignements militaires qu'il convient de retirer de cette guerre de Libye. Après avoir décrit en détail les différentes phases du conflit et évalué son coût, il tire des conclusions personnelles qui touchent à la fois à la dimension politico-militaire, tout comme à la dimension opérationnelle. Enfin, David Delfolie compare le traitement médiatique du conflit dans les journaux français, allemands et britanniques, pour tenter de dégager des enseignements qui pourraient être applicables à d'autres crises, à commencer par la crise malienne.

Bien sûr, certains aspects n'ont pas été directement traités, tels que l'impact de la crise libyenne sur l'architecture de sécurité africaine, sur les équilibres géopolitiques au sein du monde arabe, sur les programmes d'armement des industriels européens ou bien encore sur le format et l'articulation des forces armées françaises et européennes engagées dans cette opération. Ces thèmes pourront bien évidemment faire l'objet d'études complémentaires ultérieures, notamment de la part des jeunes chercheurs rattachés à l'IRSEM qui sont souvent en quête de sujets « porteurs ».

■ ANALYSE DES SOURCES OUVERTES

Pierre RAZOUX

Directeur de recherches chargé du domaine « sécurité régionale » à l'IRSEM

Cet article vise à analyser la cinquantaine de rapports, recueils de témoignages et travaux académiques principaux (ouvrages, études et articles) qui permettent de mieux cerner les causes, le déroulement et les conséquences de cette crise. Que ceux qui ont rédigé des tribunes pendant la durée des opérations ne s'offusquent donc pas de n'être pas cités, car tel n'est pas l'objectif de cet article.

Premier constat : la littérature reste dans l'ensemble assez critique sur le droit d'ingérence et sur les conséquences de la guerre civile libyenne. Si la plupart des auteurs se félicitent du renversement du régime Kadhafi, nombreux sont ceux qui soulignent les risques induits par le vide ainsi créé et doutent de la capacité des nouvelles autorités libyennes à mettre en place un régime démocratique.

Deuxième constat : peu d'ouvrages sont consacrés à la phase des opérations militaires, à leurs enseignements et aux conséquences géopolitiques de la crise. Le manque de recul l'explique probablement en partie. Les questions théoriques liées à la responsabilité de protéger (*R2P*) et au processus de formation des États (*State Building*) semblent en revanche avoir inspiré davantage de chercheurs.

Troisième constat : la crise libyenne n'a suscité qu'un intérêt très limité outre-Atlantique. Vingt pour cent seulement des sources ouvertes sont d'origine américaine. Cette proportion est très inférieure à celle que l'on retrouve d'habitude dans l'analyse des grandes crises internationales, où le ratio des publications « made in USA » peut aller jusqu'au trois-quarts (dans le cas de la crise afghane par exemple). C'est en fait en France et au Royaume-Uni, principaux contributeurs de l'opération militaire *Unified Protector*, que l'intérêt a paru le plus vif. Peut-être faut-il y voir le syndrome « Crise de Suez » (1956) dont l'étude n'avait engendré que peu d'intérêt aux États-Unis, alors qu'elle avait déclenché un véritable flot de publications françaises et britanniques ?

La Libye dans son contexte historique

Pour appréhender l'histoire de la Libye et mieux comprendre le substrat historique qui a débouché sur la crise libyenne de 2011, deux ouvrages académiques, publiés il y a une vingtaine d'années par les Presses universitaires de France, constituent toujours la base de référence indispensable pour toute étude sérieuse sur ce pays. Le premier, intitulé *La Libye 1835-1990 – Essai de géopolitique historique* (PUF, 1991, 256 p.), est l'œuvre d'André MARTEL, fervent avocat du renouveau de l'étude de l'histoire militaire en France et pionnier des études universitaires de défense. Le second, rédigé par John DAVIS, détaille *Le système libyen* (PUF, 1990, 293 p.) en s'intéressant tout particulièrement aux tribus et à leur rôle pendant la période Kadhafi. L'auteur, britannique et anthropologue, ancien professeur à Oxford et à la London School of Economics, a passé de longues années à arpenter la Libye et à questionner ses habitants. Bien qu'anciens, ces deux ouvrages se complètent utilement pour broser le panorama de la Libye d'hier et d'avant-hier.

En langue anglaise, on ne peut que conseiller deux ouvrages réactualisés par leurs auteurs à l'occasion de la crise de 2011 : Dirk VANDEWALLE, *A History of Modern Libya* (Cambridge University Press, 2^e édition, 2012, 344 p.) et Ronald Bruce ST JOHN, *Libya – From Colony to Revolution* (One World Publications, Londres, 2^e édition, 2011, 320 p.).

La Libye du régime Kadhafi à la veille de la révolution de 2011

Olivier PLIEZ, géographe au CNRS, spécialiste du Maghreb, a dirigé en 2004 un ouvrage collectif consacré à *La nouvelle Libye – Sociétés, espaces et géopolitique au lendemain de l’embargo* (Karthala, 2004, 240 p.) qui brosse un portrait saisissant de la société libyenne du début des années 2000 et souligne la dimension résolument africaine de la politique de Kadhafi, tout particulièrement sur le plan économique et diplomatique.

Cinq ans plus tard, c’est au tour de Moncef OUANNES, universitaire tunisien, de publier sa thèse de sociologie politique portant sur *Militaires, élites et modernisation dans la Libye contemporaine* (L’Harmattan, 2009, 446 p.). Cet ouvrage parfois dense démontre que la société libyenne – notamment l’armée – s’est retranchée sur des structures tribales pour se protéger des vicissitudes du système Kadhafi. Son auteur souligne que le colonialisme, la quête du pétrole et la révolution de 1969 ont été les trois grands facteurs qui ont déstructuré l’État. Il affirme que les élites libyennes contemporaines n’ont pu survivre « *qu’en transformant le réel et en sur-interprétant le passé* ».

L’opuscule de René NABA (*Kadhafi : portrait total – Entre intervention militaire et insurrection populaire*, Villeurbanne, éditions Golas, 2011, 87 p.), résolument engagé et volontiers polémique, fait pour sa part un bilan sans concession des quarante-deux années de la « Révolution verte » en Libye, concluant que le Guide de la Jamahiriya était à la fois un mauvais stratège et un piètre tacticien. Il n’en contient pas moins quelques informations précises sur les dessous du système Kadhafi, notamment sur le système de recrutement de mercenaires permettant à l’armée libyenne de faire rouler ses chars et voler ses avions.

Ouvrage incontournable, l’enquête de Patrick HAIMZADEH, ancien militaire et diplomate en poste à Tripoli, intitulée *Au cœur de la Libye de Kadhafi* (JC Lattès, 2011, 187 p.), reste sans équivalent pour cerner l’état d’esprit de la société libyenne, tout particulièrement des militaires, à la veille de la crise.

En langue anglaise, le livre d’Alison PARGETER s’impose déjà comme un ouvrage de référence : *Libya – The Rise and Fall of Qaddafi* (Yale University Press, 2012, 304 p.). À travers un aperçu rapide de l’histoire récente de la Libye, l’auteur décrit de manière très argumentée et convaincante – témoignages à l’appui – la dérive du régime de Kadhafi fondée sur la déstructuration de l’État et ses conséquences sur l’insécurité grandissante du pays dès lors que la révolution a provoqué un vide des institutions étatiques.

Les débats autour de « la responsabilité de protéger »

Bernard-Henri LÉVY, on s’en souvient, avait ouvert le feu en publiant, quelques semaines seulement après la fin des hostilités, son essai *La Guerre sans l’aimer : Journal d’un écrivain au cœur du printemps libyen* (Grasset, 2011, 640 p.). Véritable plaidoyer pro-domo, l’ouvrage retrace l’action de l’écrivain-philosophe entre Paris et Benghazi, auprès du président Sarkozy, et constitue un témoignage – jamais naïf – de celui qui a mis en avant le droit d’ingérence à protéger le peuple libyen. Ce journal de bord en quatre temps (la guerre, l’espoir, l’enlèvement, la victoire) émaillé d’anecdotes, de coups de griffes, de portraits mais surtout de rencontres avec des acteurs libyens, nous plonge au cœur des arcanes du pouvoir. Dans un registre plus académique, Nils ANDERSSON et Daniel LAGOT, deux juristes internationalistes très impliqués dans les travaux de l’UNESCO, ont dirigé un ouvrage collectif (*Responsabilité de protéger et guerres « humanitaires »*, L’Harmattan, 2012, 155 p.) regroupant les travaux de dix spécialistes du droit international humanitaire (notamment Géraud de LA PRADELLE ou Robert CHARVIN) pour disséquer cette question du droit d’ingérence en Libye. Si ces auteurs sont tous d’accord pour condamner les violations des droits humains dans cette crise, une majorité d’entre eux exprime une grande méfiance envers le concept de guerre « humanitaire » et ses dérives possibles. L’un des plus critiques, Rony BRAUMAN, n’hésite pas à s’interroger sur les critères

d'une telle guerre « juste ». Pour lui, celle-ci ne peut être déclenchée que par un pouvoir légitime, pour des buts légitimes, en étant soutenue par la communauté internationale, en dernier recours (après l'échec de la diplomatie), en utilisant des moyens proportionnés aux objectifs et en bénéficiant de chances raisonnables de succès. Cette étude collective constitue en soi une réponse à l'ouvrage de Bernard-Henri LÉVY.

Dans un registre similaire il convient de mentionner l'ouvrage collectif dirigé par Aidan HEHIR et Robert MURRAY : *Libya, the Responsibility to Protect and the Future of Humanitarian Intervention* (New York, Palgrave Macmillan, 2013, 256 p.). Les auteurs soulignent l'utilité de l'intervention militaire en Libye, mais concluent qu'elle ne saurait être banalisée et ne saurait justifier un type d'intervention « humanitaire » très difficile à encadrer juridiquement.

Sur un ton beaucoup plus critique, Cynthia MCKINNEY, candidate écologiste à l'élection présidentielle américaine de 2008, avocate de la cause afro-américaine et pourfendeuse de la politique interventionniste des États-Unis, dénonce le droit d'ingérence à travers l'ouvrage *The Illegal War on Libya* (Clarity Press, 2012, 180 p.) qu'elle a dirigé et qui pointe, à travers l'examen méticuleux des déclarations officielles du Congrès et du gouvernement américain, les nombreuses contradictions de l'administration Obama sur ce dossier. Plus féroce, l'universitaire Horace CAMPBELL rédige pour sa part une véritable charge contre l'OTAN et le droit d'ingérence à travers son *Global NATO and the Catastrophic Failure in Libya* (Pambazuka Press – éditeur sud-africain diffusé en Europe par l'éditeur britannique Monthly Review Press – 2013, 322 p.) qui dénonce « la politique néocolonialiste d'une OTAN globalisée aux ordres des États-Unis, qui empêche le continent africain de progresser sur la voie de l'unité ». Dans la même veine, l'article « Libye : les enjeux économiques de la "guerre pour la démocratie" » de Moncef DJAZIRI, paru dans la revue *Moyen-Orient* (octobre-décembre 2011, p. 78-83), développe la thèse selon laquelle l'intervention de l'OTAN en Libye n'aurait été motivée que par la volonté de promouvoir les intérêts pétroliers occidentaux sur place.

Peut-être convient-il de conclure cette section en mentionnant l'article de Christopher CHIVVIS, *Libya and the Future of Liberal Intervention* (*Survival*, Londres, IISS, décembre 2012, p. 69-92), qui constitue une excellente synthèse de la problématique et des enjeux politiques et diplomatiques du droit d'ingérence appliqué à l'affaire libyenne et qui en tire des enseignements pour l'avenir des crises afghane, irakienne et syrienne.

Le déroulement des opérations militaires

Seuls les éditeurs français et britanniques semblent s'être intéressés au déroulement des opérations militaires en Libye, sans doute parce que la France et le Royaume-Uni se sont imposés – après les premières frappes conduites par les forces armées américaines – comme les deux principaux États impliqués dans l'opération *Unified Protector*. Côté français, trois ouvrages très différents apportent un éclairage complémentaire sur le déroulement des opérations militaires. Jean-Marc TANGUY, journaliste de défense, fait paraître *Harmattan : récits et révélations – Les opérations en Libye par ceux qui les ont vécues* (éditions Nimrod, 2012, 160 p.). Grâce aux témoignages qu'il a recueillis, l'auteur nous livre un premier récit journalistique bien informé « à chaud » de l'engagement des forces françaises en Libye.

Quelques semaines plus tard, Jean MARBOT publie *Un Pick-Up pour Tripoli* (Marines éditions, 2012, 348 p.). Conçu comme un simple journal, il relate au quotidien (chaque « chapitre » correspondant à un jour de temps réel) le récit de l'insurrection libyenne. D'excellentes informations sur la résistance libyenne, décrivent avec force détails des engagements et faits d'armes mal connus.

Ouvrage de référence, Jean-Christophe NOTIN nous livre *La vérité sur notre guerre en Libye* (Fayard, 2012, 585 p.). Cette somme retrace l'engagement des forces armées françaises en Libye de manière

remarquablement précise. L'auteur, bien informé, a su allier ses compétences d'historien à l'interview d'acteurs militaires engagés dans cette crise, depuis le chef d'état-major des armées jusqu'aux pilotes de l'armée de l'Air, de l'ALAT et de l'aéronautique navale, en passant par les officiers d'état-major et les commandants de bases aériennes et de bâtiments de la marine nationale. Il en ressort un ouvrage dense qui décortique le processus de prise de décision, les enjeux, les contraintes, les difficultés rencontrées.

Côté britannique, Dave SLOGGET fait paraître, quelques mois après la fin des hostilités, *The RAF's Air War in Libya – New Conflicts in the Era of Austerity* (Londres, Pen & Sword Aviation, 2012, 224 p.). Il s'agit d'une étude remarquablement documentée qui analyse et évalue la portée de l'engagement militaire britannique (en termes de résultats opérationnels et diplomatiques) dans un environnement budgétaire extrêmement contraint qui a limité la marge de manœuvre des décideurs politiques, mais aussi des responsables militaires. Les huit chapitres de l'ouvrage suivent la chronologie des événements. Après avoir décrypté le processus de décision d'engagement des forces par Whitehall, démontrant comment le Premier ministre britannique Cameron voulait « sa guerre » pour rehausser son prestige et faire taire les critiques qui lui reprochaient son relatif désintérêt des questions internationales, l'auteur décrit les contraintes auxquelles a été confrontée la RAF. Il constate les similitudes entre la campagne de 2011 et celle du désert de 1941-1942, analyse l'impact réel des frappes de Tomahawk, souligne le rôle crucial joué par les moyens ISTAR (Intelligence, Surveillance, Target Acquisition & Recognition), compare les performances des chasseurs bombardiers Tornado et Typhoon, détaille les opérations conduites par les hélicoptères de combat embarqués à bord de l'*HMS Ocean* et regrette le démantèlement de la flotte de Harrier qui aurait pu s'avérer très utile à cette occasion. Il conclut son étude par un dernier chapitre portant sur les leçons de cette campagne pour le Royaume-Uni, en termes d'engagement opérationnel, de préparation des forces et de coordination politico-diplomatique, s'interrogeant sur l'utilité d'un porte-avions et sur la manière la plus rentable de gérer une campagne contre-insurrectionnelle.

Dans un registre plus anecdotique, on pourra lire *Sandstorm – Libya in the Time of Revolution* (Londres, Penguin Books, 2013, 352 p.) de Lindsey HILSUM, grand reporter pour la chaîne britannique *Channel 4*. Adoptant une approche très à la mode, l'auteur, qui a suivi la guerre sur le terrain, retrace le déroulement de la crise et des opérations militaires à travers les portraits de six combattants libyens. Ce récit bien écrit et vivant fourmille d'informations sur la guérilla libyenne et constitue un recueil de témoignages précieux pour cerner les profils très variés des combattants. Dans une logique comparable, comment ne pas citer l'étonnant témoignage de Sam NAJJAR (*Soldier For a Summer*, Hachette Books Ireland, 2013, 320 p.) ? De père libyen et de mère irlandaise, l'auteur a quitté l'Irlande dès le début de la révolution libyenne pour rejoindre les rangs de la rébellion. Il raconte sans fard son entraînement, son endoctrinement et les combats auxquels il a participé jusqu'à la libération de Syrte. Déçu par la tournure prise par les événements après la chute du dictateur libyen, il est reparti vivre à Dublin.

Curieusement et alors même que le public outre-Atlantique est généralement friand du récit des guerres auxquelles participent ses soldats, aucun éditeur américain n'a pour l'instant publié d'ouvrages sur la contribution des forces armées américaines aux opérations militaires en Libye. La seule contribution disponible provient d'Anthony CORDESMAN, titulaire de la chaire de stratégie Arleigh Burke du Center for Strategic and International Studies de Washington. Au moment où les opérations semblent s'enliser, il publie l'étude *The Libyan uprising – An uncertain trajectory* (CSIS, 21 juin 2011, 73 p.) qui analyse les points forts et les faiblesses de la stratégie de l'OTAN et de celle du régime libyen, faisant le point sur les objectifs gouvernementaux détruits. Elle conserve aujourd'hui un intérêt historique pour mieux comprendre l'état d'esprit qui régnait alors au sein des états-majors des différents pays contributeurs à l'opération *Unified Protector*.

Les enseignements de ces mêmes opérations

Si les parlements français et britannique se sont contentés d'auditionner à huis clos divers témoins et acteurs de cette crise, le Sénat américain a publié le fruit de ses investigations à travers un rapport intitulé *Operation Odyssey Dawn and the situation in Libya* (Washington, Publication of US Congress, novembre 2012, 46 p.). Cet opuscule fourmille d'informations, de témoignages, de recommandations et permet de mieux appréhender la posture de l'administration Obama.

Dans le domaine de l'édition, un seul livre reste spécifiquement consacré aux enseignements militaires des opérations en Libye. Il s'agit de l'ouvrage collectif *The NATO intervention in Libya – Lessons learned from the Campaign* (Routledge, 2013, 256 p.) dirigé par Kjell ENGELBREKT, Marcus MOHLIN et Charlotte WAGNSSON. L'ouvrage, de facture très académique, contient entre autres des contributions scandinaves émanant tout particulièrement de la Norvège, du Danemark et de la Suède (pays neutre), qui ont contribué activement à l'opération *Unified Protector* de l'OTAN.

On compte en revanche plusieurs articles de fond. Dès le mois de mai 2011, Philippe GROS tente un premier bilan des deux premiers mois de frappes aériennes dans une étude publiée par la Fondation pour la recherche stratégique (*De « Odyssey Dawn » à « Unified Protector » : bilan transitoire, perspectives et premiers enseignements de l'engagement en Libye*, FRS, note n° 04/11, mai 2011). Deux mois plus tard, alors que les opérations militaires semblent s'enliser, Martin VAN CREVELD dans le *RUSI Journal* s'interroge sur *The rise and fall of Air Power* (volume 156, n° 3, juillet 2011, p. 48-54) et conclut que la puissance aérienne pourrait bien être durablement sur le déclin.

En février 2012, la revue du ministère de la Défense *Armées d'aujourd'hui* tente un premier bilan dans son numéro 367, à travers un dossier (p. 48-61) contenant à la fois quelques données chiffrées (moins précises que celles publiées sur les blogs spécialisés), les témoignages d'une dizaine d'acteurs « tactiques » et les analyses de quelques unes des autorités militaires impliquées dans la conduite des opérations.

Plus institutionnels, Norton SCHWARTZ, Stephen DALTON et Jean-Paul PALOMÉROS (chefs d'état-major de l'USAF, de la RAF et de l'armée de l'Air) ont cosigné au printemps 2012 une tribune vantant l'excellence de la coopération opérationnelle entre aviateurs américains, britanniques et français lors des opérations au-dessus de la Libye, au moment où chacun d'entre eux était soumis à la menace de coupes budgétaires sévères (*Les opérations aériennes en Libye, vitrine de la coopération entre les armées de l'air américaine, britannique et française*, *Revue Défense Nationale* n° 750, mai 2012, p. 7-9).

Le mois suivant, la même *Revue Défense Nationale* (n° 751, juin 2012, p. 71-77) publie un article de Florence GAUB, alors chercheur au Collège de Défense de l'OTAN, intitulé *Six enseignements stratégiques de l'opération « Unified Protector » de l'OTAN en Libye*. Ces enseignements peuvent être synthétisés ainsi : éviter des conclusions hâtives sur la puissance aérienne ; muscler l'état-major JFC de Naples ; mieux connaître l'ennemi et son environnement sociétal ; réduire les frictions politico-militaires ; améliorer la communication stratégique ; développer une vraie vision stratégique pour la région de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient. L'auteur étoffera ses conclusions dans *The NATO and Libya: Reviewing Operation Unified Protector*, publié en 2013 par le Strategic Institute de l'US Army War College.

De son côté, la revue britannique *Survival* publie l'article de Douglas BARRIE *Libya's Lessons: The Air Campaign* (IISS, Londres, décembre 2012, p. 57-65) à travers lequel l'auteur pointe les difficultés du ciblage, le manque de drones de combat (seulement deux Predator américains disponibles), mais aussi l'impatience des gouvernements et des opinions publiques, concluant que les planificateurs d'une campagne aérienne devrait mieux anticiper la gestion de sa durée dans le temps.

Côté américain, on s'étonne de l'absence d'article de fond sur ce sujet dans l'incontournable *Military Review*. Peut-être parce que du point de vue des chercheurs américains, l'intervention militaire en Libye a souligné les carences capacitaires de leurs alliés européens, sans remettre en cause la vision américaine de la conduite de la guerre. Peut-être aussi parce que leur attention reste focalisée sur l'Afghanistan (le nombre d'articles en témoigne), le Golfe arabo-persique et la guerre contre les réseaux terroristes, tout particulièrement au Yémen.

Les conséquences géopolitiques de la crise

L'impact géopolitique de la crise libyenne a suscité en revanche bien davantage d'intérêt Outre-Atlantique. L'ouvrage de Maximilian FORTE (*Slouching towards Sirte: NATO's War on Libya and Africa*, USA, Baraka Books, 2012, 341 p.) décortique de manière équilibrée les arguments avancés pour justifier les opérations militaires, mais aussi les mythes qui en ont résulté et leurs conséquences. Son auteur avance une thèse intéressante : l'intervention de l'OTAN en Libye fait partie d'une stratégie plus large des États-Unis visant à « militariser » de plus en plus leurs relations avec l'Afrique, notamment par le truchement d'US AFRICOM, pour contribuer à la stabilisation de la région et pour sécuriser les ressources stratégiques qui les intéressent.

À rebours de cette stratégie d'influence, Garrett SAVITT estime dans *The Attack in Benghazi – Review and Lessons* (USA, Nova Science Publishers, 2013, 118 p.) que l'assaut contre le consulat américain de Benghazi, le 11 septembre 2012, est la conséquence directe de la politique de Washington vis-à-vis du monde arabe et de l'intervention américaine en Libye.

De manière encore plus critique, Francis BOYLE dénonce, dans *Destroying Libya and World Order: The three-Decade US Campaign to terminate the Qaddafi Revolution* (Clarity Press, 2013, 180 p.), la stratégie américaine vis-à-vis de la Libye qui n'aurait visé, depuis le début des années 1980, qu'à provoquer la chute du colonel Kadhafi. L'auteur dénonce à la fois l'hypocrisie du droit d'ingérence et le « *nouvel interventionnisme néocolonial camouflé sous le masque du R2P (Responsibility to Protect) qui n'aboutit qu'à déstabiliser un peu plus le Maghreb et l'arc sahélo-saharien* ».

Côté britannique, dès le mois de juillet 2011 (alors même que les opérations militaires sont en cours), la revue *Survival* de l'IISS a consacré le dossier de son numéro d'été à l'impact géopolitique de la crise libyenne. L'article d'Anand MENON (*ESDP from Lisbon to Libya*, p. 75-90) analyse en détail les conséquences de cette crise sur la politique européenne de sécurité et de défense, stigmatisant les lacunes capacitaires et le manque d'ambition politique des Européens, tout en soulignant l'attitude critique de l'Allemagne dans cette affaire.

Sur ce même thème, Isabel RUCK, doctorante à Sciences-Po Paris, a publié un essai préfacé par Bertrand Badie intitulé *Europe in Uncle Sam's Pitfall – The Old Continent in America's Global War on the Mediterranean Crescent* (Alfortville, éditions SIGEST, 2012, 141 p.). À travers sept questions, elle s'y fait l'avocate de la position allemande, critiquant l'attitude ambiguë des « Trois européens » (France, Royaume-Uni et Italie) face au « printemps arabe ». Elle dénonce l'inconstance de la politique de ces trois États qui oscillerait entre la défense de leurs intérêts nationaux et le souhait de promouvoir la démocratie sur la rive sud de la Méditerranée, tout en préservant à tout prix la stabilité régionale. Prenant pour exemple l'intervention en Libye, elle s'interroge sur les limites du droit d'ingérence, craignant que celui-ci ne soit qu'un moyen déguisé pour servir les intérêts américains en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Sa conclusion: l'Union européenne se retrouve dans l'œil du cyclone et doit réfléchir à sa stratégie vis-à-vis du monde arabe de manière à affronter la tempête qui menace de se propager à d'autres États.

Jeffrey MICHAELS a décrypté pour sa part l'impact politique de la crise libyenne sur l'OTAN dans son article *NATO after Libya: Alliance adrift?* (RUSI Journal, volume 156, n° 6, 2011, p. 56-61). Il estime que la Libye reste prioritairement le problème des dirigeants européens, et non pas celui du président Obama, et que l'Alliance ne peut plus se permettre de se déchirer comme elle l'a fait dans cette affaire, au risque de perdre toute crédibilité. Dans un même registre, Benjamin ROEHRIG démontre dans la *Revue Défense Nationale* que *L'OTAN et l'ONU sont les deux victimes de l'intérêt national en Libye* (RDN, été 2012, p. 73-83).

Côté français, le général (CR) Jean FLEURY analyse les conséquences de la guerre de Libye dans son essai *Crise libyenne : la nouvelle donne géopolitique* (Jean Picollec, 2012, 199 p.). Après avoir rappelé les grandes phases de cette crise et les lacunes capacitaires européennes, il pose une question essentielle : « *Que veulent les Européens en matière de défense ? Une défense autonome de l'Union, un pilier européen au sein de l'OTAN ou une intégration totale dans l'Alliance atlantique ?* » (p. 160). Il constate que c'est à l'Alliance que les Européens doivent s'adresser pour toute opération d'importance et conclut que l'Union européenne devrait privilégier l'approfondissement sur l'élargissement, afin de mieux répondre aux défis futurs. Pour lui, cette crise illustre également trois évolutions notables : le basculement des intérêts stratégiques des États-Unis vers l'Asie ; la pénétration de la Chine dans l'espace africain et méditerranéen ; la collusion, durable selon lui, des intérêts stratégiques russes et chinois, comme en témoigne l'alignement de Moscou et Pékin sur les dossiers syrien, iranien et nord-coréen.

François LAFARGUE lui fait écho dans son article *La révolution libyenne vue de Pékin* publié dans la revue *Maghreb-Machrek* (n° 214, hiver 2012, p. 115-126). Cette excellente synthèse décrit la présence et l'influence chinoise en Libye, avant et après la révolution de 2011. Son auteur conclut que les intérêts chinois sur place n'ont pas été durablement affectés par la guerre civile, Pékin ne cherchant pas à influencer l'avenir politique de la Libye, mais se contentant d'y renforcer son emprise économique.

Nadia BELALIMAT et Jean-Yves MOISSERON démontrent pour leur part dans *La nouvelle Libye et les enjeux sécuritaires sahélo-sahariens* (*Questions internationales* n° 58, novembre-décembre 2012, p. 72-79) que le Fezzan (Sud-Libye) est devenu le carrefour stratégique de l'insécurité sahélo-saharienne.

Sur l'avenir de la Libye

Au-delà de la question de l'avenir politique de la Libye, c'est le processus de formation des États (*State Building*) qui inspire de nombreux théoriciens qui utilisent le cas libyen pour étayer leurs hypothèses. Deux écoles s'affrontent : ceux qui paraissent optimistes sur le futur politique de la Libye et ceux qui, au contraire, sont plus réservés sur les chances de succès du processus de démocratisation et de mise en place d'institutions modernes et équilibrées.

Florence GAUB se positionne résolument dans le premier camp, comme en témoigne son article *Libye : le rêve de Kadhafi devient-il réalité ?* (*Politique Étrangère* n° 3-2012, IFRI, p. 645-658). Après s'être rendue sur place, elle considère que la Libye peut gérer la phase délicate de transition car une partie des institutions créées par la Jamahiriya sont demeurées en place. Elle conclut néanmoins que les nouvelles autorités devront conduire des réformes d'ampleur, trancher le débat entre État unitaire et État fédéral (cette seconde option semblant la plus réaliste), redessiner des institutions politiques et créer un nouveau rapport de confiance entre la société et les forces de sécurité. Seul ce dernier point permettra le désarmement indispensable des milices ou leur intégration au sein des forces armées régulières. Florence GAUB développe ce dernier point dans un autre article paru dans le *Journal of Strategic Studies* et intitulé *The Libyan Armed Forces between Coup-proofing and Repression* (*JSS*, Volume 36, n° 2, avril 2013, Routledge, p. 221-244). Elle y démontre que l'armée libyenne, maintenue volontairement dans un état

chronique de faiblesse et de division, pour éviter qu'elle ne se révolte contre le régime (comme l'ont prouvé ses performances calamiteuses lors de la guerre du Tchad de 1978-1986), s'est désintégré peu de temps après le déclenchement de la révolution. De nombreux militaires ont déserté, sans toutefois rejoindre les rangs de la rébellion. Seules quelques unités inféodées au régime se sont battues jusqu'au bout. Leurs hommes ont été éliminés ou se sont enfuis. Or, le nouveau gouvernement libyen a besoin de militaires professionnels et il serait de son intérêt de puiser dans le réservoir de forces des milices (de manière à désarmer au passage ceux qui refusent de rejoindre l'armée régulière), suivant l'exemple de ce qui a pu être accompli dans le passé au Liban et dans les Balkans.

Jean-Pierre FILIU se veut lui aussi optimiste dans son article *Libye : les défis de l'après-Kadhafi* (*Politique internationale* n° 133, automne 2011). Tout comme Tom WASILESKI dans son bréviaire *Libya: Transition and State Building* (USA, Nova Science Publishers, 2013, 90 p.), mais son argumentaire tient davantage du vœu pieux que de l'analyse objective des réalités du terrain.

Suivant cette même logique, citons l'article en ligne de Frederic WEHREY et Peter COLE *Building Libya's Security Sector* publié sur le site de la fondation Carnegie Endowment (Washington, août 2013²). Après avoir constaté que les réformes en Libye butent sur les rivalités qui existent entre les milices et les différents organes sécuritaires, les deux auteurs suggèrent une série de recommandations pour reconstruire un véritable secteur de la sécurité, efficace, représentatif et cohérent. Ils proposent notamment de créer un Conseil national de sécurité qui s'inspire du modèle américain, de mettre en place un fonds permettant de financer la reconversion des miliciens et d'augmenter le salaire des policiers et des militaires. Ils encouragent surtout la communauté internationale à poursuivre les actions de formation au profit des forces de sécurité libyennes.

D'autres chercheurs sont en revanche plus réservés sur les chances de démocratisation de la Libye et soulignent l'ensemble des facteurs qui appellent, selon eux, à la prudence. Dans son étude *State-Building Challenges in a post-Revolution Libya* (CSIPP, US Army War College, 2013, 66 p.), Mohammed EL-KATIRI, universitaire libyen réfugié au Royaume-Uni, rappelle l'importance des structures tribales et leur intérêt à maintenir la Libye dans un état semi-chaotique qui leur permet de conserver toute leur influence.

De leur côté, Hélène BRAVIN, journaliste indépendante, et Kamel ALMARACHE, ancien professeur de sciences-politiques à l'université de Tripoli, ont publié les résultats de leur très longue enquête de terrain dans un article absolument remarquable intitulé *La Libye après la révolte : milices, conflits tribaux et défis électoraux* paru dans la revue *Les Cahiers de l'Orient* (n° 111, été 2013, p. 107-146). Le sous-titre de leur étude « Le temps des milices et des gangs » résume à lui seul leurs conclusions. Les deux auteurs démontrent comment les gangs et les milices s'affrontent pour le contrôle de la rente pétrolière et comment les tribus ont importé leurs rivalités et leurs conflits ancestraux au sein des villes. Ils décryptent les défis auxquels est confronté le CNT en vue de la préparation des prochaines élections.

Enfin, dernière publication en date, la Rand Corporation (Washington) vient de faire paraître un rapport intitulé *Democratization in the Arab World – A Summary of Lessons from around the Globe* (Washington, RAND, août 2013, 48 p.)³. Les deux auteurs, Laurel MILLER et Jeffrey MARTINI, reprenant les travaux d'un séminaire organisé conjointement par la RAND et l'International Strategic Research Organization d'Ankara, estiment que la démocratie réelle n'est pas pour demain en Libye, mais qu'en attendant, la communauté internationale, États-Unis en tête, doit consacrer davantage d'attention à la société civile plutôt qu'aux institutions, tout en soutenant la poursuite d'un processus électoral sous contrôle international. De manière assez novatrice pour un think tank américain, les deux chercheurs concluent qu'il est capital, pour

² Article téléchargeable à l'adresse : <http://carnegieendowment.org/2013/08/06/building-libya-s-security-sector/ghle>.

³ Rapport téléchargeable à l'adresse : <http://www.rand.org/pubs/monographs/MG1192z2.html>.

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

l'Occident, de déployer un effort particulier en direction de la Tunisie pour y soutenir la démocratie naissante, car ce pays constitue indubitablement le laboratoire des révolutions arabes. L'Union européenne, France en tête, ne dit pas autre chose depuis fin-janvier 2011...

■ LES CONTRAINTES GÉOGRAPHIQUES DES OPÉRATIONS MILITAIRES EN LYBIE AU XX^e SIÈCLE

Laurent HENNINGER

Chargé d'études au domaine « Histoire de la défense et de l'armement » de l'IRSEM

La Libye est un pays immense à la géographie relativement simple. Une très étroite bande côtière cultivable de quelques kilomètres (parfois quelques centaines, voire quelques dizaines de mètres) court de façon discontinue le long de la côte méditerranéenne (laquelle est la plus longue de tous les pays nord-africains). Elle est suivie d'un premier talus menant à un premier plateau de quelques dizaines de kilomètres de large ; c'est dans cette zone que se trouvent la route qui court tout au long de ce littoral, et c'est là que se déroulèrent la plupart des grands engagements militaires de la campagne du désert de 1940-1942 mettant aux prises les Germano-Italiens aux forces du Commonwealth. Un second talus marque la limite sud de cette zone aride et la limite nord du désert proprement dit. Dans cette immensité qui s'ouvre alors, presque tous les types de désert que l'on trouve dans le Sahara sont présents : dunes de sable (« mers de sables »), rocaille, dépressions (mais aucune qui soit comparable, tant en étendue qu'en profondeur, à celle d'El Qantarra, dans le désert occidental égyptien), et même plusieurs massifs montagneux au fur et à mesure que l'on s'enfonce dans le sud, le plus célèbre d'entre eux restant naturellement le Tibesti, aux limites du Tchad. Bien entendu, ce schéma reste grossier car cette bande intermédiaire est elle-même discontinue, le désert se confondant souvent avec elle et arrivant parfois jusqu'à la mer. La population, toujours très faible, se répartit surtout sur la bande côtière, bien entendu. C'est aussi là que se trouvent les principales villes, lesquelles tendent à rapetisser au fur et à mesure que l'on s'enfonce dans les terres, pour ne plus devenir que des oasis rares et dispersées une fois atteinte la zone désertique. Signalons tout de même l'existence d'une zone forestière parfois assez dense dans le nord de la Cyrénaïque, le Djebel Akhdar. Enfin, un peu partout, des *wadis* (lits de rivières asséchées et encaissées) parsèment de ci de là le paysage ; ils peuvent se remplir subitement en cas de (rares) fortes précipitations, donnant alors naissance à des torrents destructeurs et dangereux, ou même à des inondations meurtrières, comme ce fut le cas en 1945 à Tripoli.

La côte : une zone méditerranéenne

Cette géographie a des conséquences sur le déroulement des opérations militaires qui sont désormais bien connues, et surtout assez classiques pour quiconque s'est déjà penché sur les opérations en terrain désertique. Dans la bande côtière et dans les villes, nous avons affaire à un terrain et un climat de type méditerranéen, et il en est d'ailleurs de même pour les agglomérations, tant du point de vue de l'architecture de leurs bâtiments que de leur urbanisme de façon plus globale. Là, les combats ont donc été relativement similaires à ce qu'on a pu observer dans les guerres et les opérations qui, aux mêmes époques, ont pu se dérouler en Grèce, en Italie du Sud, en Sicile, au Liban, en Palestine, en Algérie, en Asie mineure, ou même en Espagne, pendant la guerre civile. Avec une différence majeure, toutefois : comme cette zone est très étroite, qu'elle contient la seule vraie voie de communication de tout le pays et qu'enfin c'est ici que se trouvent toutes les grandes villes – qui sont aussi des ports absolument vitaux pour la logistique d'armées mécanisées occidentales modernes –, beaucoup de combats de haute intensité y ont été livrés. Il s'agit alors principalement de sièges de grandes localités, avec tout ce que cela implique en termes de durée, mais aussi d'âpreté d'une guerre de positions. Ici, la parole fut généralement donnée à

l'infanterie, à l'artillerie, au génie et à l'érection de fortifications. On pense naturellement aux sièges de Tobrouk, pendant la Seconde Guerre mondiale, mais certaines phases de la guerre civile qui a renversé le régime de Kadhafi en relevaient également. Enfin, il convient de savoir que, avant de se lancer véritablement à la conquête du sud et du désert, les colonisateurs italiens, arrivés en 1911, restèrent longtemps concentrés sur la bande côtière, et même bien souvent dans les seules grandes villes, qui étaient parfois assiégées de façon semi-permanente par les tribus locales, *a fortiori* durant les années de la Première Guerre mondiale, durant lesquelles l'armée italienne avait mieux à faire dans les Alpes... À cet égard, une telle situation n'est pas sans rappeler celle des présides espagnols d'Afrique du Nord (Maroc et Ouest-Algérien actuels – Oran, notamment) aux XVI^e et XVII^e siècles. La conquête italienne du reste du pays ne se fera véritablement que dans les années 1920 et ne s'achèvera qu'au début des années 1930, à la suite de longues et difficiles campagnes de pacification. Pour ce qui concerne la zone désertique ou semi-désertique « intermédiaire » où se trouvent les routes (et même LA route, la *Via Balba*, seul véritable achèvement des ingénieurs italiens à la veille de la Seconde Guerre mondiale), il est intéressant de remarquer que, durant les opérations entre l'Axe et les Alliés entre 1940 et 1945, et hormis les grands sièges comme celui de Tobrouk, les forces de l'un et de l'autre camp firent à plusieurs reprises des avancées spectaculaires suivies de retraites qui ne l'étaient pas moins, dans un véritable « tango » opératif. Car tout l'enjeu de cette campagne était dans le contrôle des localités principales et de la route côtière.

Espace solide ou espace fluide ?

Il n'en reste pas moins que les opérations militaires en Libye furent aussi caractérisées par le fait qu'elles se déroulèrent principalement en zones désertiques. Et, si le désert reste un espace terrestre, et donc « solide », il présente tout de même nombre de caractéristiques de l'un des espaces « fluides », en l'occurrence la mer : relative isomorphie, quasi-impossibilité de s'y déplacer sans l'aide de « prothèses » techniques (véhicules, avions) ou animales (d'où l'importance des unités de méharis ou de cavalerie légère dans l'armée italienne comme chez ses adversaires locaux, dans les combats et la guérilla des vingt premières années de la colonisation), et surtout impossibilité, dans les « mers de sable » en particulier, mais aussi dans les autres configurations physiques, très peu cartographiées, de s'y déplacer autrement qu'avec des méthodes de navigation directement issues de celles de la marine (c'est-à-dire de mathématisation de l'espace dans le but de créer des « lieux » qui sont autant de repères virtuels). Cela a de nombreuses conséquences, tant en termes d'organisation (tendance à l'autonomisation des unités et mise en valeur du sens de l'initiative chez les cadres) que de mouvement et de puissance de feu (laquelle peut généralement jouer à plein du fait de la quasi-absence de populations civiles). Mouvements rapides, manœuvres et contournements audacieux, lignes de tir souvent assez dégagées plaident en faveur d'une relative « fluidité » des opérations et constituent un atout pour les armes à longue portée (même si la chaleur intense tend à rendre inopérants nombre d'appareils de visée optiques). Entre les rares positions fixes (principalement des forts), raids de cavalerie ou de méharis, de colonnes motorisées (Leclerc s'emparant de Koufra), de commandos (les célèbres LRDG – *Long Range Desert Group*), ou de blindés se succèdent et s'entremêlent comme autant d'actions d'escadres navales. La notion même de « front » devient *ipso facto* caduque. Les unités blindées et mécanisées peuvent théoriquement y manœuvrer avec aisance en amples formations (régiments ou brigades). Mais, du fait de la poussière soulevée et du fait de la létalité des tirs, les véhicules doivent être bien plus espacés qu'ailleurs, d'où la nécessité de la présence d'un compas gyroskopique à bord de presque tous les véhicules. Nuages de poussière permettent aussi de leurrer l'ennemi car ils peuvent être provoqués par n'importe quel véhicule, y compris de simples camions (pourvu que le terrain permette à ces derniers d'y rouler). D'où la ruse classique consistant à faire rouler un

grand nombre de véhicules dans le désert pour faire croire à l'adversaire qu'on dispose d'un très grand nombre de chars. Cette mobilité et ces ruses (ainsi que le camouflage et les leurres, évoqués plus loin) destinées à entretenir en permanence l'incertitude chez l'ennemi pour qu'il soit perpétuellement en train d'essayer de connaître ou de deviner vos positions décuplent les besoins de lancer des missions de reconnaissance, que ce soit par des moyens aériens ou des moyens terrestres, d'où la multiplication, aux côtés des rares grands engagements, des actions de combat des petites unités de reconnaissance. Toutefois, il y a un corollaire, même si le terrain rend difficile l'établissement de véritables obstacles antichars : si le char y est à son aise, les armes antichars le sont également, avec des lignes de tir dégagées, qu'il s'agisse de l'artillerie antichars de la Seconde Guerre mondiale ou des missiles antichars modernes, d'où de véritables duels. Enfin, ces terrains arides, meubles ou non, ont pu faire croire que la roue y bénéficiait d'un avantage sur la chenille. Ainsi, en 1977, pendant la guerre égypto-libyenne, les forces du colonel Kadhafi ont obtenu quelques succès avec les véhicules à roues d'origines brésilienne Cascavel armés de canons de 90 mm. Ce fait anecdotique a largement contribué à l'engouement mondial pour ces types de véhicules que l'on observe un peu partout depuis lors et constitue une véritable « mode » qui dure encore, malgré des faiblesses certaines bien mises à jour depuis. Signalons aussi que, durant ce même conflit de 1977, des chars égyptiens s'avançant dans la région de Tobrouk ont sauté sur des champs de mines jamais nettoyés datant de la Seconde Guerre mondiale (les mines avaient très bien résisté au temps car placées dans un environnement parfaitement sec). Rappelons en effet que cette région est encore aujourd'hui l'une des plus polluées au monde en termes de mines et d'explosifs, et que ces mines se déplacent de façon continue, au gré des mouvements des sables ; elles sont donc pratiquement impossibles à cartographier. Les mines furent en effet utilisées en bien plus grand nombre ici que sur tous les autres théâtres d'opérations, et dans des proportions comparables à leur usage dans la guerre navale... Leur relative simplicité d'emploi ainsi que leur coût modique en firent des armes précieuses dans une guerre où les troupes ne furent jamais en très grand nombre pour occuper beaucoup de terrain et où la consommation de munitions induisait des contraintes logistiques fortes. Elles furent placées soit dans les points de passage obligés (défilés, gorges, etc.), soit pour canaliser des mouvements vers des zones de tir de l'artillerie, soit encore pour protéger des positions – elles agirent alors comme un élément majeur (avec les réseaux de fil de fer barbelés) d'un système de fortifications ou d'une défense en profondeur. En dehors de tels éléments, les fortifications doivent le plus souvent être constituées de sacs de sable ou bien être creusés à l'aide d'explosifs si le terrain est trop rocheux.

Pour en revenir brièvement à cette idée de manœuvres audacieuses et de contournements, il faut tout de même relever que, même si la côte libyenne (1 740 km) est la plus longue côte nord-africaine de Méditerranée, elle n'a pratiquement jamais été mise à profit pour y effectuer des débarquements sur les arrières adverses. L'idée n'est pourtant pas si saugrenue qu'il n'y paraît puisque les Espagnols l'avaient mise en œuvre dès les années 1920 au Maroc, dans la guerre du Rif contre Abd el-Krim. Autre phénomène historique intéressant : l'érection, par les italiens et à l'instigation du général Graziani, gouverneur de la Cyrénaïque en 1930, d'un « mur » (en réalité, une large ligne continue de plusieurs rouleaux de fil de fer barbelé, ponctuée de tours de guet et de fortins) courant tout le long de la frontière avec l'Égypte. Il s'agissait alors de lutter contre la guérilla indépendantiste d'Omar Mokhtar qui se servait de l'Égypte comme base arrière où trouver refuge et soutien. Cette radicale mesure d'interception a représenté, pour la guérilla, un coup décisif, notamment sur le plan logistique, étant donné qu'après la prise de l'oasis de Koufra par les Italiens, le seul itinéraire pour l'approvisionnement des rebelles passait à travers la frontière égyptienne. Cet exemple sera repris par les Français dans les années 1950 en Algérie avec l'installation de la

ligne Morice le long des frontières tunisienne et marocaine. Là encore, ce dispositif se révéla d'une redoutable efficacité et le coup porté au FLN fut très dur. Dans les années 1970, ce fut au tour du Maroc d'ériger un dispositif comparable au Sahara occidental, face à la guérilla du front Polisario. L'idée était toujours la même : créer une séparation physique de toutes pièces dans un espace semi-fluide. Pourtant, hormis ces cas particuliers de luttes anti-insurrectionnelles, il faut cependant constater que, dans les cas de guerres modernes et mécanisées, et bien que la tentation ait toujours été forte, il s'est toujours avéré inutile d'établir des lignes de défense continues, comme en mer...

Le triomphe de la technique et ses contraintes

Pourtant, tout cela reste conditionné par deux facteurs d'une importance capitale, au point d'en devenir tyranniques : la supériorité aérienne et la logistique. L'avion (ou tout autre appareil volant – dirigeables dans les années 1910 ou hélicoptères dans les combats de 2011) est en effet et par définition un outil majeur de la guerre dans les espaces fluides ou qui peuvent leur être partiellement assimilés, comme c'est le cas du désert. Dès le début de leur conquête, les Italiens mirent en œuvre avions et dirigeables, et c'est en 1911 qu'eut lieu en Libye la toute première attaque au sol de l'histoire de l'aviation. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la quête de la supériorité aérienne fut d'autant plus âpre qu'elle permettait de s'en prendre à la logistique de l'adversaire. Mais cette aviation n'est pas exclusivement dédiée au combat et à l'appui, elle est en effet d'une immense utilité en matière de reconnaissance ; c'est pourquoi la plupart des travaux de fortification, de pose de mines ou même de ravitaillement des positions avancées ne peut se faire le plus souvent que la nuit (jusqu'à l'apparition des systèmes d'observation nocturne). De même, le camouflage des positions comme des matériels face aux moyens de reconnaissance aérienne prennent ici une grande importance, d'où, par ailleurs, la multiplication des leurres. Durant les combats de 2011, la supériorité aérienne absolue des Occidentaux constitua un atout considérable pour les rebelles. Le problème est que l'arme aérienne, *a fortiori* durant les guerres de la première moitié du XX^e siècle, ne pouvait agir en période de tempête de sable, pendant lesquelles les appareils ne peuvent même pas prendre l'air. Rappelons ici que cette guerre dans la troisième dimension n'implique pas que les seules machines volantes en tant que telles, mais bien aussi les bases (qui sont les « ports » de la guerre aérienne) et la défense sol-air (artillerie ou missiles). Ainsi, pendant la très brève guerre égypto-libyenne de juillet 1977, l'aviation égyptienne infligea une défaite cuisante à celle du colonel Kadhafi en lui faisant subir ce qu'elle-même avait dû subir de la part des Israéliens, dix ans auparavant, lors de la guerre des Six Jours : la destruction au sol d'une grande partie de ses appareils.

Mais, peut-être plus encore que la supériorité aérienne, la guerre dans le désert nécessite une organisation logistique non seulement performante, mais extrêmement lourde puisque les consommations d'à peu près tout y sont décuplées : munitions (opportunités de tir plus nombreuses), pièces détachées (les mécanismes de toutes sortes – véhicules, moteurs, armements – y subissent une usure d'autant plus accélérée qu'il est hors de question de les graisser, à cause du sable...), et bien sûr carburant (très grandes distances) et surtout eau (pour les moteurs comme pour les êtres vivants, d'autant que l'eau des rares puits n'est pas toujours consommable et souvent même pas stockable) ! Si le désert représente une sorte de rêve pour le tacticien, il représente à l'inverse un véritable cauchemar pour le logisticien. Et c'est le plus souvent cette logistique qui conditionne en réalité la tactique et les opérations, bien plus que l'intelligence et l'habileté manœuvrière des chefs. En terrain sablonneux, la consommation d'essence augment de 50 % pour les véhicules à roues, et de 30 % pour les véhicules chenillés. Quant à l'huile, elle doit être changée plus fréquemment qu'en Europe, au moins tous les 1 000 kilomètres. Pour l'eau, les chiffres de consommation indiquent des quantités astronomiques, tout particulièrement chez les belligérants motorisés. Signalons

tout de même que, durant la Seconde Guerre mondiale, aucun des belligérants ne pratiqua l'empoisonnement des puits ou la destruction des oasis, alors que les Italiens ne firent pas toujours preuve de la même retenue lors de la conquête de ce territoire. De même, la capture et la réutilisation de ravitaillement ennemi ou même de matériel (des véhicules aux effets personnels, en passant par les armements et leurs munitions) est activement recherchée et constitue une aubaine pouvant modifier le cours d'une opération. Comme les chars et autres véhicules de combat tendent à s'éloigner toujours plus des axes de circulation, ils doivent alors être ravitaillés (en carburant comme en munitions) par des véhicules blindés légers capables de les atteindre et bénéficiant d'un minimum de protection, car les camions sont alors inemployables. La chaîne logistique en est d'autant plus lente, alourdie et complexifiée. Pour le cas particulier des chars, signalons que, dans la mesure du possible, le commandement allié préférait les acheminer sur la zone des combats au moyen de camions semi-remorques spécialisés dans leur transport, et ce afin de leur épargner le parcours de trop longues distances durant lesquelles ils pouvaient être sujets à un nombre démultiplié de pannes et d'incidents mécaniques. Enfin, il faut aussi rappeler que la logistique d'une armée comprend aussi la chaîne médicale, pouvant être très lourde, notamment par ses besoins en eau. En Libye, outre les blessures classiques subies par les soldats sur les champs de bataille, il fallait aussi compter avec les insolations, la déshydratation, les brûlures (parfois très graves, notamment au contact de la peau avec le métal surchauffé des carrosseries ou des blindages des véhicules), les piqûres d'insectes ou de scorpions et les surinfections causées par les mouches sur les blessures.

La manœuvre et l'action des unités mécanisées sont donc obérées par ces contraintes qui font des opérations dans le désert une « guerre de riches », là encore assez comparable à la guerre navale. Toutes les opérations militaires de la Seconde Guerre mondiale sur le territoire libyen s'expliquent ainsi : protéger sa propre logistique et détruire (ou désorganiser) celle de l'adversaire (notamment en s'attaquant à ses dépôts et ses bases) ; contrôler la route côtière et les villes portuaires où arriveront les indispensables convois de cargos (tout particulièrement pour les Germano-Italiens, car les Britanniques conservaient Alexandrie). Pour le conflit antérieur, c'est-à-dire la conquête italienne, il fallait surtout contrôler le territoire utile, non seulement en termes de voies de communication, mais aussi de terres à exploiter, et contrôler les populations et leurs centres de rassemblement. À de nombreux égards, on pourrait dire que les affrontements de 2011 constituèrent une sorte de synthèse de ces deux guerres, laissant préfigurer les combats de l'opération *Serval* au Mali, dix-huit mois plus tard (2013).

Références bibliographiques :

- Philippe Boulanger, *Géographie militaire*, Paris, Ellipses, 2006.
- John M. Collins, *Military Geography for professionals and the public*, Washington & Londres, Brassey's, 1998.
- Basile Economides, *Conditionnements géomorphologiques à des fins militaires*, Athènes, B. Economides, 2001.
- Ken Ford, *Gazala 1942 – Rommel's Greatest Victory*, Oxford, Osprey, coll. « Campaign » n° 196, 2008.
- Paddy Griffith, *World War II Desert Tactics*, Oxford, Osprey, coll. « Elite » n° 162, 2008.
- Nathaniel Harris, *Atlas of the World's Deserts*, New York, éd. The Brown Reference Group / Fitzroy Dearborn, 2003.
- Jon Latimer, *Tobruk 1941 – Rommel's Opening Move*, Oxford, Osprey, coll. « Campaign » n° 80, 2001.

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

- Michael Stephenson (dir.), *Battlegrounds – Geography and the History of Warfare*, Washington, National Geographic, 2003.

■ LES OPÉRATIONS EN LIBYE : LE RÔLE DE L'UE ET DE L'OTAN

Général (2S) Maurice DE LANGLOIS

Directeur du domaine « sécurité transatlantique » à l'IRSEM

Il est important de se rappeler que les opérations en Libye ont été initiées par une coalition *ad hoc* composée des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni. Cette décision, prise à la suite d'une situation qui s'était détériorée rapidement dans les semaines précédentes, a été révélatrice de l'incapacité des grandes organisations à intervenir dans l'urgence. Seule une « *coalition of the willing* » était prête. Elle a pu agir dès le 19 mars 2011 en fin d'après-midi, deux jours après le vote de la résolution de l'ONU, et arrêter les troupes de Kadhafi à l'entrée de Benghazi.

L'Union européenne : encore un rendez-vous manqué

Les événements de Libye du printemps 2011 ont révélé une fois de plus le manque de cohérence et de visibilité de la politique étrangère de l'Union européenne. Le manque d'efficacité des nouvelles structures bruxelloises mises en place à la faveur du traité de Lisbonne ainsi que les importantes divergences entre les 27 États-membres sur la conduite à tenir, sont particulièrement éclairants. Ils ont conduit l'UE à adopter des modes d'action impossibles, le comble ayant été atteint avec le non-lancement de l'opération *EUFOR Libya*, réel constat d'échec de la mise en œuvre de la PSDC⁴.

L'UE n'a été ni visible ni efficace dans la mise en œuvre de la résolution 1973 du 17 mars 2011. Et pourtant, dès le début de la crise, en février 2011, elle avait très vite pris conscience qu'après les événements en Tunisie puis en Égypte, elle ne pouvait rester inactive face à l'évolution de son voisinage. Son action politique et diplomatique s'est révélée d'une certaine efficacité et les actions lancées jusqu'à l'évacuation des ressortissants européens ont été positives. Ainsi, l'UE, au travers de la Haute représentante (HR), a condamné la répression exercée sur les manifestants dès le 20 février. Face à l'afflux de réfugiés, elle a lancé le même jour, à la demande de l'Italie, l'opération *Hermès* de Frontex⁵.

Le 23 février, elle déclenchait le mécanisme de protection civile de l'UE, qui dépend de la Commission européenne et qui permet d'assister les opérations d'évacuation des ressortissants. L'état-major de l'UE fut associé et les évacuations débutèrent à partir de Tripoli avec l'aide et la coordination d'EATC⁶. Elles ont été menées à terme avec succès et ont démontré toute l'efficacité de l'organisation mise en place. Le 28 février, l'UE adoptait des sanctions contre le régime de Kadhafi (embargo, gel des avoirs), dans la foulée du vote de la résolution 1970 du 26 février. Ces sanctions furent reconnues plus sévères que celles prônées par la résolution de l'ONU. Le 6 mars, une mission exploratoire était envoyée dans la région.

S'il y avait, jusqu'à cette date, cohérence de l'action aux niveaux des volets diplomatiques, politiques, financiers et humanitaires, le volet défense et sécurité n'avait toujours pas été activé. À dix jours de l'engagement militaire de la communauté internationale, l'UE n'avait encore entamé aucune planification.

Dans la nuit du jeudi 17 mars au vendredi 18 mars 2011, le conseil de sécurité de l'ONU votait la résolution 1973. Le vendredi 18 mars, un ultimatum de 24 heures était lancé à Kadhafi par la coalition composée des Américains, des Britanniques et des Français. Le lendemain, un sommet était organisé à Paris à 13h00.

⁴ Politique de sécurité et de défense commune.

⁵ Comme le prévoit l'Agence de l'UE (Frontières extérieures) de Varsovie : "Frontex promotes, coordinates and develops European border management."

⁶ *European Air Transport Command* d'Heindoven.

L'ONU, l'Union africaine, la Ligue arabe, l'OTAN et l'UE étaient invitées avec les nations. La coalition obtint le soutien des participants et, à 17h00, fin de l'ultimatum, les frappes débutèrent à l'entrée de Benghazi.

Le dimanche 20 mars, au lendemain des premières frappes, Catherine Ashton affichait sa volonté pour l'UE de présenter une « position neutre » face à la tragédie libyenne, ceci sans aucune concertation avec les États-membres, que ce soit au niveau des représentants militaires ou des ambassadeurs. Avec cette déclaration, elle bloquait toute volonté d'agir militairement et, bien plus grave, contredisait les pays européens déjà engagés dans les frappes militaires contre les troupes de Kadhafi. Le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, déclarait le même jour au cours d'une conférence de presse : « *Est-ce que nous nous résignons à faire que l'Union européenne reste une ONG humanitaire? Ou est-ce que nous avons une autre ambition pour l'Union européenne, d'en faire une puissance politique capable d'avoir des positions diplomatiques et des capacités militaires d'intervention le cas échéant? Pour moi, la réponse est très claire, c'est la deuxième hypothèse* ».

Outre la position très contestée adoptée par la HR, l'attitude de blocage de l'Allemagne a créé un malaise et neutralisé toute volonté d'utiliser la force militaire. Et pourtant, dès le vote de la résolution 1973 du 17 mars qui autorisait la création d'une *no fly zone*, une opération militaire était envisageable. En effet, sous la présidence française de l'UE en décembre 2008, le niveau d'ambition global de l'UE avait été réaffirmé et, dans les différents types de mission que l'UE entendait pouvoir mener dans la cadre PSDC, les missions de surveillance / interdiction (maritime ou aérienne) étaient déclinées. Mais l'UE a cherché à s'effacer volontairement devant l'OTAN. Elle a continué d'ailleurs à refuser de se lancer dans toute planification⁷.

Or, principalement dans le domaine maritime, la question pouvait légitimement se poser. Un état-major était déjà armé à Northwood, au Royaume-Uni, pour l'opération de lutte contre la piraterie (*Atalante*). Il était tout à fait concevable d'étendre ses prérogatives à une opération d'embargo maritime au large de la Libye, en coordination avec l'opération conduite par Frontex. Le Comité politique et de sécurité de l'UE a très vite stoppé cette réflexion : seule une minorité de pays avait manifesté de l'intérêt pour cette mission de contrôle maritime (la France, la Finlande, l'Estonie, la Lituanie et Malte), alors que la majorité des États, notamment le Royaume-Uni, l'Italie ou l'Allemagne, préférerait confier cette mission à l'OTAN. Cette option fut définitivement écartée le 21 mars, la France se retrouvant finalement seule.

Afin de garder la face, les États-membres se sont finalement accordés le 21 mars 2011⁸ pour lancer une opération de la PSDC au caractère totalement inédit et étonnant, car elle se plaçait sous l'autorité d'un organisme de l'ONU. En fait, l'UE choisissait d'agir délibérément dans le bas du spectre et elle mandatait les structures bruxelloises pour lancer un processus de planification au profit d'une opération militaire de soutien à l'aide humanitaire, sous condition qu'elle ait lieu dans un contexte impartial et permissif, autant dire infaisable. De plus, l'UE se positionnait, pour le déclenchement de l'opération, sous l'autorité exclusive du Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH). Ce cadre juridique particulier, qui fut adopté par une décision du Conseil de l'UE du 1^{er} avril 2011, fut bien une première dans l'histoire de la PSDC. Cette opération a fait l'objet d'une planification, un état-major opératif a été désigné (Naples), mais elle n'a pas vu le jour, les conditions de son lancement n'ayant jamais été réunies.

⁷ Le directeur de l'état-major de l'UE à la HR a ainsi déclaré : “Based on military judgement, no EU military planning is being conducted on Maritime Arms Embargo and on a possible No-Fly Zone.”

⁸ Le Conseil Affaires Etrangères s'entendra sur la formulation suivante : “The EU is ready to provide CSDP support to humanitarian assistance in response to a request from OCHA and under the coordinating role of the UN. Such actions will fully respect the UN guidelines on the use of military and civil defence assets (MCDA).”

L'UE continuera à travailler sur l'après-conflit, mais en ordre dispersé. Il faudra attendre près de deux ans pour lancer la première mission PSDC en Libye. La mission d'assistance à la gestion des frontières libyennes *EUBAM Libya* a commencé à se déployer début juin 2013.

Le rendez-vous manqué de la Libye est révélateur des faiblesses de l'UE dans sa dimension défense et sécurité. Il n'existe toujours pas de vision partagée de la mise en œuvre de la PSDC, malgré les engagements du traité de Lisbonne. L'abstention allemande lors du vote de la résolution 1973, suivie d'une position de blocage à l'UE, n'a pas permis à la PSDC d'être mise en œuvre. Le principe des *caveats*, autorisant un pays à adopter une position marginale, doit être reconsidéré. Les États-membres devraient envisager un mécanisme décisionnel permettant à l'UE d'améliorer les volets prévention et action dans l'urgence. Cela passe par le renforcement des attributions du HR et du Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Le HR devrait pouvoir mettre en œuvre son pouvoir d'initiative pour développer les volets prévention et planification, sans attendre d'y être invité par les États-membres. Or, dans le cas de la Libye, seuls les instruments civils de la Commission ont été activés.

Le SEAE a expérimenté sa première crise. Jeune service, composé d'experts en provenance de différents horizons, de la Commission européenne, du secrétariat du Conseil et des États-membres, il a gagné en cohérence et en cohésion. Même si le volet PSDC a été mal géré, la création et l'activation d'une plateforme de crise spécifique à la crise libyenne, a prouvé sa pertinence en facilitant la fusion du renseignement, la diffusion de l'information et la prise de décision.

Mais l'UE, qui dispose de tous les instruments concourant à l'approche globale, n'est pas assez réactive. Elle aura mis deux ans pour lancer la mission d'assistance à la gestion des frontières libyennes. Elle doit pouvoir planifier le plus en amont possible les modes d'action couvrant l'ensemble des phases permettant un retour à la stabilité du pays.

L'OTAN : un nouveau type d'intervention

L'OTAN, avec l'opération *Unified Protector*, a pris le relais de la coalition à partir du jeudi 31 mars, sous le commandement du général canadien Charles Bouchard, à la tête de l'état-major de Naples (*NATO Joint Force Command*).

En premier lieu, il convient de reconnaître le succès collectif que représente cette opération, sans perte alliée et avec très peu de victimes collatérales. En sept mois, 26 000 sorties aériennes ont été lancées (dont 6 800 en attaque au sol), de même que 55 raids d'hélicoptères ; 6 000 objectifs ont été détruits ou fortement endommagés, incluant 1 600 bases militaires et 1 300 dépôts de munitions⁹.

Concernant les nations, l'attitude en retrait des États-Unis qui ont retiré leurs avions de chasse dès le 1^{er} avril a provoqué des réactions divergentes. La cohésion de l'OTAN a été mise en péril. Sans remettre en question les choix de l'Alliance, des clivages se sont créés entre le clan dit « des frappeurs », emmenés par le couple franco-britannique¹⁰, et ceux qui se sont abstenus, soit parce qu'ils n'en avaient pas les moyens, soit parce qu'ils étaient opposés par principe à l'usage de la force. La solidarité, l'un des principes fondateurs de l'Alliance, a été durement mise à l'épreuve. En revanche, cela n'a pas été aussi dommageable qu'au sein de l'UE puisque l'Allemagne, qui ne voulait pas participer, n'a pas émis de veto et a offert, à titre de compensation, de renforcer son soutien aux missions de surveillance aérienne de l'OTAN en Afghanistan.

⁹ Bilan OTAN au 30 octobre 2011.

¹⁰ Un sous-groupe, baptisé OP4 regroupait les six nations contribuant aux frappes à terre : France, Royaume-Uni, Canada, Norvège, Danemark et Belgique.

Même si l'attitude des Américains paraît avoir été en retrait, ce retrait n'a été qu'apparent. La nouvelle approche américaine du « *leading from behind* » fut réellement mise en œuvre. Les États-Unis ont fourni un certain nombre de capacités qui étaient déficitaires chez les Européens, à savoir les trois-quarts des avions ravitailleurs, la moitié des moyens de suppression des défenses aériennes adverses, des moyens de renseignement et de guerre électronique. Ils dirigeaient toutes les actions préparatoires aux frappes liées au ciblage. Sans exercer le commandement de l'opération, ils ont été présents à tous les niveaux : ce sont des généraux américains qui faisaient tous les briefings opérationnels au Conseil de l'Atlantique nord à Bruxelles.

En revanche, l'OTAN a fait preuve de faiblesses conjoncturelles. Comme l'UE, elle n'a pas été en mesure de répondre dans l'urgence. La lourdeur du processus décisionnel et le manque de cohésion de ses membres posent manifestement la question de l'intérêt de maintenir une organisation aussi lourde et coûteuse, alors qu'un modèle plus *ad hoc*, à six ou huit aurait suffi. Ceci dit, il eût été difficilement concevable de continuer l'opération avec la coalition initiale pendant plusieurs mois sans l'engagement de l'OTAN. Outre le fait de fournir une chaîne de commandement solide, son principal intérêt réside dans la définition de normes et standards permettant l'interopérabilité, la formation et l'entraînement en commun.

L'Alliance doit réfléchir à la cohésion de ses membres. La fracture politique qui s'est révélée au moment du montage de l'opération fut aggravée par la faiblesse de la contribution de la majorité des nations européennes. Le déséquilibre entre les Européens et les Américains continue de s'accroître : à l'occasion d'un symposium sur la PSDC organisé à Washington, la HR a rappelé que la part des dépenses de l'OTAN assurée par les États-Unis était passée de 63% en 2001 à 77% en 2011¹¹. Et quand les moyens nationaux étaient mis à la disposition de l'Alliance, ils étaient assortis de réserves (*caveats*) tellement contraignantes qu'elles devenaient rédhibitoires. Certains ravitailleurs en vol n'ont pas été autorisés à délivrer du pétrole aux avions chargés des frappes et la notion d'embargo maritime n'a pas été interprétée de la même manière, certains bâtiments de guerre ne l'appliquant strictement qu'au large de Benghazi.

Malgré tout, l'opération *Unified Protector* de l'OTAN fut incontestablement une réussite militaire et une première pour plusieurs raisons : engagement sur le sol africain ; partenariat élargi à des pays du Golfe ; implication décisive du tandem franco-britannique. Ce fut aussi l'occasion de mesurer l'effacement relatif des États-Unis et de prendre conscience d'une fracture entre les nations.

Au moment où l'Alliance réfléchit à son avenir après le retrait annoncé d'Afghanistan, les enseignements de son action en Libye doivent la mener à reconsidérer certains points. Elle doit pallier la lourdeur de son mode de fonctionnement et de son processus décisionnel qui empêche toute action dans l'urgence. Le nouveau mode d'action des Américains, plus en retrait mais qui ne remet pas en cause leur leadership au sein de l'Alliance, se reproduira à l'avenir. Il faut en tirer les conséquences. Cela doit notamment faire prendre conscience aux nations européennes du besoin impératif de combler leurs lacunes capacitaires.

En revanche, plusieurs questions restent en suspens. Faut-il que l'OTAN élargisse son partenariat à de nouveaux pays comme ceux de la Ligue arabe ? Faut-il que l'OTAN s'investisse sur le continent africain ? Faut-il que l'OTAN, alliance de défense collective, envisage des scénarios d'engagement sans la participation des États-Unis ?

Pour conclure

La crise libyenne a montré les limites du multilatéralisme. Une action, qui plus est, une action de force menée dans l'urgence, se conçoit plus facilement au sein d'un groupe de pays partenaires qui en a la

¹¹ Discours d'introduction 8 mai 2013.

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

volonté qu'au sein d'organisations internationales. L'actualité récente l'a montré une nouvelle fois au Mali. En revanche, les organisations internationales retrouvent tout leur intérêt pour inscrire une action dans la durée.

Les divergences importantes entre les pays européens, constatées aussi bien au sein de l'UE que de l'OTAN, ont eu des effets contre-productifs. Outre les défauts spécifiques à chacune de ces deux organisations, les tensions ont été vives, d'autant plus que le leadership américain s'est montré moins présent. La discipline et la solidarité transatlantiques ont été mises à rude épreuve.

C'est aux pays européens de devenir plus responsables de leur défense, de combler leurs lacunes capacitaires et de pouvoir se montrer des partenaires fiables et crédibles, notamment vis-à-vis des Américains. Cette évolution ne pourra se faire qu'au sein de l'UE, mais générée par un groupe de pays exprimant la volonté d'exercer un leadership, dans l'esprit de la coopération structurée permanente du traité de Lisbonne. L'OTAN n'y trouvera que des bénéfices, avec un rééquilibrage des contributions entre les deux rives de l'Atlantique.

■ **LEADING FROM BEHIND, LE NOUVEL INTERVENTIONNISME AMÉRICAIN ? BARACK OBAMA ET LA CRISE LIBYENNE**

Maya KANDEL

Chargée d'études « États-Unis » à l'IRSEM

L'intervention en Libye en 2011 est la première opération militaire lancée par le président Obama. Il est vrai que par rapport aux interventions héritées de Bush en Irak et en Afghanistan, l'opération libyenne a été décidée et menée entièrement sous son commandement. Cet aspect est essentiel si l'on veut bien se souvenir que le président démocrate a été élu en grande partie sur son opposition à la guerre en Irak et sa volonté, en écho à celle du peuple américain, de mettre fin à une décennie d'interventions militaires. Ces éléments vont compliquer d'emblée la décision américaine d'intervenir en Libye et jouer un rôle déterminant dans la définition des modalités de la participation des États-Unis, en rupture avec leur expérience passée¹².

Les révoltes arabes qui commencent à la fin de l'année 2010 en Tunisie ont pris les États-Unis, comme le reste du monde, par surprise. Il est cependant utile de rappeler le contexte américain qui les voit éclore. Le 12 août 2010, Obama avait envoyé un memo aux membres du Conseil de sécurité nationale (NSC) pour demander une étude approfondie sur le Moyen-Orient, partant du constat de l'agitation croissante des opinions publiques face à des régimes autoritaires en perte de vitesse. Le président y posait la question précise de savoir « *si le soutien américain continu à des régimes autoritaires de plus en plus impopulaires et répressifs n'est pas plus risqué pour les États-Unis sur le long terme, qu'une campagne vigoureuse d'incitation à la réforme* ». Le résultat est une étude par pays, dans laquelle sont impliqués plusieurs conseillers dont Samantha Power (nommée représentante américaine à l'ONU en juin 2013), Gayle Smith et Michael McFaul, qui vont justement être les plus favorables à une intervention américaine en Libye. Or, l'étude est à peine terminée quand Mohamed Bouazizi s'immole en Tunisie, le 17 décembre 2010, donnant le coup d'envoi du Printemps arabe¹³.

Pour Washington, la Tunisie est un cas relativement facile (soutien quasi-immédiat d'Obama aux manifestants), alors que le cas égyptien, pièce maîtresse de l'architecture de sécurité régionale scellée par les accords de Camp David de 1979, est beaucoup plus complexe et provoquera d'importantes dissensions internes au sein de l'équipe Obama. Mais le président choisit de mettre l'Amérique du bon côté de l'Histoire, provoquant stupeur et consternation chez certains alliés régionaux, d'Israël à l'Arabie Saoudite, cette dernière s'inquiétant particulièrement de voir Washington lâcher si facilement un allié de trente ans. Alors que Bahreïn et la Libye s'embrasent à leur tour, l'administration semble naviguer à vue au Moyen-Orient.

De fait, l'Amérique expérimente en Libye des modalités inédites de participation à une intervention multilatérale. De « la guerre de Sarkozy » (*Sarko's war*) au « leadership en retrait » (*leading from behind*), la présentation américaine évolue avec le temps mais la question subsiste : faut-il y voir une évolution historique, ou un cas anecdotique ? La Libye demeurera-t-elle l'exception, ou y a-t-il dans le leadership en retrait un nouveau modèle ? Et quelles en sont les leçons à tirer, en particulier pour les relations transatlantiques ?

¹² Cet article s'appuie sur des entretiens réalisés par l'auteur à Washington auprès de responsables sécuritaires et d'experts américains entre décembre 2011 et juin 2013.

¹³ Justin VAÏSSE, *Barack Obama et sa politique étrangère (2008-2012)*, Paris, Odile Jacob, 2012, p. 169.

Du Printemps libyen à *Odyssey Dawn* : principes et mise en œuvre de l'action américaine en Libye

Contexte, débats internes, cadre international

En Libye, les troubles commencent peu après la chute de Moubarak en Égypte et dégènèrent rapidement en affrontements directs. Fin février 2011, Kadhafi a perdu le contrôle d'une grande partie de l'Est du pays, notamment Benghazi. Jusque-là, l'administration Obama ne s'était guère occupée de la Libye. Rappelons que les relations entre Washington et Tripoli avaient été normalisées sous l'administration de George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001, grâce à une coopération active sur le terrorisme, et grâce surtout à la fin du programme nucléaire libyen et à la compensation des familles américaines des victimes de l'attentat de Lockerbie (1988).

Le 23 février 2011 a lieu la première réunion du NSC sur la Libye, provoquant la première prise de parole publique d'Obama qui déclare les actions de Kadhafi « *inacceptables* ». Dans un premier temps, Washington veut évacuer les Américains présents sur place ; cela étant fait, Obama annonce des sanctions et le gel des avoirs libyens aux États-Unis¹⁴. Les diplomates américains sont activés à l'ONU et en Europe car, contrairement au cas de l'Égypte ou de Bahreïn, l'administration fait d'emblée le choix du multilatéralisme pour gérer la crise libyenne. Mais alors que le président déclare le 3 mars que « *Kadhafi a perdu sa légitimité et il doit partir* », en Libye-même, les forces du régime contre-attaquent et reprennent du terrain aux rebelles. Le débat devient alors public à Washington, dans les médias comme au Congrès et entre Pentagone et Département d'État. C'est à ce moment-là que le secrétaire à la Défense Robert Gates déclare, lors d'un discours à l'académie militaire de West Point, que « *tout président américain qui se lancerait dans une nouvelle guerre terrestre au Moyen-Orient devrait se faire examiner ([psychologiquement])* ». Au sein de l'administration Obama, un débat intense oppose les réalistes (Gates, le conseiller à la Sécurité nationale John Brennan, son adjoint influent Tom Donilon) à un groupe qui rassemble à la fois des anciens de l'administration (Bill) Clinton marqués par les crises des années 1990 (Balkans, Rwanda), camp dans lequel on retrouve Samantha Power et Susan Rice, alors représentante des États-Unis à l'ONU, et les conseillers les plus jeunes (Ben Rhodes, Tony Blinken)¹⁵. Hillary Clinton quant à elle va évoluer rapidement sur la Libye : d'abord réticente aux côtés de Gates et des réalistes, elle bascule dans le camp des interventionnistes après son passage en Europe, notamment à Paris, et surtout après le soutien de la Ligue arabe à une zone d'exclusion aérienne¹⁶. Pour Obama, c'est le vote du Conseil de sécurité de l'ONU le 17 mars qui sera l'élément décisif.

Le 22 février, la Ligue arabe avait déjà suspendu la Libye. Elle est rejointe dans ses critiques contre Kadhafi par l'Organisation pour la Conférence Islamique et l'Union africaine. Si Français et Britanniques sont les premiers à défendre au Conseil de sécurité le principe d'une zone d'exclusion aérienne, ils sont rejoints, dès le 7 mars, par le Conseil de coopération du Golfe (CCG), et surtout, le 12 mars, par la Ligue arabe, qui dans une position sans précédent dans son histoire appelle également à protéger les civils par des zones de

¹⁴ Martin S. INDYK, Kenneth G. LIEBERTHAL, Michael E. O'HANLON, *Bending History: Barack Obama's Foreign Policy*, Washington DC, The Brookings Institution Press, 2012, p. 158-159.

¹⁵ Justin VAISSE, *Barack Obama et sa politique étrangère...*, *op.cit.*, p. 178-181. Voir aussi Maya KANDEL, « Clinton en Bosnie, Obama en Libye : l'interventionnisme humanitaire, impérialisme ou progressisme ? », in Claire DELAHAYE et Serge RICARD (dir.), *L'héritage de Théodore Roosevelt : Impérialisme et progressisme (1912-2012)*, Paris, L'Harmattan, novembre 2012, p. 226-228.

¹⁶ Ryan LIZZA, "The Consequentialist: How the Arab Spring remade Obama's foreign policy", *The New Yorker*, 2 mai 2011. Helene COOPER, Steven Lee MYERS, "Obama Takes Hard Line With Libya After Shift by Clinton", *The New York Times*, 18 mars 2011.

sécurité. Le Conseil de sécurité de l'ONU votera la résolution 1973 cinq jours plus tard, avec cinq abstentions (Chine, Russie, Inde, Brésil, Allemagne), et le soutien inattendu des pays africains¹⁷.

Pour le président Obama, le soutien de la Ligue arabe et la légitimation par le Conseil de sécurité ont été les deux préalables indispensables à la participation américaine à une opération en Libye. Au-delà, principes et pragmatisme guident la décision américaine : calcul stratégique régional de soutien au peuple arabe, solidarité avec des alliés pro-intervention en Libye qui sont aussi présents en Afghanistan (Sarkozy et Cameron¹⁸), et, on y reviendra, idée de mettre en avant un nouveau modèle opérationnel qui pourrait bien aider le « pivot vers l'Asie » voulu par l'équipe Obama alors même que cette intervention semble le contredire. Le fait que l'Amérique se retirera après quelques jours et laissera les Alliés faire le gros du travail est précisé d'emblée : le président américain annonce une participation américaine relativement limitée, en soutien (*enablers*) davantage qu'en premier rôle, car le leadership américain dans le cas libyen est « *de former les conditions permettant à la communauté internationale d'agir de concert* »¹⁹. Le vice-amiral Bill Gortney, alors *Director of the Joint Staff*, précisera dès le 19 mars que si le général Carter Ham, commandement d'AFRICOM, dirige les opérations américaines de la première phase, « *la transition à un commandement de coalition sera effective dans quelques jours* »²⁰.

Il faut enfin rappeler un élément décisif : alors mêmes que les rebelles libyens prenaient les armes contre Kadhafi, une partie de la population de Bahreïn se soulevait contre ses dirigeants. Or cette situation présente un risque pour l'allié saoudien et pour Washington puisque Bahreïn héberge la principale base navale américaine de la région, QG de la V^{ème} flotte. Alors que les troupes du CCG (12 000 soldats saoudiens) entrent à Bahreïn le 14 mars pour mater la révolte, Obama ne dit rien. Ce n'est pas un hasard, alors que deux jours plus tôt, les mêmes pays du Golfe se sont alignés sur la position américaine en Libye et se sont engagés à participer à une opération contre Kadhafi.

Aspects opérationnels

La campagne aérienne américaine, en application de la résolution 1973, commence le 19 mars, peu après l'opération *Harmattan* des Français, entrés en premier sur le théâtre libyen. La première opération américaine, baptisée *Odyssey Dawn*, est conduite depuis Ramstein (frappes de missiles Tomahawk depuis des navires américains et britanniques) ; elle devient *Unified Protector* (OUP) après le passage sous commandement OTAN. À ce stade, les moyens de combat américain ont été retirés. *Odyssey Dawn* est la première grande opération d'AFRICOM, qui utilise les capacités de EUCOM dont il partage les commandements des composantes aérienne et navale. La première phase est donc une opération AFRICOM commandée par le Gal Carter Ham, la première opération du dernier-né des commandements régionaux américains. La puissance de feu des Américains occasionne la majorité des destructions faites aux infrastructures et troupes libyennes pendant les premiers jours ; la défense antiaérienne libyenne est en particulier neutralisée dans les premières 24 heures²¹. Dès le dimanche 20 mars, la zone d'interdiction de survol est effectivement établie. Après le transfert du commandement à l'OTAN, les Américains continueront d'apporter un puissant soutien sous forme de ravitailleurs, d'AWACS et de moyens ISR, ainsi que deux drones de surveillance. Ils fourniront ainsi 75% des heures de vol en matière d'ISR et 80% des

¹⁷ Alex J. BELLAMY, Paul D. WILLIAMS, «The new politics of protection ? Côte d'Ivoire, Libya and the responsibility to protect», *International Affairs*, 87:4 (2011), p. 839-844.

¹⁸ Natalie NOUGARÈDE et Philippe RICARD, « L'embarras des Occidentaux face à la guerre en Libye », *Le Monde*, 12 mars 2011.

¹⁹ Corinne LESNES, « Soulèvement en Libye – Frappes imminentes en Libye pour défendre les civils : M. Obama définit la participation américaine », *Le Monde*, 20 mars 2011.

²⁰ Phil STEWART, «US military takes lead on Libya but for how long», *Reuters*, 19 mars 2011.

²¹ Pour une présentation détaillée des aspects opérationnels, voir Philippe GROS, « De Odyssey Dawn à Unified Protector : bilan transitoire, perspectives et premiers enseignements de l'engagement en Libye », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, Note n° 04/11, mai 2011.

heures de vol effectuées par les ravitailleurs de la coalition – des données qui mettent en évidence les lacunes européennes, on y reviendra. En revanche, 90% des missions offensives sont réalisées par les alliés autres que les États-Unis : on est dans un schéma exactement inverse de celui du Kosovo, où 90% des missions offensives avaient été effectuées par les États-Unis.

À partir du 31 mars, le commandement opérationnel passe au général Charles Bouchard (canadien), adjoint de l'amiral Samuel Locklear qui lui-même dépend du SACEUR, l'amiral James Stavridis (également commandant de EUCOM). Le secrétaire à la Défense, Robert Gates, et le chef d'état-major (*Chairman of the Joint Chiefs of Staff*), l'amiral Michael Mullen, viennent alors au Congrès informer la Commission des forces armées du Sénat de l'évolution de l'opération en Libye. La plupart des parlementaires sont soulagés d'apprendre le retrait des moyens de combat américains, à l'exception des deux principaux « faucons » du Sénat (proches des néoconservateurs), les sénateurs John McCain et Lindsey Graham, qui avaient dès le début appelé à une implication militaire américaine en Libye aux côtés des rebelles. Eux se disent « *atterrés* », en particulier McCain qui « *ne comprend pas que les moyens américains demeurent cloués au sol alors même que la situation demeure extrêmement difficile sur le terrain pour les forces anti-Kadhafi* » ; Graham demandera même à Gates de « *reconsidérer cette décision* »²².

Aux sources du « *leading from behind* » : impact des facteurs intérieurs sur le positionnement américain

Un Congrès divisé

Les parlementaires américains sont en réalité très divisés sur l'intervention libyenne, à l'image du Congrès issu des élections de mi-mandat de novembre 2010, dont le résultat a été qualifié de « *raclée* » par Obama lui-même. Ces élections ont vu le plus grand gain de sièges par le parti de l'opposition depuis soixante-dix ans et ont porté à la Chambre des représentants une majorité républicaine ultraconservatrice fortement marquée par le mouvement *Tea Party*. Au Sénat, resté à faible majorité démocrate, le leader républicain Mitch McConnell déclare n'avoir qu'un seul objectif : empêcher la réélection d'Obama. Les républicains mènent une opposition tout azimut, mais le résultat principal est un blocage d'une institution dont les deux chambres ont des pouvoirs égaux – les Congrès divisés sont souvent les moins productifs, et celui-là ne fera pas exception²³. Sur la Libye, il y a surtout au départ d'un côté une majorité silencieuse préoccupée avant tout par les questions intérieures et lassée de l'aventurisme extérieur de la décennie passée ; et de l'autre, les faucons habituels pro-intervention (les sénateurs McCain et Graham cités plus haut), ainsi que des démocrates qui soutiennent le président Obama, le sénateur John Kerry en tête.

Dès le 1^{er} mars 2011, le Sénat a adopté une résolution unanime pour « *condamner fermement les violations systématiques des droits de l'homme en Libye* » (S. Res. 85). Mais hormis cela, la division règne : il y a à la fois un soutien bipartisan à une intervention, et une opposition bipartisane à toute implication américaine. Un Congrès divisé donc, mais impliqué : il y a aura en effet plus d'une dizaine d'auditions sur la Libye de mars à juin 2011, et plusieurs douzaines de briefings par des membres de l'administration auprès de parlementaires toujours plus nombreux²⁴.

²² “Hearing to receive testimony on Operation Odyssey Dawn and the situation in Libya”, US Senate Committee on Armed Services, 31 mars 2013. Spencer ACKERMAN, “US Gunships will be on standby in NATO’s Libya war”, *Wired*, 31 mars 2013.

²³ Voir notamment les travaux de Nelson POLSBY et Julian ZELIZER.

²⁴ Christopher M. BLANCHARD, “Libya: Unrest and US Policy”, *Congressional Research Service*, 29 mars 2011. Voir aussi le rapport envoyé par la Maison Blanche au Speaker John Boehner le 15 juin 2011 sur “US Activities in Libya” qui liste l'ensemble des échanges, auditions, briefings et rencontres entre administration et Congrès (p. 26-31) : <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/politics/documents/united-states-activities-libya.html>

Alors que l'opération en Libye semble s'installer dans la durée, avec une implication américaine en retrait mais qui demeure conséquente (voir les aspects opérationnels), la question se pose de l'autorisation des opérations par le Congrès, en vertu de la loi sur les pouvoirs de guerre (*War Powers Resolution*). Cette loi, votée en 1973 contre la volonté (et le veto, qui sera surmonté) du président Nixon, impose au président de notifier au Congrès le déploiement de forces américaines sur un théâtre étranger, et d'obtenir un vote d'autorisation du Congrès au plus tard soixante jours après le début de l'intervention, délai pouvant être porté à 90 jours au maximum. Tous les présidents depuis Nixon ont déclaré cette loi inconstitutionnelle (car empiétant sur les pouvoirs de commandant-en-chef du président), mais en ont respecté l'esprit, sinon la lettre. Le Congrès en réclame bien sûr l'application à chaque occasion²⁵.

Obama a informé abondamment les parlementaires sur la Libye, on l'a vu. Il va bien sûr informer le Congrès (le 21 mars 2011) de sa décision d'envoyer les « *forces militaires américaines assister les alliés européens et les partenaires arabes dans la mise en œuvre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher une catastrophe humanitaire et contrer la menace posée à la paix internationale par la crise en Libye* ». Mais il ne va pas demander de vote d'autorisation de l'opération libyenne, craignant de ne pas l'obtenir (Clinton, face à un Congrès républicain en 1995, n'avait pas demandé d'autorisation pour l'intervention en Bosnie non plus). Or, c'est ce choix qui va réveiller le Congrès et provoquer l'opposition croissante des parlementaires. La chance d'Obama sera finalement la division des parlementaires sur la crise libyenne. La division extrême du Congrès est symbolisée par deux votes contradictoires du 24 juin : l'un *contre* une loi qui aurait *autorisé* les opérations en Libye, l'autre *contre* une mesure qui aurait *limité* le financement des opérations en Libye et donc *mis fin à brève échéance* à la participation américaine. Entre-temps, la Maison Blanche a tenté de manière maladroite de justifier sa position en expliquant que les modalités de participation américaine en Libye ne pouvaient être considérées comme une participation à des « *hostilités* », terme de la loi sur les pouvoirs de guerre²⁶. Cette argumentation déclencherà la fureur des parlementaires et des médias, calmée seulement par l'irruption au premier plan de la crise sur le relèvement du plafond de la dette et les négociations de juillet-août 2011. Surtout, cette guerre sans soldats va rester pour l'essentiel à l'abri du radar des médias et de l'opinion aux États-Unis, justifiant ainsi l'appellation de « *leadership en retrait* » expérimenté par Obama en Libye.

Le leadership en retrait, pas très « John Wayne »

L'expression « *leading from behind* » en est venue à symboliser l'intervention américaine en Libye pour les Européens. La formule est employée pour la première fois dans la revue *The New Yorker* datée du 2 mai 2011, par un conseiller (resté anonyme) du président cité par le journaliste Ryan Lizza²⁷. Cette formule inédite est utilisée pour décrire « *une définition différente du leadership* », qui exprime également deux principes nouveaux et non-dits : le déclin relatif de la puissance américaine, avec l'ascension de rivaux comme la Chine, et le fait que les États-Unis sont « *mal-aimés* » dans de nombreuses parties du monde. « *La défense de nos intérêts et la diffusion de nos idéaux requiert donc désormais discrétion et modestie en plus de notre puissance militaire* », ajoute encore le conseiller – ce qui est d'ailleurs une bonne description de la philosophie générale de Barack Obama en politique étrangère. L'expression est relevée dès le lendemain par l'éditorialiste du *New York Times* Maureen Dowd, qui la trouve « *assez pathétique* » - mais il faudra un peu de temps pour que la critique prenne de l'ampleur. En effet, le 1^{er} mai 2011, l'Amérique a éliminé son ennemi public numéro un depuis le 11 septembre 2001, Oussama Ben Laden, lors d'un raid

²⁵ Maya KANDEL, *Le Congrès, acteur essentiel de la politique étrangère et de défense des États-Unis*, Cahier de l'IRSEM, n° 15, Paris : IRSEM, 2012 : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/page-d-accueil/vient-de-paraitre/cahier-de-l-irsem-n-15-2012-le-congres-acteur-essentiel-de-la-politique-etrangere-et-de-defense-des-etats-unis>

²⁶ Annexe légale au rapport envoyé par Obama à Boehner, voir note ci-dessus.

²⁷ Ryan LIZZA, "The Consequentialist: How the Arab Spring remade Obama's foreign policy", *The New Yorker*, 2 mai 2011.

audacieux sur Abbottabad, en plein territoire pakistanais. De quoi faire taire quelques temps les critiques contre le président, en particulier de la part de ceux qui, côté républicain, dénonçaient en lui un nouveau Jimmy Carter, président qui reste le symbole de faiblesse supposée des Démocrates en matière de sécurité nationale (notamment depuis l'échec du raid ordonné pour libérer en 1980 les otages américains de l'ambassade de Téhéran).

Il reste que cette expression d'un leadership « *par l'arrière* » sonne mal aux oreilles d'un peuple qui fait de la capacité de commander et entraîner les autres à sa suite la qualité suprême dans tous les milieux professionnels, et avant tout en politique. « *Cela ne fait pas très John Wayne* », dira encore le conseiller cité par Ryan Lizza. Alors que quelques mois plus tard Tripoli tombe aux mains des rebelles, les sénateurs McCain et Graham publient un communiqué qui applaudit à la chute du régime tout en « *déplorant que ce succès ait mis si longtemps à arriver en raison du choix américain de ne pas employer toute sa puissance militaire à la tâche*²⁸ ». Pour les néoconservateurs comme Charles Krauthammer, « *ce n'est pas du leadership, c'est une abdication*²⁹ ». Cette dernière critique va bientôt rassembler tout le camp républicain, pour qui le leadership par l'arrière est une aubaine car il symbolise à leurs yeux tout ce qu'ils reprochent à Obama : le renoncement au leadership américain dans le monde, l'acceptation du déclin américain et par voie de conséquence une abdication face au reste du monde. Alors que la campagne présidentielle commence à l'automne 2011, les républicains vont sans cesse brandir l'expression pour critiquer le bilan de la politique étrangère du président démocrate. L'expression sera également employée à maintes reprises par le candidat républicain Mitt Romney qui croit avoir trouvé dans l'expression « *leading from behind* » son « *passerport pour la Maison Blanche* », pour reprendre les termes du journaliste Roger Cohen³⁰.

Mais en réalité, le choix et la promotion d'un leadership discret (et d'une intervention vite limitée à un rôle de soutien et non de combat) a été fait surtout pour rendre moins visible la participation américaine aux yeux d'une opinion américaine réticente à voir le pays s'engager dans une nouvelle aventure militaire dans un pays musulman, alors que le sentiment isolationniste n'a jamais été aussi élevé depuis un demi-siècle selon une étude du Pew Research Center³¹. À ce titre, le leadership par l'arrière a parfaitement rempli son rôle.

Bilan américain et conséquences pour la relation transatlantique

Une évolution validée par l'opinion

Le « leadership en retrait », s'il a été et demeure très critiqué par les élites politiques, les experts et les commentateurs de tous bords, a été en revanche largement validé par l'opinion américaine. C'est ce que montre le *Chicago Council on Global Affairs*, dont l'étude annuelle sur l'opinion publique américaine en politique extérieure fait référence³². Son édition 2012 confirme la lassitude de la population américaine dans son ensemble vis-à-vis de l'aventurisme extérieur de ses dirigeants : 38% des Américains disent même vouloir que « *les États-Unis restent à l'écart des affaires du monde* », le chiffre le plus élevé depuis la première étude en 1947. Ce sentiment est même majoritaire dans la jeune génération (les 18-29 ans ou

²⁸ “Statement by Senators McCain and Graham on End of the Qadaffi regime in Libya”, 21 août 2011 : http://www.mccain.senate.gov/public/index.cfm?FuseAction=PressOffice.PressReleases&ContentRecord_id=ef07da62-0100-107e-d7ac-08531bd793e5

²⁹ Charles KRAUTHAMMER, “The Obama Doctrine: Leading from Behind”, *Washington Post*, 28 avril 2011 (en réaction à l'article de Lizza dont l'édition du 2 mai est sortie dans la semaine qui précède).

³⁰ Roger COHEN, “Leading from behind”, *The New York Times*, 31 octobre 2011.

³¹ Pew Research Center : “Views of Middle East Unchanged by Recent Events”, 10 juin 2011 : <http://www.people-press.org/2011/06/10/views-of-middle-east-unchanged-by-recent-events/>.

³² Chicago Council on Global Affairs, *Foreign Policy in the New Millenium: Results of the 2012 Chicago Council Survey of American Public Opinion and US Foreign Policy*: http://www.thechicagocouncil.org/UserFiles/File/Task%20Force%20Reports/2012_CCS_Report.pdf

'Millenials'), qui sont 52% à vouloir que leur pays adopte un rôle plus en retrait vis-à-vis du reste du monde, comparé à 35% pour les autres classes d'âge (à l'inverse, les plus favorables à un rôle actif sont les plus de 60 ans). À l'image du président et de l'Amérique de demain ? C'est une question à suivre. Enfin, le *Chicago Council* accorde un chapitre entier à la Libye intitulé « un modèle pour de futures interventions ? » qui s'interroge sur la perception du fait que les États-Unis n'ont pas joué le rôle principal, laissant le leadership à la France et à la Grande-Bretagne. Cette évolution apparaît comme éminemment acceptable pour le public américain : seuls 7% considèrent que Washington aurait dû avoir le premier rôle, tandis que 72% estiment que les États-Unis ont fait le bon choix en ne s'impliquant pas en première ligne en Libye (19% pensent que les États-Unis n'auraient pas dû participer du tout).

Ces éléments semblent valider l'analyse d'Obama et son choix de laisser des alliés en première ligne. En ce sens, il y a un aspect de « *spin* », un choix de communication sur l'intervention libyenne vis-à-vis du public américain. Or, illustration et difficulté supplémentaires, on va assister à plusieurs « *spins* » successifs sur la Libye : tant que l'opération est en cours, c'est la version du « *leadership from behind* » qui domine et les critiques demeurent discrètes contre Obama, notamment grâce à « l'effet Ben Laden » et à la crise de la dette qui occupe le premier plan pendant tout l'été 2011. Tout change en octobre, alors que l'opération en Libye se termine mais que la campagne présidentielle commence aux États-Unis (pour des élections en novembre 2012). Dès lors, l'administration va se lancer dans une nouvelle offensive de communication pour contrer les critiques républicaines et mettre en avant, contrairement à tout ce qui avait été dit jusque-là, le rôle décisif des États-Unis dans la mise en œuvre et l'exécution de l'opération libyenne. « *Nous avons démontré ce que l'action collective peut réaliser au XXI^e siècle* », déclare Obama après l'annonce de la fin des opérations de l'OTAN³³. On soulignera surtout deux autres aspects déterminants : zéro mort américain, et un coût limité pour la contribution américaine (1,1 milliard de dollars, une goutte d'eau quand l'Irak a coûté plus de mille milliards de dollars).

Du côté des experts, les avis sont plus nuancés. Certes, la Libye a permis un partage du fardeau plus efficace, avec des Européens (et des partenaires arabes) plus impliqués et un président américain qui a su, mieux que d'habitude, laisser le leadership à d'autres. Mais pour la plupart des spécialistes américains, il ne peut y avoir de « modèle libyen » car les conditions de l'implication de Washington (ONU, Ligue arabe) en font un cas unique³⁴. Le cas syrien en est une illustration *a contrario* s'il en était besoin. Mais il est possible que la Maison Blanche ait un temps caressé l'espoir d'avoir là une nouvelle doctrine, puisque le 4 août 2011, Obama publiera une directive présidentielle faisant de la « *prévention des atrocités de masse un intérêt national et une responsabilité morale de l'Amérique* »³⁵.

Enfin, quelques mois plus tard, en pleine campagne présidentielle, l'ambassadeur américain auprès de l'OTAN, Ivo Daalder, et le SACEUR James Stavridis reformuleront l'opération libyenne en « *victoire pour l'OTAN rendue possible par les États-Unis* » ; l'article insiste en effet sur le rôle crucial des Américains, des alliés européens, en particulier France et Grande-Bretagne, et des partenaires arabes. Les auteurs insistent également sur les lacunes capacitaires mises en évidence par l'opération et le fait que les Alliés dépendent fortement des États-Unis pour toute une série de capacités-clés, « *illustrant le coût élevé d'une décennie de*

³³ "Remarks by the President on the Death of Muammar Qaddafi", The White House Office of the Press Secretary, 20 octobre 2011: <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/10/20/remarks-president-death-muammar-qaddafi>

³⁴ Michael O'HANLON, "Libya and the Obama Doctrine: How the US Won Ugly", *Foreign Affairs*, 31 août 2011.

³⁵ Presidential Study Directive n° 10, "Prevention of Mass Atrocities", 4 août 2011, disponible sur: <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/04/23/fact-sheet-comprehensive-strategy-and-new-tools-prevent-and-respond-atro>

désinvestissement européen en matière de défense³⁶ ». Ce dernier point demeure la leçon principale de l'opération pour l'OTAN.

Conséquences transatlantiques

Au-delà de l'expression du « leadership en retrait », que tous aux États-Unis veulent abandonner car trop contraire à l'exceptionnalisme américain, les leçons de la Libye sont mitigées. En positif, Washington relève que certains alliés de l'OTAN sont capables d'agir militairement sans leadership américain, en particulier Français et Britanniques ; mais ces alliés ont des manques criants qui rendent les États-Unis toujours indispensables³⁷. L'objectif suivant est donc de faire en sorte que les Européens comblient ces lacunes, et ce sera tout l'enjeu des initiatives lancées à la suite sous les termes de « *pooling and sharing* » à l'Union européenne et de « *smart defense* » à l'OTAN. C'est également le sens du discours et testament politique de Robert Gates à Bruxelles, le 10 juin 2011, discours qui fustige la baisse des dépenses militaires en Europe et appelle les Européens à y remédier sous peine de voir l'Amérique se désintéresser du Vieux continent. Pour l'Atlantic Council, la Libye est aussi la preuve que ce type d'interventions « humanitaires » pourront être déléguées à l'Europe³⁸, ce que précisera Brent Scowcroft en avril 2012, expliquant qu'il n'était « *pas un fan au début* » mais qu'il voit avec le recul un modèle libyen pour l'OTAN par opposition à l'expérience en Afghanistan.

L'opération *Harmattan*, menée par la France dans la première phase du 19 au 31 mars 2011, a ainsi permis aux Américains de constater que l'armée de l'Air française était « *une force moderne, au spectre complet et avec une capacité autonome d'entrée en premier sur un théâtre*³⁹ ». À l'heure où les États-Unis cherchent à se désengager des opérations militaires tout en réorganisant le Pentagone, et où ils privilégient donc les partenariats à l'action unilatérale, la France apparaît ainsi sous un nouveau jour, comme un excellent allié, en particulier dans l'optique d'une coopération trilatérale (États-Unis, Grande-Bretagne, France), une piste déjà explorée à la *National Defense University* (NDU) par le chercheur Leo Michel⁴⁰. C'est du moins le propos de l'étude détaillée du colonel James Drape de l'US Air Force, qui montre également les effets de l'opération en Libye sur les processus permettant de « *faciliter l'intégration des forces américaines, françaises et britanniques* », notamment par des entraînements conjoints et des rencontres. L'initiative de rapprochement entre les trois aviations avait commencé avant l'opération libyenne, mais celle-ci lui a donné un nouvel élan avec la volonté américaine affichée de capitaliser sur l'expérience libyenne (avant la Libye, deux éléments ont joué un rôle moteur : le retour de la France dans l'organisation militaire intégrée de l'OTAN et le traité de Lancaster House)⁴¹.

Concrètement, les premiers ateliers stratégiques conjoints commencent en juin 2011 et se poursuivent en décembre 2012 sur la base de Mont-Verdun à Lyon. Cette base jouera un rôle essentiel dans l'opération *Serval* lancée le mois suivant par Paris⁴². Or, la coopération entre Washington et Paris dans le domaine du renseignement va prendre une pertinence nouvelle, puisque le soutien américain en matière d'ISR sera

³⁶ Ivo DAALDER et James STAVRIDIS, « NATO's victory in Libya: the Right Way to Run an Intervention », *Foreign Affairs*, March/April 2012.

³⁷ Voir Philippe GROS, « De Odyssey Dawn à Unified Protector... », art. cit., pour une description précise de ces lacunes comblées par les Américains.

³⁸ Barry PAVEL, Jeff LIGHTFOOT, « The Transatlantic Bargain after the Pivot », *Atlantic Council Issue Brief*, March 2012.

³⁹ Col. James H. DRAPE, « Building Partnership Capacity: Operation Harmattan and Beyond », *Air & Space Power Journal*, September-October 2012.

⁴⁰ Leo MICHEL, *Cross-Currents in French Defense and US Interests*, Strategic Perspectives, n° 10, Washington DC: National Defense University Press, avril 2012.

⁴¹ Sur ce point, voir aussi l'article commis par les trois chefs d'état-major de l'armée de l'Air (États-Unis, France, Grande-Bretagne) : General Norton SCHWARTZ, Air Chief Marshal Sir Stephen DALTON, General Jean-Paul PALOMÉROS, « Libyan air ops showcase French, UK, US partnership », *Janes's Defense Weekly*, 21 mars 2012.

⁴² Nathalie GUIBERT, « La base de Mont-Verdun, tour de contrôle de Serval », *Le Monde*, 17-18 février 2013.

essentiel pour la France au Mali. Mais cette coopération se heurte à la limite rencontrée par tout pays non « *Five Eyes* », référence à l'accord de 1946 de collaboration dans le renseignement entre États-Unis, Grande-Bretagne, Canada, Australie et (depuis peu) Nouvelle-Zélande. Pour les États-Unis, en ces temps de restriction budgétaire au Pentagone et de relatif désengagement du monde, la capacité même à mettre en œuvre des partenariats efficaces nécessite en priorité la mise en place de nouvelles procédures pour l'échange d'informations non restreintes au seul groupe des *Five Eyes*.

Conclusion : une nouvelle forme de leadership américain ?

Pour les États-Unis, l'opération libyenne signale la première mise en œuvre d'une évolution souhaitée par Washington dans le sens d'un meilleur partage du fardeau entre l'Amérique et ses alliés en cas d'intervention n'impliquant pas les intérêts vitaux américains. En ce sens, les modalités de la participation américaine en Libye pourraient bien se retrouver dans des opérations futures, et on peut parler d'un modèle libyen que l'on pourrait retrouver dans des opérations plus « optionnelles », soit que les Américains ne souhaiteraient pas mener d'eux-mêmes, ou dans le cas d'opérations d'un pays allié, avec les États-Unis en soutien. Le modèle a en effet le mérite d'être en adéquation avec une Amérique en retrait, au budget militaire en baisse, à la population réticente aux aventures extérieures. Dans le cas particulier de la relation transatlantique, il a surtout le mérite de faire prendre conscience aux Européens de la nécessité pour eux de s'investir davantage dans la sécurité de l'environnement européen. Dans ce contexte, l'autre leçon de la Libye, pour les Américains, est précisément l'utilité de la structure de l'OTAN, qui leur permet de garder un œil – et un pouvoir décisionnel – alors même que leur participation pourrait être plus modeste. C'est donc l'intérêt des États-Unis que de reconnaître ce schéma comme l'un des scénarios possibles à l'avenir.

Au-delà, l'opération libyenne aura mis en évidence pour Washington à la fois les capacités militaires de ses alliés, notamment la France, et leurs insuffisances capacitaires, notamment en termes d'ISR, de ravitailleurs en vol et d'avions de transports. L'opération française au Mali en sera d'ailleurs une nouvelle illustration, comme en témoigne le soutien capacitaire apporté par Washington à Paris. À cet égard, les échos de la Libye joueront un rôle dans les débats à Washington sur le soutien à apporter à la France au Mali. Lors d'une audition au Congrès, le 14 février 2013, le représentant démocrate Brad Sherman a ainsi commencé par rejeter explicitement l'expression de « *leading from behind* » avant de déclarer : « *dans le cas du Mali, nous sommes derrière et nous devons être derrière la France et applaudir ses efforts au Mali... Non seulement nous devons coopérer avec nos alliés, mais il y aura des moments et des zones où ils prendront la direction des opérations (the lead) et où nous jouerons un rôle de soutien*⁴³ ». Avec le Mali, le schéma libyen ressurgit, et il est même poussé un cran plus loin.

Il y a donc indéniablement, dans l'administration Obama, une nouvelle manière d'envisager la participation américaine aux interventions militaires, dont l'opération en Libye a constitué un précédent. L'intérêt américain reste, bien au-delà de la polémique sur la formule sémantique, de mettre en place une formule qui convienne d'un point de vue capacitaire et juridique⁴⁴ pour apporter un soutien à une opération menée par un/des allié(s) sans pour autant adopter le statut de cobelligérant. S'il n'est plus question de « leadership par l'arrière », peut-être pourrait-on parler de « *leading with a light footprint* » (leadership américain à l'heure de l'empreinte légère).

⁴³ Hearing of the House Committee on Foreign Affairs, "The Crisis in Mali: US interests and the International Response", House of Representatives, 113th Congress, 14 février 2013.

⁴⁴ Voir les difficultés rencontrées pour apporter un soutien à l'opération *Serval* hors du cadre d'un engagement national américain et hors du cadre de l'OTAN.

■ L'IMPACT DE LA CRISE LIBYENNE SUR LES AUTRES PAYS DU MAGHREB

Flavien BOURRAT

Responsable du programme « Maghreb » à l'IRSEM

La crise libyenne, commencée avec l'insurrection contre le régime de Kadhafi - poursuivie au cours de ce qui a pris la forme d'une guerre civile, et se prolongeant actuellement dans le délitement et l'instabilité qui caractérisent le nouvel État - a eu un impact sur les autres pays du Maghreb, d'autant plus qu'elle se superpose aux tensions et ruptures qui caractérisent la région et son arrière plan sahélo-saharien. Il n'en est pas moins indéniable que cette crise, eu égard à la nature très spécifique du régime renversé, à la configuration du territoire et de sa population, et au fait qu'elle a pris davantage la forme d'une guerre civile que d'une insurrection unifiée, est celle qui a les plus importantes répercussions au plan des équilibres et de la stabilité stratégiques régionales. On se souvient que la guerre civile des années 90 en Algérie, en dépit de son extrême violence, n'avait pas débordé chez ses voisins. À un autre niveau, la Révolution tunisienne (et ses prolongements politico sécuritaires actuels), si elle a été le détonateur ouvrant la voie à des révoltes en chaîne dans le monde arabe, n'a pas modifié en soit le paysage stratégique régional. Il en va tout autrement concernant la crise libyenne, dont les répercussions se font en premier lieu sentir au plan sécuritaire. Plusieurs remarques s'imposent à ce sujet :

- Alors qu'au temps de Kadhafi, les voisins de la Libye craignaient le cas échéant l'activisme et les ingérences extérieures d'un régime musclé, doté de gros moyens financiers et incarné par un dirigeant fantasque et imprévisible, c'est désormais la faiblesse, voire la déliquescence d'un État libyen recentré sur ses difficultés intérieures, qui les préoccupent le plus.
- L'impact de cette crise non achevée est en fin de compte beaucoup plus concentré sur les pays de l'aire sahélo-saharienne, déjà marqués par la montée de l'insécurité, la porosité des frontières et le délitement du contrôle étatique, que chez ses voisins maghrébins. Sont directement concernés en premier lieu le Mali, mais aussi le Niger, qui possède une longue frontière commune avec la Libye.
- Si la crise libyenne a servi de détonateur et d'amplificateur aux événements qu'a connus le Mali depuis l'été 2012, elle n'en constitue pas pour autant la matrice de problèmes profonds et complexes qui lui sont antérieurs, qu'il s'agisse du terrorisme, des questions ethniques et identitaires, ou de la déliquescence de l'État malien.
- Ses répercussions au niveau sécuritaire sont d'autant plus préoccupantes qu'elles viennent s'agréger, souvent en les exacerbant, à des problèmes et des situations antérieures à la chute du régime Kadhafi, comme la présence et les actions de groupes jihadistes dans l'espace sahélo-saharien.
- Une des conséquences majeures de la révolution libyenne est le repositionnement en matière d'identité et d'allégeance des populations sahariennes, parmi lesquelles les Touaregs, dont profitent les organisations armées et/ou criminelles opérant déjà dans la zone, telles que Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique occidentale (MUJAO).
- Les répercussions des crises libyennes et maliennes ont conduit les trois pays du Maghreb central à renforcer, au moyen de forces militaires redéployées, le contrôle de leurs frontières sahariennes, qu'elles soient limitrophes ou non de la Libye, et ce afin de prévenir l'infiltration d'armes et de groupes terroristes.

Le Maroc à l'abri relatif des répercussions de la crise libyenne

Compte tenu notamment de sa situation géographique excentrée par rapport à la Libye, le Maroc est le pays de la région le moins directement touché par la crise libyenne. Cet éloignement, comme la faiblesse relative des relations bilatérales, a permis à Rabat de gérer ce dossier avec davantage de recul et de sérénité que Tunis et Alger. Pour autant, la chute du régime Kadhafi n'a pas été regrettée par un pouvoir marocain dont ont connu l'aversion vis-à-vis des changements politiques opérés dans la violence. Au contraire, le ministre des Affaires étrangères marocain a été le premier responsable arabe à se rendre à Benghazi après la prise de Tripoli par les insurgés, après que Rabat a reconnu le Conseil national de transition (CNT) comme représentant unique et légitime du peuple libyen.

Vu du Maroc actuel, les priorités en termes d'enjeux stratégiques qui orientent la politique régionale du royaume, reposent sur deux dossiers majeurs. Concernant le premier, qui est aussi le plus ancien, celui du Sahara occidental, la Libye de Kadhafi avait soufflé le chaud et le froid, soutenant au départ activement le Front Polisario, avant d'adopter une position beaucoup plus neutre à partir du rapprochement opéré en 1984 entre les deux pays. En dépit de quelques entorses à ce *modus vivendi*, des relations sans chaleur excessive mais sans tensions s'étaient poursuivies, l'objectif du Maroc étant d'utiliser l'influence de Kadhafi auprès des États d'Afrique subsaharienne afin de faire revenir ces derniers sur leur reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Ces paramètres sont désormais caducs, sachant que la grande « politique africaine » de la Libye n'a pas survécu à son fondateur, et que le nouveau pouvoir en place à Tripoli a d'autres préoccupations que de s'intéresser au dossier du Sahara occidental. Par contre, la dissémination d'armes à travers le Sahara et le renforcement des groupes se réclamant du jihadisme et/ou de la criminalité organisée résultant en partie de la dislocation de l'État libyen sont perçus comme des menaces sérieuses par les autorités marocaines, et ce en dépit de l'éloignement géographique des deux pays. La première conséquence a été un renforcement sensible du contrôle des frontières orientales du pays. Hors du « mur » de défense déployé au Sahara occidental, c'est près de 100 000 hommes des Forces armées royales qui sont désormais déployés à cette fin le long de la frontière algérienne.

Enfin, sur le plan politico-diplomatique, la disparition du régime de Kadhafi constitue une opportunité pour le Maroc d'accroître sa présence et le cas échéant son influence dans une aire sahélo-saharienne qui apparaissait auparavant - hormis la Mauritanie - comme une chasse gardée et concurrentielle de l'Algérie et de la Libye.

L'Algérie, la plus exposée aux conséquences sécuritaires

Contrairement à son voisin et éternel rival marocain, l'Algérie s'est résignée avec d'autant plus de mauvaise grâce à la disparition du régime de Kadhafi que celle-ci résultait d'une intervention militaire occidentale à ses portes. Non pas qu'Alger ait entretenu des relations sereines avec ce dernier, qui constituait à ses yeux non seulement un élément potentiellement perturbateur, mais plus encore un rival doté de moyens conséquents d'influence en Afrique subsaharienne. Le fait est que la défunte Jamahiriya relevait, à de grosses nuances près, de la même parenté historique et idéologique (socialisme, anti-impérialisme, tiers-mondisme, nationalisme arabe) que le pouvoir en place à Alger depuis l'indépendance, et ce dernier a pu en quelque sorte se sentir indirectement visé par la fin peu glorieuse d'un régime qui avait eu comme lui vocation à s'imposer sur la scène régionale. Enfin, les autorités algériennes considéraient, non sans raison, que leur territoire risquait d'être particulièrement exposé aux retombées sécuritaires de la guerre civile libyenne et de ses prolongements.

N'ayant plus d'autre choix et voyant le risque qu'il avait de se trouver isolé dans l'arène régionale, le cas échéant au profit d'autres acteurs comme le Maroc, le pouvoir algérien a en fin de compte reconnu le CNT, non sans que les réserves et la méfiance exprimées de chaque côté ne se soient réellement dissipées. Si, depuis, les points de contentieux les plus saillants se sont résorbés (avec notamment le départ annoncé de la famille Kadhafi d'Algérie où elle s'était réfugiée) et si la relation bilatérale a repris un niveau à minima, sinon normal, cette dernière apparaît toujours exempte de confiance. Ceci est d'autant plus vrai que l'état de la situation politique en Libye, et plus encore la forte dégradation de la situation sécuritaire le long de la frontière entre les deux États, illustrée par l'attaque du site gazier de Tiguentourine près d'In Amenas en janvier dernier, ont confirmé les appréhensions d'Alger quant aux conséquences de la dislocation du pouvoir central libyen.

L'impact premier de la crise libyenne sur l'Algérie a donc été de fragiliser sa frontière commune avec la Libye. Celle-ci, longue de près de 1000 km, ne fait plus l'objet de contentieux, depuis que l'Algérie et la Libye ont entrepris, en commençant par la partie la plus méridionale, de conclure leur démarcation bornée depuis l'époque coloniale. Cette dernière a, depuis sa création, toujours été caractérisée par une très grande porosité et comme étant le lieu d'intenses activités de contrebande. Abou Zeid, avant de devenir responsable d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), s'était ainsi spécialisé dans le trafic d'automobiles à travers la frontière algéro-libyenne, puis d'armes après le déclenchement de la guerre civile en Algérie⁴⁵. Avant le déclenchement de la révolte libyenne en février 2011, cette frontière, entièrement située en zone désertique, faisait l'objet de la part des deux pays d'une surveillance assez lâche, bien que la zone attenante, côté algérien, abrite les implantations gazières d'In Amenas et Edjeleh. Côté Libyen, le contrôle frontalier était en partie confié aux populations touarègues sédentarisées des régions de Ghadamès, Ubari et de Ghat, que Kadhafi s'était employé à ménager et à financer.

La disparition du régime précédent a provoqué le départ des Touaregs vers l'Algérie et le Mali, sans que le nouveau pouvoir à Tripoli puisse assurer le contrôle de ces zones frontalières où existent des enjeux économiques - à travers des flux réguliers et surtout des trafics de marchandises - et de pouvoir local importants⁴⁶. La frontière avec l'Algérie tend désormais pour cette raison à ressembler à un *no man's land* qui échappe au pouvoir central. Elle a d'ailleurs été officiellement fermée par les autorités de Tripoli en décembre 2012. Les milices issues de la puissante tribu des Zintan, dont la zone d'implantation est pourtant située plus au nord, dans le jebel Nefoussa, sont néanmoins présentes dans la partie la plus septentrionale de la frontière. Par contre, la région de Ghat semble échapper à la surveillance des milices gouvernementales, comme du reste l'ensemble du sud de la Libye qui a été déclaré zone militaire interdite par les autorités de Tripoli lesquelles en ont perdu le contrôle. L'absence de dispositif sécuritaire côté libyen comme le manque de vigilance observé côté algérien dans une zone qui n'avait jusque là, y compris durant la guerre civile des années 90, pas posé de problèmes de sécurité, a facilité le raid mené en janvier dernier par des éléments jihadistes se réclamant d'AQMI. Ces derniers avaient de toute évidence été équipés et armés en territoire libyen, qui a servi de base de lancement de l'attaque. Les différentes factions et milices présentes le long de la frontière se sont ensuite accusées mutuellement d'avoir agi de la sorte en faveur des terroristes.

Ces développements, qui mettent en évidence le délitement du pouvoir politico-sécuritaire en Libye, ne sont pas pour améliorer l'image, déjà fort négative, de ce dernier auprès des autorités algériennes. En dépit de déclarations officielles et des volontés exprimées de part et d'autres de coopérer pour une meilleure

⁴⁵ Sur cette question, voir en particulier Mohamed MOKADEM, « *Al-Qaïda au Maghreb Islamique ; contrebande au nom de l'Islam* », Paris, l'Harmattan, 2010.

⁴⁶ Entretien avec Patrick HAIMZADEH, « *Enjeux : les révoltes arabes et leur prolongement : bilan et perspectives* », la Lettre de l'IRSEM, novembre 2012.

sécurisation des zones frontalières, la confiance réciproque semble être absente, d'autant que la présence d'anciens jihadistes du Groupe islamique combattant libyen (GICL), ou de proches de cette mouvance à la tête d'organismes régaliens sécuritaires ou des milices qui y sont souvent affiliées, ne peut qu'attiser la méfiance d'Alger. On se souvient en effet que nombre d'éléments du GICL avaient combattu durant la guerre civile en Algérie au côté du Groupe islamique armé (GIA), avant de se dissocier de ce dernier. Alger a ainsi déclaré indésirable sur son territoire Abdelhakim Belhadj, ancien chef du GICL, et l'un des ex responsables sécuritaires de Tripoli après la chute du précédent régime.

Outre l'infiltration d'éléments jihadistes, le trafic d'armes en provenance de Libye constitue une préoccupation majeure pour les autorités algériennes, qui ont intercepté de nombreux convois depuis l'automne 2011, en particulier dans la région d'Illizi, dans le Tassili n'Ajjer. C'est d'ailleurs à partir de cette région sensible qu'ont été déployés plusieurs dizaines de milliers d'hommes chargés de sécuriser la frontière, en plus des cinq mille gardes-frontières dépendant de la gendarmerie nationale.

La Tunisie face à un voisin difficilement contournable mais toujours facteur de problèmes

La Tunisie est le pays de la région qui a accueilli avec le plus de satisfaction la chute du régime Kadhafi, en dépit des répercussions sensibles que cela a généré sur son propre territoire et alors qu'elle était elle-même confrontée aux aléas d'une transition post-révolutionnaire. Pourtant, les gouvernements tunisiens successifs s'étaient dans le passé résignés à composer avec ce voisin singulier, incommode et parfois inquiétant mais néanmoins incontournable, notamment sur le plan économique et commercial. La relation bilatérale s'est toutefois fortement dégradée lors de la Révolution du 14 janvier 2011, lorsque le chef d'État libyen a pris fait et cause pour le président déchu Ben Ali et accueilli des membres de l'entourage de ce dernier.

Pour autant, le gouvernement de transition tunisien, face à la révolte déclenchée contre le régime libyen et en dépit de l'antipathie qu'il éprouvait pour ce dernier, s'en est tenu à une neutralité prudente vis-à-vis des deux camps se faisant face durant la guerre civile. Ce n'est qu'au bout de six mois, alors que la victoire des insurgés paraissait inévitable, que Tunis s'est résolu à reconnaître le CNT comme représentant légitime du peuple libyen. Cette prudence affichée, qui est une constante dans la relation bilatérale à l'époque contemporaine, repose sur le constat que la Libye, quelle que soit la nature du régime en place, représente, au côté de l'espace maritime méditerranéen, le seul arrière plan stratégique d'importance pour la Tunisie.

Effectivement, la première conséquence de la crise libyenne a été l'afflux dans les semaines qui ont suivi le déclenchement de l'insurrection et au fur et à mesure de l'intensification des combats, de centaines de milliers de réfugiés libyens sur le territoire tunisien, notamment à Jerba, dont parmi eux des personnes fuyant les affrontements armés, des membres de la nomenklatura, mais aussi des responsables du régime Kadhafi. Le gouvernement transitoire tunisien n'a pas manqué de valoriser auprès de la communauté internationale ce qu'elle a présenté comme un témoignage d'ouverture et de compassion envers la population libyenne, alors que son pays était lui-même confronté à une situation tendue et précaire. Plus prosaïquement, son objectif était également de préserver les relations futures avec un nouveau pouvoir à Tripoli et de compenser la défection des touristes étrangers dans une région particulièrement concernée par les difficultés socio-économiques.

Néanmoins, les bonnes dispositions exprimées initialement par les Tunisiens vis-à-vis de la Libye post-Kadhafi, ont assez vite cédé la place à des sentiments moins favorables, au fur et à mesure que la transition en cours en Tunisie s'avérait plus difficile et incertaine qu'initialement prévue.

La première source d'interrogation est venue de l'évolution de la relation économique bilatérale. Celle-ci était profitable à la Tunisie sous l'ère Kadhafi, car constituant un marché de première importance pour les produits tunisiens et une source d'emploi non négligeable (la Libye est le deuxième partenaire économique de la Tunisie après l'Union européenne et les échanges avec elle font vivre près de 10% de la population tunisienne habitant dans les gouvernorats du sud). Or, la fermeture répétée, pour des raisons de sécurité, du poste-frontière de Ras Ajdir, véritable sas de communication entre les deux pays, accompagnée d'une recrudescence de la contrebande et de l'économie parallèle traditionnellement implantée dans la région, a fait chuté les exportations de produits tunisiens vers le marché libyen. Cette perte n'est pas compensée par la reprise de livraisons de pétrole, que la Libye, depuis l'époque de Kadhafi, considère comme un soutien apporté à son voisin de l'ouest.

Le second motif de préoccupation concerne les répercussions au niveau sécuritaire du délitement de l'appareil d'État libyen qui facilite le transit d'éléments jihadistes accompagné d'une circulation et d'échanges massifs d'armes issues des arsenaux de l'ancien régime. Très vite, les forces armées tunisiennes, confrontées à des infiltrations d'éléments armés et d'équipements militaires à travers la frontière commune avec la Libye, ont donné la priorité à la sécurisation des régions situées le plus au sud. Le tracé frontalier commun est toutefois plus facilement contrôlable que la frontière algéro-libyenne située plus au sud. Côté libyen, la zone concernée est le fief de la tribu des Zintan, et la surveillance est, entre autre, effectuée par les milices qui en dépendent. Côté tunisien, le cône sud (correspondant à la région d'El Borma) est depuis longtemps zone militaire et donc interdite, ce qui peut en faciliter le contrôle, comme en témoigne l'arrestation de convois acheminant des armes et la neutralisation d'éléments armés, et ce en dépit du fait que l'armée tunisienne, avec ses moyens réduits, doit également se déployer tout le long de la frontière avec l'Algérie. D'une manière générale, les militaires tunisiens témoignent d'une grande vigilance quant aux évolutions de la situation en Libye, pays qui faisait déjà objet de leur part d'un suivi et d'une surveillance méticuleuses à l'époque de Kadhafi.

La sensibilité de ces problématiques sécuritaires et le maintien de relations à un certain niveau entre les deux pays viennent de conduire leurs ministres de l'intérieur respectifs à constituer une commission de coordination sécuritaire visant à renforcer les moyens et les personnels sécuritaires libyens, notamment par le biais de formations en Tunisie. Ce type d'initiative existe également depuis peu entre la Libye et l'Algérie.

Conclusion

L'impact de la crise libyenne sur les autres pays du Maghreb est loin d'être terminé. La non stabilisation intérieure du pays, avec en particulier la perte de contrôle du sud du pays, reste un motif majeur de préoccupation pour des voisins comme l'Algérie et la Tunisie qui font face eux-mêmes au double défi d'une transition politique intérieure incertaine et de la déstabilisation d'un ensemble géopolitique plus vaste qui s'étend jusqu'à l'Afrique subsaharienne. Si chacun des États est conscient des risques qu'il y aurait à laisser la Libye seule aux prises avec ses problèmes intérieurs, ou pire, à chercher à la déstabiliser davantage, il leur faudrait mettre en commun leurs efforts et leurs visions respectives afin de réduire l'impact régional d'une crise en passe de devenir structurelle. Or, l'absence d'une véritable confiance entre les différents États maghrébins mais aussi d'amorce d'une coopération – à défaut d'une intégration – régionale qui en découle, rend pour le moment aléatoire toute dynamique allant dans ce sens.

■ LES ENSEIGNEMENTS MILITAIRES DE LA GUERRE EN LIBYE (MARS-OCTOBRE 2011)

Colonel Michel GOYA

Ancien Directeur du domaine « Nouveaux conflits » à l'IRSEM, chef du bureau « recherche » à la division « recherche et retour d'expérience » du CDEF

Les armées sont fondamentalement conçues pour les affrontements interétatiques et lorsque ceux-ci surviennent ils agissent comme les révélateurs soudains des forces et faiblesses des systèmes de forces. Ce fut le cas lors du conflit contre l'Irak en 1991, révélateur de la puissance américaine, mélange de volonté politique, de liberté d'action diplomatique et de moyens écrasants. Ce fut encore le cas vingt ans plus tard, mais dans un sens inverse, lorsqu'il s'est agi d'intervenir en Libye en mars 2011.

Le modelage politique de l'engagement de la force

Le premier enseignement de ce conflit est, avec le retour des politiques de puissance de la Chine et de la Russie, la difficulté croissante à engager la force armée dès lors que l'on s'oblige à passer par un mandat du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU). Ce processus est encore compliqué par le rôle nouveau des organisations régionales, telle que la Ligue arabe, sans parler de la nécessité de l'accord d'au moins un des acteurs locaux auprès duquel on souhaite intervenir.

Réaliser une telle « conjonction de planètes diplomatiques » exige pratiquement la réunion d'intérêts particuliers et non contradictoires des membres permanents du CSNU, d'une forte émotion internationale et de l'estimation raisonnable des capacités de réussite à faible coût. Les conséquences militaires de ce filtrage sont importantes.

La première est l'accroissement des délais d'intervention. Les premiers mouvements de contestation ont commencé le 15 février 2011. Ils ont été réprimés d'emblée avec une grande violence. Le 22 février, la grande majorité des ressortissants étrangers, notamment français, a été évacuée, éliminant ainsi une des limitations possibles à l'emploi de la force. Une intervention militaire à ce moment-là aurait eu beaucoup plus de succès que quelques semaines plus tard, après que le colonel Kadhafi se soit renforcé et ait repris l'avantage. Il aurait fallu cependant prendre le risque d'agir sans une connaissance profonde du territoire et du dispositif ennemi et cela aurait surtout nécessité l'expression d'une forte demande locale, ce qui n'était pas le cas à ce moment là.

La deuxième conséquence est le rétrécissement de la mission militaire au plus petit dénominateur commun politiquement acceptable. L'article 4 de la résolution 1973 décrit ainsi la mission :

« Protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya arabe libyenne, y compris Benghazi [...] tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit et sur n'importe quelle partie du territoire libyen » mais aussi son mode d'action avec l'article 6 qui *« décide d'interdire tous vols dans l'espace de la Jamahiriya arabe libyenne afin d'aider à protéger les civils »*.

Autrement dit, il s'agit de parer à la menace la plus visible et spectaculaire (origine de la décision politique) par le moyen jugé le moins « intrusif ». On se retrouve ainsi dans un cadre non-stratégique, puisqu'aucun ennemi à qui imposer sa volonté n'est désigné. Chacun espère un cessez-le-feu comme « État final recherché », cessez-le-feu par ailleurs peu crédible étant donné le caractère absolu donné d'emblée aux combats de part et d'autre.

Troisième conséquence : l'échelon politique international s'immisce dans des considérations tactiques qui, de ce fait, sont peu cohérentes. On ne voit pas, par exemple, comment un dispositif aérien pourra protéger les populations civiles d'agressions au sol très furtives et très imbriquées comme le harcèlement par tireurs d'élite ou par mortiers.

Les conditions psychologiques de l'emploi de la force

Ce cadre d'engagement étroit offre des facilités d'adaptation aux forces loyales à Kadhafi, qui pourront en exploiter toutes les failles, mais aussi justifier l'emploi très restrictif que certains alliés feront de leurs forces. La nécessité de mise en place d'un dispositif aéronaval de grande ampleur implique également la participation des forces américaines, les seules à disposer d'un volume suffisant de capacités critiques de neutralisation des défenses aériennes ou de ravitaillement en vol. Or, les États-Unis, pour la première dans un conflit interétatique conduit par l'Occident depuis la fin de la guerre froide, n'en sont pas les initiateurs et ne sont même pas non plus très désireux de s'y engager pleinement.

Les interventions militaires s'inscrivent souvent dans une trajectoire orientée par l'impression résiduelle de la précédente. Après dix ans de guerre en Afghanistan et en Irak, l'exécutif américain est beaucoup moins enclin à accepter un engagement massif et direct de ses forces terrestres qu'auparavant. Comme après la Seconde Guerre mondiale, les guerres de Corée et celle du Vietnam, la tendance est à l'approche indirecte, à l'engagement à distance et au soutien aux alliés occidentaux et locaux⁴⁷. Leur puissance relative et leur contrôle des normes opérationnelles occidentales sont alors telles qu'il est difficile pour les alliés des États-Unis de ne pas suivre non plus cette tendance, qui par ailleurs concorde souvent avec leur propre perception. Il y a donc un consensus général pour ne pas engager de forces au sol, que ce soit dans la phase de coercition ou celle de stabilisation, une fois la paix obtenue. On rompt ainsi, pour des raisons plus psychologiques qu'opérationnelles, avec une pratique en cours depuis le milieu des années 1990.

Ce choix américain aboutit à un design opérationnel qui suivra sensiblement les canons classiques américains, alors que les États-Unis ont annoncé qu'ils se retireront rapidement de l'engagement en première ligne. Après l'annonce préalable de la fin du renforcement (*surge*) alors en cours en Afghanistan, l'exécutif américain renoue avec le concept inédit de date-butoir quel que soit le résultat obtenu. Outre que cela donne espoir à l'ennemi, cela place les Alliés dans l'obligation de se réadapter et, pour une fois, de se passer d'une partie des moyens américains, alors que ceux-ci sont indispensables pour faire la guerre « à l'américaine ».

Le seul espoir face à cette contrainte réside dans les ambiguïtés de l'article 4 de la résolution 1973 qui engage les États membres à « *prendre toutes les mesures* » nécessaires pour l'appliquer. Très clairement, la communauté internationale espère que cet engagement provoquera des défections multiples dans le camp kadhafiste et son effondrement. Si celui-ci ne survient pas, il faudra alors concevoir l'élargissement du champ d'application de la force. Celui-ci se fera en fonction des événements saillants comme les massacres ou les bavures aériennes avec, il est vrai, un regard des médias très défavorable au régime de Kadhafi. Sauf

⁴⁷ Sur ces balanciers opérationnels voir David H. UCKO, *The New Counterinsurgency Era: Transforming the U.S. Military for Modern Wars*, Washington, D.C., Georgetown University Press, 2009.

bavure aérienne évidente (comme celle du bombardement de Cana par l'aviation israélienne au Liban en juillet 2006), il est donc probable que l'exploitation des événements servira plutôt la coalition que le camp Kadhafi.

L'armée Potemkine

Les forces aériennes kadhafistes se résument à environ quatre-vingt avions de combat opérationnels avec un nombre indéterminé de pilotes suffisamment loyaux pour accepter de tirer sur des populations civiles et ne pas profiter du vol pour s'enfuir vers Malte. Il n'y a rien dans cette flotte qui puisse poser problème à une coalition occidentale. Les forces aériennes irakiennes en 1990, et serbes en 1999, étaient autrement plus puissantes et elles n'ont pas pu opérer. Plus problématique est le système de défense anti-aérien estimé à six-cent sites, pour la très grande majorité inopérants (SA-2, SA-3, SA-5a, SA-6). Avec peut-être sept ou huit patrouilleurs de type Combattante et une frégate de classe Koni en état de fonctionner, la marine n'est guère en mesure de s'opposer sérieusement à quoi que ce soit sur mer. Tout au plus peut-elle gêner l'approche des côtes, en conjonction avec l'emploi de navires civils⁴⁸.

Le vrai problème vient des forces terrestres. L'ensemble est relativement modeste par rapport aux capacités de l'ordre de bataille théorique, mais on peut estimer que Kadhafi peut s'appuyer sur trois ou quatre brigades blindées, dont la 32^e commandée par Khamis Kadhafi et forte d'au moins 4 000 hommes souvent recrutés dans la tribu des Kadhafas, ainsi que d'une douzaine de bataillons plus ou moins autonomes dont certains sont formés de mercenaires sahéliens ou issus des peuples touaregs implantés en Libye. L'ensemble représente peut-être 20 000 hommes, pouvant puiser dans un équipement pléthorique de 650 chars de batailles, 2 000 blindées à roues ou chenillés et environ 2 000 pièces d'artillerie, sans parler de centaines de véhicules légers de type pick-up. L'ordre de bataille comprend aussi une trentaine d'hélicoptères d'attaque Mi-24 qui peuvent jouer un rôle significatif mais dont on ignore le degré de disponibilité, sans doute faible.

Si l'espace de bataille est large avec au moins 1 000 km de côtes tenues par les loyalistes, il est en revanche profond de quelques dizaines de kilomètres seulement, à l'exception de l'axe de Syrte jusqu'au cœur du Fezzan et la base de Sabha. Cette faible profondeur facilite grandement la campagne de renseignement de qualité menée depuis le début du mois de mars par les systèmes ISR (*intelligence, surveillance, reconnaissance*) nationaux.

L'opération *Odyssey Dawn*

La structure de la force loyaliste pose d'emblée un problème opératif. Si les débats et la résolution du Conseil de sécurité se sont concentrés sur une des composantes des forces, la force aérienne, le problème majeur qui se pose le 19 mars est, d'une part, le siège de Misrata par des forces terrestres imbriquées et, d'autre part, l'offensive menée depuis le verrou de Bréga vers Ajdabiya, point clef permettant soit de poursuivre vers Benghazi, soit de traverser la Cyrénaïque en direction de Tobrouk. Dépourvue de tout relief, la ville de Benghazi est difficile à défendre. Or, Benghazi est le siège du Conseil national de transition (CNT) que la France a choisi comme interlocuteur.

Secourir Benghazi et frapper les forces loyalistes d'Ajdabiya pose cependant deux problèmes, politique d'abord car cela peut être considéré comme un dépassement d'emblée du mandat et susciter des réactions de la Ligue arabe, tactique ensuite, car cela suppose de ne pas suivre la procédure américaine consistant à

⁴⁸ Philippe GROS, *De « Odyssey Dawn » à « Unified Protector » : bilan transitoire, perspectives et premiers enseignements de l'engagement en Libye*, note n°04/11 de la Fondation pour la recherche stratégique.

n'engager des forces aériennes qu'après avoir neutralisé toutes les défenses anti-aériennes. Ces problèmes sont résolus par la décision de mener un raid le 19 mars, quelques heures avant le début des frappes SEAD/DEAD (*Suppression/destruction of enemy air defenses*) américaines. La France, qui ne dispose plus de missiles anti-radar, mise sur les capacités d'autoprotection de ses appareils (système SPECTRA) et sa capacité de tir à distance avec notamment les bombes A2SM (armement air-sol modulaire) de 45 km de portée. Ce raid de 3 000 km, le premier depuis le sol métropolitain depuis la Seconde Guerre mondiale, voit l'engagement d'environ vingt appareils de combat, de contrôle et de ravitaillement français pour détruire, sans guidage au sol, une colonne blindée d'une douzaine de véhicules (dont apparemment plusieurs obusiers de 155 mm), provoquant un coup d'arrêt à l'offensive loyaliste.

La bataille qui suit pour la neutralisation de l'aviation et des défenses aériennes loyalistes est une démonstration du fossé capacitaire entre les États-Unis et leurs alliés. La neutralisation de l'essentiel du dispositif hostile est le fait de la « capacité d'entrée » américaine à base de moyens d'électronique offensive, de feux de précision à distance de sécurité (110 missiles de croisière américains tirés en une salve, plus 7 britanniques) et de bombardiers furtifs. Dès le 20 mars, la zone d'interdiction de survol est établie avec les premières patrouilles de supériorité aérienne. De fait, après l'embargo naval déjà mis en place avec la résolution 1970, la deuxième mission donnée aux forces est remplie puisqu'il n'y a plus et ne peut plus y avoir de frappes aériennes loyalistes contre la population.

La recherche et la destruction des moyens résiduels se poursuivent néanmoins. C'est une poursuite vers l'infiniment petit et les rendements décroissants, ne serait-ce que par le différentiel de coût entre les moyens détruits et la mise en œuvre de ceux qui les détruisent. La recherche du risque zéro (pour les militaires) implique un coût financier. Les opérations débordent par ailleurs de la stricte interdiction aérienne et maritime pour frapper des objectifs comme les centres de commandement ou les pièces d'artillerie et les chars en position de tir (en dehors des casernes). De fait, ces missions constituent déjà un appui indirect aux opérations des forces rebelles.

La prise en compte à 90 % de la bataille d'entrée par les Américains a laissé le temps de réorganiser le dispositif en fusionnant les opérations nationales sous le commandement américain d'AFRICOM, d'accueillir de nouveaux participants européens et canadiens et de se rapprocher du théâtre d'opérations (arrivée du porte-avions *Charles de Gaulle* et utilisation des bases de Solenzara et Sude, puis de Sigonella pour les Français ; base de Gioia del Colle pour les Britanniques). Tout cela permet une montée en puissance jusqu'à environ 180 sorties par jour (dont la moitié offensives). L'ensemble du dispositif allié représente environ 350 appareils et 25 navires de combat, dont deux porte-aéronefs.

Britanniques et Français (avec environ 40 avions de combat) participent pleinement à la poursuite de l'opération, comme par exemple le 23 mars avec les frappes de missiles de croisière aériens SCALP (Système de croisière autonome à longue portée) sur la base d'Al Juffa ou le lendemain, sur la base aérienne de Misrata où sont détruits plusieurs aéronefs. Le 21 mars survient la seule perte aérienne de la campagne : un chasseur bombardier F-15E américain dont l'équipage doit s'éjecter à la suite d'une panne de réacteurs. L'opération de secours menée par les Marines est aussi la seule opération de combat menée au sol par des Occidentaux durant le conflit. Par une méprise, elle occasionne plusieurs blessés parmi les rebelles.

Au bilan, l'opération *Odyssey Dawn*, américaine à 75 %, aura permis de remplir la mission d'interdiction du ciel et d'aider les rebelles à reprendre l'initiative en Cyrénaïque puisqu'après une semaine de frappes, ils ont pu reprendre Ajdabiya et s'installer devant le verrou de Bréga. En revanche, malgré la revendication de la destruction d'un tiers de son potentiel, l'effondrement recherché de l'armée de Kadhafi n'est pas survenu. Kadhafi lui-même n'a visiblement pas l'intention d'accepter un cessez-le-feu. Malgré le

déploiement de moyens, la population civile est finalement à peine plus protégée qu'avant. Le décalage entre les moyens militaires engagés et les objectifs politiques décrits ou implicites devient alors évident.

Crise opérationnelle

Non seulement l'armée loyaliste ne s'effondre pas, mais elle s'adapte aussi à la menace aérienne, selon des procédés bien connus de furtivité terrestre : « civilianisation » des tenues et des véhicules (jusqu'à l'emploi d'ânes et de tracteurs pour se faire passer pour des paysans), dissimulation dans des bâtiments civils, imbrication avec la population, préférence pour des modes d'action rapides et discrets avec pick-up plutôt qu'avec des blindés, mise en place d'un réseau d'alerte au sein de la population fidèle au régime, etc.

Ces procédés d'adaptation aux menaces venues du ciel présentent néanmoins l'avantage de rendre l'ennemi plus vulnérable à une puissante offensive terrestre. Mais dans le cas libyen, personne n'est alors capable de mener cette offensive décisive, ni les coalisés par inhibition (la résolution 1973 ne prévoit pas d'action terrestre), ni les rebelles par une incompétence tactique de plus en plus manifeste. Si la suprématie aérienne est établie, au sol, le différentiel entre les belligérants reste encore largement en faveur des loyalistes.

C'est à ce moment délicat que les États-Unis décident de se retirer des combats de première ligne. S'ils acceptent d'appuyer les Alliés dans des domaines clés comme le contrôle aérien, l'ISR et le ravitaillement en vol, ils retirent leur « force de frappe » d'une quarantaine d'appareils dont leur redoutable composante d'appui-feu rapproché (avions A-10 et AC-130).

Le retrait américain laisse les Européens face à leurs responsabilités et leurs capacités. Sur les vingt-huit membres de l'OTAN ou les vingt-sept membres de l'Union européenne, il n'en reste que six qui ont encore la volonté et les moyens de réaliser des frappes aériennes en Libye, bientôt rejoints par l'Italie. Le nombre quotidien de sorties offensives tombe de 100 à 60 (par comparaison il y en avait plus de 400 en 1999 contre la Serbie) dont toutes ne se concrétisent pas par des frappes.

Qui plus est, les Alliés préfèrent passer sous le commandement de l'OTAN plutôt que celui de la France qui dispose pourtant à Lyon-Mont Verdun d'un centre opérationnel apte à gérer les missions aériennes de la coalition. L'OTAN prend donc le commandement le 31 mars, alors que son centre opérationnel de Poggio Renatino n'est pas complètement prêt. S'il n'y a pas de journée sans vol, la campagne aérienne connaît incontestablement un ralentissement pendant quelques semaines. Qui plus est, les procédures d'approbation des tirs deviennent extrêmement rigides et longues, alors que les avions ont toujours l'obligation de voler au-dessus de 20 000 pieds (6 000 mètres).

Sur mer, les dispositifs se structurent en fonction de ces approches mais aussi des résolutions du Conseil de sécurité. Les moyens navals, réduits à 21 bâtiments à partir d'avril, ont d'abord été mis en place pour faire appliquer l'embargo imposé par la résolution 1970 du 25 février 2011. Certaines nations en profitent pour être très présentes, mais sans sortir de cette mission peu productive quand on regarde l'énormité des moyens engagés et des résultats obtenus (il n'y aura au total que onze refus d'arraisonnement sur plus de 3 000 contrôles). Pire, la résolution 1970 ne définissant pas clairement qui doit faire l'objet de l'embargo, certains imaginent de l'appliquer à tous les acteurs libyens et pas seulement au camp kadhafiste. On envisage donc sérieusement, pendant quelques jours, d'interdire le ravitaillement de Misrata par les forces rebelles de Benghazi jusqu'à ce que l'absurdité d'une telle situation paraisse évidente.

Trop de protection des soldats tue des civils

Les souffrances de la population de Misrata assiégée, qui rappellent immanquablement celles de Sarajevo quelques années plus tôt, sont là pour témoigner des limites de la mission. Elles témoignent par ailleurs de ce phénomène récent qui veut que les soldats occidentaux courent finalement moins de risques que les civils qu'ils sont censés protéger. On se félicitera, à juste titre, qu'aucun soldat de la coalition n'a été tué dans l'opération mais on oublie que c'est au prix de mesures de protection et d'une moindre prise de risques qui rendent les opérations moins efficaces, plus longues et donc plus coûteuses pour les civils qu'elles sont censées protéger.

Cette guerre sans pertes, ce qui ne signifie pas sans efforts ni difficultés, est aussi une guerre sans héros que l'on se refuse à médiatiser. Les comptes rendus de progrès vers la victoire sont remplacés par des listes de chiffres de sorties et de munitions tirées, comme si cela était la fin et non le moyen. On ne comptabilise par ailleurs que les matériels détruits comme si les hommes n'existaient pas. Le seul nom propre dont les Français se souviendront est celui du Rafale, dont tous les retours d'expérience vantent à juste titre les qualités, ou celui du porte-avions *Charles de Gaulle*. En revanche, on ignore quel est le pilote qui a effectué le plus de missions ou les plus dangereuses. Le raid stratégique du 19 mars n'a même pas été filmé.

Dans ces conditions et alors que la situation est bloquée, il n'est pas étonnant que le soutien de l'opinion publique, très élevé au début de la campagne, décline régulièrement. À la fin du mois de juin, les opposants à la guerre deviennent majoritaires en France. Pire, dès la fin du mois d'avril, on commence à évoquer une opération d'interposition à Misrata, ce qui aurait définitivement consacré l'enlisement si une telle opération avait été déclenchée.

La force aérienne : une marge de manœuvre réduite

Avec désormais une moyenne de vingt-cinq patrouilles pour une zone de guerre de 1 500 km de large, l'emploi de la force aérienne est forcément limité.

S'il y avait un ennemi clairement désigné, il serait possible de le frapper au cœur, dans ses centres de commandement par exemple. Mais outre que cela est considéré par certains comme outrepassant le cadre de la résolution 1973, l'expérience tend à montrer l'efficacité limitée de cette approche face aux dictateurs⁴⁹, à moins de procéder à une frappe de décapitation. Dans le cas libyen, cette option est qualifiée d'« assassinat » et de ce fait exclue par la coalition.

Sous la pression ennemie, les rebelles réclament un appui rapproché mais cela est rendu difficile par la distance avec le djebel Nefoussa et l'imbrication des forces à Misrata. Cela impliquerait, par ailleurs, de s'attaquer à des milliers de petites cibles, véhicules, postes de combat, pièces d'artillerie, tâche à la fois ingrate (les pick-up détruits sont souvent remplacés dès le lendemain) et d'un très faible rapport coût-efficacité. Les appareils de haute technologie comme le Rafale sont extraordinaires de polyvalence, mais leur coût les rend rares et finalement relativement peu rentables face à la multitude de cibles à bas coût.

La nature et la quantité de moyens militaires mis en œuvre, alliée aux contraintes politiques et morales qui encadrent leur emploi, ne permettent pas de mener une campagne clausewitzienne en concentrant les forces sur un centre de gravité (Tripoli ou Kadhafi), pas plus qu'une campagne systémique engageant l'ensemble du dispositif ennemi. Alors que le rapport de forces est potentiellement écrasant, le rendement des opérations de la coalition chute jusqu'à parvenir à une situation de blocage.

⁴⁹ Ron TIRA "The Limitations of Standoff Firepower-Based Operations", Institute for National Security Studies (INSS), 2007.

La rupture opérationnelle

La crise est surmontée par la « re-stratégisation » du conflit. L'acceptation de fait, sinon en droit, de l'état de guerre avec Kadhafi permet un certain nombre d'innovations qui permettent à leur tour le retour à un cercle opérationnel vertueux. La France est le moteur de ces innovations.

La première d'entre elles consiste, à partir du 2 mai, à utiliser les frégates de la TF 473 comme artillerie flottante capable de frapper directement des objectifs et de fournir un appui rapide et massif aux forces rebelles de Misrata ou de Brega. Cette action au plus près des côtes est encore facilitée par le raid franco-britannique du 19 mai sur les trois ports tenus par les forces loyalistes qui permet d'éliminer ce qui restait de la marine libyenne, préservée jusque là car ne représentant pas une menace immédiate pour la population civile. Cette mission d'appui naval n'est d'ailleurs pas sans risque, les forces loyalistes utilisant des pièces d'artillerie comme armes anti-navires. Au total, 3 000 obus ont été tirés par les deux frégates françaises naviguant à proximité des côtes libyennes.

La seconde innovation est l'introduction de moyens nouveaux avec le couple bâtiment de projection et de commandement (BPC)-groupe aéromobile (GAM) de dix-huit hélicoptères de différents type. Envisagé dès le début de l'opération, l'engagement des hélicoptères à partir de bases flottantes avait été retardé car il introduisait un élément de complexité dans la gestion de l'espace aérien et représentait une prise élevée de risques.

L'introduction de ce nouveau système d'armes constitue une rupture tactique. Souvent appuyé par les feux des frégates, renseigné par un sous-marin d'attaque et un avion Atlantique 2, couvert par la chasse aérienne, chacun des quarante raids nocturnes d'une dizaine d'hélicoptères provoque la destruction moyenne de douze cibles dont dix véhicules à chaque mission. Quantitativement, le rendement de chaque hélicoptère s'avère donc supérieur à celui des chasseurs bombardiers, alors que le coût d'achat du couple BPC-GAM représente seulement 10 % de celui du couple porte-avions-Rafale. Qualitativement, les cibles sont cependant de moindre importance. En fait, les deux systèmes d'armes sont complémentaires. Les hélicoptères peuvent fournir l'appui rapproché visible demandé par les rebelles et compenser en partie la stratégie adverse par des destructions nombreuses et à faible coût. On notera cependant que l'introduction de ce nouveau système d'armes, s'il a troublé l'ennemi, n'a pas amené non plus son effondrement. Là encore, celui-ci a su s'adapter.

Pendant ce temps, les moyens aériens disponibles peuvent se dégager des missions d'appui-feu (le cercle extérieur dans la théorie des « cercles de Warden⁵⁰ ») pour être concentrés sur des cibles à plus forte valeur ajoutée, comme le 20 mai dans le Fezzan et à Tripoli. La disponibilité des forces aériennes a par ailleurs été accrue par le rapprochement des bases, notamment à Sigonella (Sicile) en juillet et la réduction du plafond d'engagement de 20 000 à 15 000, voire 12 000 pieds (3 800 mètres) dans certains cas. Les procédures de décision de tir sont assouplies, notamment grâce à la présence d'engins permettant de déceler, suivre et désigner les cibles avec une grande certitude (Atlantique 2 et drones américains Predator). Le cycle d'approbation des frappes passe de deux jours au début de la prise en compte du commandement par l'OTAN, à une ou deux heures. La productivité des forces aériennes augmente ainsi très nettement à partir de la fin du mois de juin et s'accélère à la mi-juillet. Un tiers de toutes les heures de vol de l'armée de l'Air et de l'aéronautique navale se déroule dans la seule période du 17 juillet au 24 août⁵¹.

⁵⁰Théorie de la paralysie stratégique selon Warden, voir <http://www.institut-strategie.fr/Fadok%204.html>

⁵¹ L'ensemble de la campagne représente un total de 26 500 sorties, 9 658 frappes qui ont détruit 5 900 cibles avec 7 700 munitions toutes guidées. Les forces françaises ont assuré un quart de ces missions offensives. Colonel JAMES, "Building Partnership Capacity. Operation Harmattan and Beyond" *Air & Space Power Journal*, September-October 2012.

Cette montée en puissance du système de reconnaissance et de frappes coïncide avec celle des forces au sol. Depuis le milieu du mois d'avril, les mouvements rebelles de Cyrénaïque, et dans une moindre mesure de Misrata, bénéficient d'un « appui technique à l'insurrection » de la part de conseillers arabes et européens. Les rebelles zintanais du massif de Nefoussa bénéficient en outre de l'aide des forces spéciales du Golfe. Tous reçoivent des équipements fournis par le Qatar et acheminés par air ou par mer avec l'aide des Alliés. Cet effort, conjugué à la campagne d'attrition des forces loyalistes, finit par inverser le rapport de forces et créer un phénomène d'avalanche stratégique.

Le plan incliné de la victoire

Désormais appuyés sans réticence et avec efficacité par l'OTAN, les rebelles lancent une triple offensive à la mi-juillet. Malgré un effort louable de coordination, les forces de Cyrénaïque échouent devant Bréga. Les forces rebelles de Misrata, en revanche, parviennent à se dégager de l'étau de la 32^e brigade. Celles de Nefoussa remontent vers le Nord pour s'emparer le 19 août de Zaouïa, point clé logistique à l'ouest de Tripoli. Les tribus du Fezzan commencent à se rallier à la rébellion, indice certain d'un plan incliné de la victoire.

L'issue des combats ne fait alors plus aucun doute. La ville de Tripoli est investie le 20 août par plusieurs unités rebelles dont la « brigade de Tripoli » venue de l'est et une unité venue par mer de Misrata. La ville tombe aux mains des rebelles le 28 août. Les derniers combats ont lieu dans la ville de Syrte encerclée par les forces rebelles et sur laquelle peuvent se concentrer tous les moyens de l'OTAN (la France y organise quatre raids aéromobiles). Il faut néanmoins encore un mois pour s'en emparer. Le 20 octobre 2011, le colonel Kadhafi est tué en s'enfuyant de la ville. Comme le soulignait le chef d'état-major de l'armée de l'Air, le général Paloméros, la décision s'obtient toujours finalement au sol, même si l'action aérienne est indispensable.

Conclusions

Le conflit libyen se termine par un succès, pour les rebelles d'abord, pour la coalition ensuite puisque les objectifs fixés par le Conseil de sécurité ont été atteints.

Ce succès doit cependant être relativisé. L'absence de pertes pour la coalition, phénomène quasi inédit, et même le nombre limité de dommages collatéraux, ont été obtenus par des restrictions d'emploi qui ont réduit l'efficacité globale, rallongé les opérations et, au bout du compte, occasionné des souffrances supplémentaires à la population libyenne qui devait être protégée. Surtout, la victoire n'a été obtenue qu'au bout de sept mois par l'OTAN (et quelques partenaires du Golfe) face à l'équivalent de seulement 1 % de ce qui constituait à l'époque les forces de l'ex-pacte de Varsovie. Depuis la fin de la guerre froide, la force militaire de l'OTAN a été réduite par la réduction des budgets de défense européens et le refus politique de concevoir de manière stratégique les opérations de l'Alliance. Le concept même de coalition apparaît à l'usage à la fois comme une cause de lourdeur et une conséquence de l'inefficacité croissante des opérations. Empiriquement, on peut estimer que la coalition a dépensé au moins 1,5 milliard d'euros (dont plus de la moitié par les États-Unis) pour combattre entre 20 000 et 30 000 hommes, ce qui fait quand même 50 000 euros par soldat ennemi combattu.

La pleine efficacité militaire suppose la combinaison d'une force de renseignement, d'une force de frappe dans la 3^e dimension et d'une force d'assaut agissant au sol. Que l'une de ces composantes manque ou soit déficiente et c'est tout l'équilibre des forces qui s'en ressent. Compenser l'absence de force terrestre locale efficace par des moyens uniquement aériens suppose des moyens considérables pour parvenir à des effets comparables à une petite force aéroterrestre intégrée. À moins d'un adversaire numériquement très faible

(comme pendant l'opération *Lamantin* en 1977 en Mauritanie), ces moyens importants ne peuvent plus être obtenus que dans le cadre d'une coalition incluant les États-Unis. Rétrospectivement, il apparaît qu'une force aéroterrestre franco-britannique ou même française (combinant dès le mois de mars une division renforcée, les moyens aériens d'*Harmattan* et une structure d'appui adaptée) aurait sans doute pu obtenir la destruction de l'adversaire dans des délais beaucoup plus restreints, au prix de risques plus importants, et donc sans doute avec davantage de pertes humaines.

La guerre en Libye démontre aussi les avantages et les inconvénients du combat couplé avec des forces locales, régulières ou irrégulières (en appui à l'insurrection et non plus contre celle-ci). Sachant que, par définition, on aide le plus faible, le différentiel entre les adversaires ne doit pas aller au-delà d'une certaine limite, sinon on ne se trouve plus dans un combat intégré car ceux que l'on aide sont alors incapables d'interagir avec ceux qui les soutiennent. Il devient alors nécessaire de renforcer rapidement la productivité tactique des alliés locaux par une aide matérielle et technique, voir une quasi-fusion avec des forces extérieures, spéciales ou non. C'est ce qui a été fait au Mali dix-huit mois plus tard, lorsque les troupes françaises se sont concertées avec les troupes tchadiennes. Il ne faut pas oublier non plus que les acteurs locaux ont leurs propres agendas politiques et que le besoin tactique ou opératif du moment ne doit pas pénaliser la sortie de guerre.

Dans ce cadre contraint à l'emploi du seul « complexe reconnaissance-frappes », la Marine nationale, l'armée de l'Air et l'aviation légère de l'armée de Terre ont fait preuve d'une grande réactivité et d'une remarquable capacité d'adaptation qui ont permis de déployer, renseigner et soutenir une quarantaine d'avions de combat, une vingtaine d'hélicoptères et six ou sept bâtiments. La productivité a été soutenue par le courage des pilotes et de nombreuses innovations techniques, comme la bombe guidée à résine de 125 kg capable de détruire un char par simple inertie avec une précision métrique (pour un coût réduit), ou par des innovations tactiques comme les raids aéromobiles depuis la mer appuyés par l'artillerie navale. Le Rafale a fait preuve de ses très grandes qualités de puissance et de polyvalence, mais ses performances ont été obtenues au prix d'un drainage de ressources qui a laissé d'autres pans de l'armée de l'Air en difficulté comme les drones, le transport, le ravitaillement en vol ou la lutte contre les défenses aériennes. Le risque est d'avoir désormais un système d'arme très performant, mais difficile à soutenir, vulnérable au saut qualitatif des défenses aériennes et insuffisant pour faire face seul à une profusion d'armements à bas coût.

Un effort particulier doit viser l'acquisition des moyens de soutien et de renseignement nationaux en nombre suffisant. Doctrinalement, il s'agit, hormis quelques cas très limités, de refuser son emploi en dehors de tout système qui n'intégrerait pas des forces terrestres. C'est à ce double prix et hors des limitations politiques déjà évoquées que nos moyens, forcément limités en nombre, peuvent être efficaces. La guerre « à l'américaine » se fait avec des moyens américains et si on ne dispose pas de ces moyens, il faut penser à un système opérationnel différent. À de nombreux égards, et même si l'adversaire y était beaucoup moins puissant, l'opération *Serval* au Mali représente l'envers des opérations *Odyssey Dawn* et *Unified Protector* et peut-être le retournement de cette longue séquence d'opérations militaires à l'efficacité limitée initiée au milieu des années 1990.

■ RETOUR SUR LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DU TRAITEMENT MÉDIATIQUE DU CONFLIT LIBYEN (FRANCE, ROYAUME-UNI ET ALLEMAGNE)

David DELFOLIE

Chercheur associé à l'IDHE-CNRS (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et auteur d'une étude pour l'IRSEM sur le traitement médiatique de la crise libyenne dont cet article constitue la synthèse partielle

Le conflit libyen a fait l'objet d'une large exposition médiatique, tout particulièrement dans les pays impliqués au premier plan des opérations militaires (France et Royaume-Uni). S'agissant de la France, ce conflit demeure un des faits d'actualité les plus commentés de l'année 2011. Les évaluations quantitatives sont toujours difficiles à effectuer et posent de nombreux problèmes méthodologiques. Pour avoir un ordre de grandeur, on peut se référer à un décompte de l'Unité de bruit médiatique (UBM) relatif au conflit. L'UBM – parfois dénommée Unité de buzz médiatique – est un outil de veille permanent de l'information qui s'est imposé comme l'instrument de mesure en temps réel de référence de l'exposition médiatique des événements d'actualité. Établi en 2000 par l'institut Kantar Media, il a été optimisé en 2006 grâce à un partenariat avec Médiamétrie qui a permis d'en accroître la justesse. Il est le résultat d'un calcul effectué à partir des 110 principaux supports d'information français (presse écrite, presse en ligne, télévisions et radios), pondérés en fonction de leur audience. Il ne constitue pas un indicateur absolu – il ne prend pas en compte par exemple les réseaux sociaux – mais il donne des tendances fiables. Ainsi, entre le 19 et le 21 mars 2011, la crise libyenne, au moment du déclenchement des opérations militaires, a fait l'objet en France d'un peu plus de 1 000 UBM par jour, soit une dizaine d'occasions journalières pour un Français de plus de 15 ans d'être exposé à une information concernant cet évènement. Pour les quatre premiers mois de l'année 2011, ce chiffre classe le conflit libyen à la troisième place des évènements les plus médiatisés (à égalité avec le Printemps arabe et derrière le tsunami au Japon et le mariage du prince William)⁵². Au-delà de la dimension quantitative de sa couverture médiatique, l'intervention militaire a occasionné, sur le plan qualitatif, un traitement varié avec plusieurs pics informationnels. Ceci s'explique d'une part par la multiplicité des aspects du conflit (opérations militaires, stratégie politique, action des rebelles, réactions du régime libyen), et d'autre part, par la durée de l'intervention en Libye qui a été suffisamment longue pour que se distinguent des évolutions marquées dans le temps, mais également assez courte pour continuer à mobiliser l'attention des médias.

Les développements qui suivent analysent la manière dont l'intervention militaire en Libye a été relatée dans les médias français, britanniques et allemands. Ils visent à en dégager les principaux enseignements, mais aussi à illustrer des éléments relatifs à la mise en scène médiatique des conflits dans un environnement où la circulation des informations s'est accrue, notamment en raison de la généralisation des technologies numériques d'information et de communication (TNIC)⁵³.

Au-delà d'une couverture homogène dans ces trois pays, cette étude révèle la marque de logiques nationales à l'œuvre dans le récit médiatique des évènements, dont il conviendra de caractériser les

⁵² Source : Rapport UBM du 12/05/2011, Institut Kantar Media.

⁵³ Le présent texte reprend une partie des éléments exposés dans une consultance de l'Irsem (2012) sur l'analyse comparée - France, Royaume-Uni, Allemagne - de la couverture médiatique de l'intervention militaire en Libye. Outre des entretiens et un travail de recueil de données ouvertes (documents institutionnels, références diverses), cette recherche a été conduite à partir d'une étude critique de multiples contenus médiatiques, et notamment de l'ensemble des articles publiés par quinze titres de presse des trois pays étudiés durant toute la durée du conflit libyen (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *L'express*, *Le Point*, *The Guardian*, *The Independent*, *The Daily Telegraph*, *The Sunday Times*, *The Economist*, *Die Welt*, *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *Die Süddeutsche Zeitung*, *Der Spiegel*, *Die Zeit*).

déterminants pour en retirer quelques éléments d'interprétation des mécanismes de médiatisation des conflits armés.

Une couverture médiatique relativement homogène du conflit

Les raisons qui ont présidé à la décision de plusieurs pays d'intervenir militairement en Libye résultent d'une conjonction de facteurs. La volonté de protéger les populations civiles insurgées de la répression du régime libyen fut le premier d'entre eux. D'autres facteurs ont également motivé l'intervention militaire (questions géopolitiques et énergétiques).

L'opportunité de l'intervention militaire a été discutée en Allemagne (bien que le pays ne soit pas intervenu militairement), mais aussi dans les pays engagés dans les opérations. Selon les médias, une tribune plus ou moins importante a été offerte aux opinions plurielles qui ont exprimé des réticences quant à sa nécessité. À cet égard, les sondages d'opinion ont montré que les populations des États engagés dans le conflit étaient partagées sur le choix de leur gouvernement. Au fil du déroulement de l'intervention, des doutes ou des questionnements sont survenus à propos de la stratégie militaire, mais aussi politique⁵⁴, poursuivie par l'OTAN, dont les divergences profondes ont été soulignées. De même, lorsque les opérations ont progressivement dévié de la protection des civils pour s'étendre à la chute du régime, des critiques sur l'interprétation très extensive du cadre légal fourni par la résolution 1973 n'ont pas manqué d'émerger et de conforter les positions des sceptiques de la première heure. Enfin, l'écho donné aux dégâts collatéraux et à certains événements troubles, comme les circonstances de la mort du dictateur libyen, a suscité des interrogations récurrentes.

Une résonance plus ou moins large a été donnée à ces dimensions critiques de l'intervention militaire, permettant de distinguer des tendances dans le traitement éditorial des médias. Les trois quotidiens conservateurs français et britanniques ont accordé une moindre place aux aspects polémiques du conflit et adopté une position de soutien affirmée à l'intervention, ainsi qu'à ses promoteurs. En France, en toute logique avec le positionnement assumé de sa direction, *Le Figaro* a pleinement participé à l'exploitation politique de l'évènement en mettant en avant le rôle personnel de Nicolas Sarkozy. De même, ce journal a donné une importance particulière aux aspects diplomatiques du conflit, développant une approche très favorable du rôle de la France et de l'alliance franco-britannique. Au Royaume-Uni, *The Daily Telegraph*, très proche du parti conservateur, a parfois eu des accents patriotiques en évoquant la participation des troupes nationales dans le conflit. *The Sunday Times*, pro-atlantiste et pro-OTAN, s'est logiquement engagé explicitement dans un soutien militant de l'intervention. Par contraste, les quotidiens proches des sociaux-démocrates (*Libération*, *The Guardian*, *Die Süddeutsche Zeitung*) ont eu une approche moins hagiographique des événements, accordant par exemple une place plus marquée aux critiques envers l'intervention, à ses zones d'ombre ou encore à ses conséquences humaines⁵⁵. *The Guardian*, tout en n'étant pas hostile à l'intervention, est sans doute celui qui en a rendu-compte dans une démarche fondée sur le souci constant de pointer ses limites et ses effets négatifs⁵⁶. Les enseignements tirés de la participation britannique à la seconde guerre d'Irak expliquent pour beaucoup cette position particulière,

⁵⁴ Par exemple, la formule malheureuse d'un membre du gouvernement britannique, exhortant les chefs d'entreprises « à faire leurs valises » pour être prêts à investir dans la Libye de l'après-Kadhafi, a créé un malaise en semblant reléguer la justification humanitaire de l'intervention militaire à un prétexte cynique pour une quête de nouveaux marchés. La presse n'a d'ailleurs pas manqué de dénoncer l'indécence de ces propos alors que les combats continuaient à faire des victimes sur le théâtre des opérations.

⁵⁵ Quelques exemples pour le quotidien *Libération* : Christophe AYAD, Thomas HOFNUNG, « La coalition dans le vague en Libye », *Libération*, 16/04/2011 ; Jean-Pierre PERRIN, « Un couac stratégique et un revers diplomatique », *Libération*, 02/05/2011 ; Jean-François KAHN, « Est-il interdit de dénoncer le fiasco ? » Rebonds, *Libération*, 02/08/2011.

⁵⁶ Un exemple parmi d'autres : Seumas MILNE, "Libya's Imperial Hijacking is a Threat to the Arab Revolution", Comment, *The Guardian*, 25/08/2011.

comme le fait que le journal a couvert le conflit à partir de reportages effectués sur le terrain, auprès de la population. Quant aux autres quotidiens, ils ont eu une approche plus équilibrée, s'attachant à donner des points de vue contrastés. L'exemple du journal *Le Monde* est éclairant. Historiquement, le titre a toujours été favorable, avec plus ou moins de réserves, aux interventions militaires justifiées pour des raisons humanitaires, comme le soulignent ses éditoriaux (toujours non signés) qui témoignent de la ligne éditoriale revendiquée de sa direction⁵⁷. S'agissant de la Libye, le quotidien a assumé son positionnement traditionnel, mais en s'attachant à adopter une distance systématique à l'égard des faits présentés. Ainsi, tout en soutenant l'action des insurgés libyens, il a été en pointe pour souligner les exactions leur étant imputables (souvent passées sous silence dans les autres médias), dénoncer les tortures contre des partisans de Mouammar Kadhafi ou questionner les agissements des chefs de la rébellion. De même, bien que saluant le volontarisme de Nicolas Sarkozy, il a opéré un travail de déconstruction de la communication officielle présentant de manière emphatique le rôle central de la France. En ce qui concerne les hebdomadaires, on retrouve ces mêmes clivages, mais de manière moins marquée. En France, *Le Point*, dans lequel Bernard-Henri Lévy tient un bloc-notes, s'est montré actif dans le soutien à l'intervention, puis dans la présentation favorable de ses développements. Les autres hebdomadaires, qui se situent tous dans une ligne centriste et libérale, ont eux aussi adopté un positionnement relativement similaire.

À l'image des grands titres de presse, aucun média audiovisuel de premier plan n'a passé sous silence les aspects critiques évoqués précédemment ou même remis en question le bien-fondé de l'un d'entre eux. De même, aucun organe d'information important dans les trois pays étudiés n'a adopté une ligne éditoriale résolument hostile à l'intervention militaire, au-delà de l'écho plus ou moins large accordé aux réserves sur les modalités d'engagement de la coalition. Plusieurs éléments peuvent être avancés pour expliquer cette configuration. Premièrement, le conflit, s'il n'a pas suscité d'adhésion populaire massive, n'a pas non plus engendré de franche hostilité. Cette attitude a été facilitée par le fait que le conflit libyen s'est singularisé par des pertes matérielles quasi-nulles pour l'OTAN : le seul militaire engagé dans l'intervention qui est décédé durant son déroulement est un pilote britannique victime d'un accident de la circulation en Italie. De même, l'impact des raids aériens pour la population libyenne (décès, déplacements de réfugiés, urgence humanitaire), s'il a été conséquent, n'a pas été aussi dommageable que lors du conflit au Kosovo. Ensuite, la légalité de l'intervention au regard du droit international n'a pas été remise en cause, d'autant qu'elle a donné lieu à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Enfin, la figure détestée de Mouammar Kadhafi a été abondamment et opportunément utilisée comme un ressort consensuel de légitimation de l'opération militaire.

« La diabolisation de l'ennemi, c'est un classique dans les conflits, c'est même une figure imposée, comme dans le patinage artistique ! Si vous dites à la population "le dictateur de ce pays est un saint homme, mais on lui fait la guerre parce que la dictature c'est mal par principe", c'est vous qui passez pour le méchant. Les gens ne se projettent pas s'ils ne se sentent pas touchés ou concernés. C'est devenu difficile de justifier une guerre, surtout dans les démocraties, alors s'ils ne sont pas en plus convaincus que ce que vous faites est juste et sert à quelque chose, c'est mission impossible. Mais là, avec Kadhafi, il faut bien avouer qu'on ne pouvait pas trouver mieux compte tenu du personnage »⁵⁸.

⁵⁷ Pour aller plus loin sur les engagements du journal, voir Patrick EVENO, *Histoire du journal Le Monde, 1944-2004*, Paris, Albin Michel, coll. « Histoire », 2004.

⁵⁸ Entretien avec un diplomate français, septembre 2012, Paris.

Par extension, la personnalisation du conflit autour du dictateur libyen a été utilisée comme un angle de traitement médiatique pour conférer une dramaturgie accrocheuse à la couverture de l'évènement, une fois passés les premiers temps de l'intervention centrés sur les opérations militaires⁵⁹.

« C'est vrai, les médias ont beaucoup insisté sur Kadhafi. En même temps, quand le conflit s'est enlisé, il y avait moins de choses à dire sur les raids aériens, sauf à tenir des chroniques sur les sorties du jour et le nombre de bombes larguées. L'information intéressante à couvrir s'est déplacée sur la résistance du régime, les questions sur sa survie et aussi sur la rébellion. À partir du moment où l'objectif de l'OTAN est clairement devenu la chute de Kadhafi, on ne peut reprocher aux journalistes d'avoir fait leur travail d'information en conséquence »⁶⁰.

Globalement, les données factuelles du conflit ont été présentées de manière assez similaire dans les trois pays étudiés. Certes, il existe des nuances de traitement quant au contenu des informations valorisées. Si on prend l'exemple des trois titres britanniques, on peut observer une appropriation différenciée de certaines thématiques. *The Daily Telegraph* s'est notamment distingué en accordant à plusieurs reprises une place importante à des propos, *on* ou *off*, de responsables militaires. Dans une certaine mesure, il fut considéré comme le titre se faisant l'écho du point de vue de l'armée. En avril 2011, il a alimenté un début de polémique déclenché par les critiques d'un haut gradé à l'endroit de la ligné éditoriale de Jeremy Bowen, le *Middle East Editor* de la *BBC* qui, selon lui, ne soulignait pas assez les aspects positifs de l'intervention militaire et insistait trop sur ses effets négatifs. *The Sunday Times* est le titre qui s'est montré le plus insistant sur les exactions attribuées aux forces loyales à Mouammar Kadhafi. Pro-atlantiste, il est aussi le journal qui a le plus éludé le rôle politique de la France dans le conflit. Quant à *The Independent*, il s'est positionné en pointe dans la dénonciation du cynisme et de l'hypocrisie des « anciens amis » du dictateur libyen. Malgré tout, les phases de pics informationnels ont été relativement identiques pour ces trois titres.

En termes de contenu informationnel, les opérations militaires ont fait l'objet de récits très similaires dans les trois pays étudiés, au-delà de différences d'appréciations quant à leur commentaire⁶¹. Ayant tiré les enseignements de l'intervention au Kosovo, l'OTAN a fait le choix d'une transparence importante quant à la publicisation de données tactiques (nombres de sorties aériennes, ressources mobilisées), dans la limite des contraintes opérationnelles nécessitant la préservation du secret⁶². Les enjeux de la communication opérationnelle résident dans la gestion de deux temporalités, complémentaires mais parfois contradictoires, celle du temps long (stratégie) et celle du temps court (tactique), dont la mise en cohérence est une activité réflexive continue. La masse des informations disponibles relayées par les

⁵⁹ La seule une consacrée par *L'Express* au conflit entre le 19 mars et le 31 octobre 2011, à l'occasion d'un dossier spécial, s'intitulait « L'ultime combat de Kadhafi » (*L'Express*, 23/03/2011), le pic du nombre d'articles publiés en deux/trois jours par *Die Süddeutsche Zeitung* durant la période de l'intervention militaire est intervenu au moment de la mort du dictateur libyen.

⁶⁰ Entretien avec un journaliste du service international d'un quotidien français, septembre 2012, Paris.

⁶¹ Alors que *Libération* a commencé à évoquer « l'enlèvement » militaire de l'Otan en Libye dès la première quinzaine du mois d'avril 2011 (Jean-Pierre PERRIN, « Les fronts militaires se figent en Libye », *Libération*, 11/04/2011), le premier article consacré à cette question par *Le Point* date de la fin du mois de juin (Jean GUISEL, « L'Otan patine », *Le Point*, 23/06/2011).

⁶² Dans le cas de la mission *Unified Protector*, l'aspect le plus visible de ce changement concerne les informations ouvertes mises à la disposition des auditoires de l'Otan. Outre un nombre plus important de communiqués de presse, l'organisation a rendu publiques davantage de statistiques et de photos concernant les opérations. De même, elle s'est efforcée de mettre à jour quotidiennement, voire plusieurs fois par jour, les données relatives aux opérations pour s'adapter à la circulation rapide de l'information liée aux supports numériques. Elle a enfin pris soin d'éviter la transmission de mentions erronées.

agences de presse a conduit à une diffusion unifiée des éléments factuels sur les raids aériens. De même, contrairement au Kosovo, les journalistes ont eu un accès direct sur le terrain, à Tripoli sous contrôle des autorités libyennes, ou à Benghazi avec les rebelles. Ils pouvaient ainsi montrer des points de vue différents selon leur lieu de présence. Les constats effectués dans les reportages *in situ* n'ayant pas souligné d'incohérences majeures avec les données fournies par la communication opérationnelle, la parole de cette dernière s'est trouvée confortée et par extension acceptée assez unanimement. Elle a été d'autant plus crédibilisée que l'OTAN a reconnu rapidement les « erreurs de tir » chaque fois qu'elles ont été évoquées par les médias. Cyniquement, cet exercice de transparence a d'une certaine manière préservé l'OTAN de focalisations extensives sur les conséquences humaines et matérielles de ses opérations. On peut toutefois souligner des différences de pratiques entre la France et le Royaume-Uni, avec une conséquence inattendue. En amont, les deux pays ont accordé un nombre élevé d'accréditations aux journalistes pour effectuer, sous contrôle étroit, des reportages sur les bases aériennes mobilisées ou sur les bâtiments engagés⁶³. Il s'agissait ainsi de montrer les préparatifs militaires, ainsi que la vie quotidienne des professionnels concernés, dans une perspective de renforcement du lien armée-nation. Néanmoins, en aval, alors que l'état-major des armées français a mis à disposition des médias des contenus visuels extraits du matériel produit par les équipes de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) présentes sur le terrain des opérations, les Britanniques ont privilégié l'accueil de reporters embarqués aux côtés de leurs troupes, pratique qu'ils ont développé depuis 2002⁶⁴. Au final, certains médias britanniques ont utilisé des images officielles fournies par les autorités françaises car elles étaient parfois plus parlantes que les vues des opérations (après censure) de leurs journalistes présents sur le terrain.

D'autres facteurs concourent également à l'établissement de larges effets de consensus parmi les médias sur certains sujets majeurs, alors que même que l'on peut constater *a posteriori* des erreurs de traitement. Ils sont liés pour l'essentiel aux contraintes de production et de sélection de l'information. Les difficultés économiques de la presse écrite ont amené à une réduction du nombre de pages des titres édités en version papier. En France, ce mouvement de compression s'est fait au détriment des sections dédiées aux affaires internationales, plus coûteuses à alimenter en reportages *in situ* et moins porteuses en termes de fidélisation du lectorat. Cette contrainte de moyens oblige les journaux à consacrer prioritairement leur couverture aux aspects jugés les plus centraux d'un conflit, c'est-à-dire les plus repris, et à réduire, faute d'espace disponible, leur approfondissement d'autres dimensions, sur lesquelles se fondent pourtant une grande partie de leur plus-value. Par ailleurs, favorisée par les TNIC même si ce phénomène n'est pas nouveau, l'accélération du « temps médiatique » et l'impératif d'être réactif ne favorise pas la prise de recul. Elle contribue à créer des phénomènes de reprise – « *si les autres le disent, il faut le dire* » – à utiliser extensivement les données factuelles fournies par les agences de presse (dont l'information est déjà sélectionnée et traitée) ou encore à privilégier le recours à des sources habituelles rapidement accessibles (contacts ciblés et fidélisés) au détriment du travail de terrain.

La marque des logiques nationales

Au-delà d'une certaine similitude dans les grandes lignes de son traitement éditorial, la couverture médiatique du conflit libyen montre la marque importante des logiques nationales. La réception des événements, surtout lorsqu'ils ont une dimension régionale ou internationale, ne se fait pas en effet de

⁶³ L'état-major des armées français a par exemple accordé 244 accréditations dans le cadre de l'opération *Harmattan* (source EMA).

⁶⁴ Marc HECKER, Thomas RID, *Communication en opérations extérieures : évolution du traitement médiatique des opérations*, Les Documents du C2SD, n° 102, 2009, p. 54.

manière symétrique dans les différents pays. Les médias allemands accordent par exemple une place plus importante dans leurs reportages à l'actualité en Turquie que leurs équivalents européens. Logiquement, les éléments liés à la position turque par rapport aux événements libyens ont donc fait l'objet d'un traitement plus conséquent dans la presse allemande qu'en France ou au Royaume-Uni. Autre exemple, l'implication personnelle de Bernard-Henri Lévy dans la « mise à l'agenda » du sort de Benghazi, puis dans le soutien à l'option d'une intervention militaire, ne fut presque pas évoquée dans les médias européens, alors que leurs homologues français l'ont parfois exagérément soulignée. Au Royaume-Uni, l'argument du soutien d'une large partie du monde arabe à l'opération militaire a été plus mobilisé qu'ailleurs. En effet, outre les témoignages d'hostilité rapportés dans les médias suite à la position du gouvernement britannique sur la seconde guerre d'Irak, le traumatisme des attentats de Londres, en partie justifiés par les terroristes comme un acte de représailles à la présence britannique en Afghanistan, a marqué durablement la population. De même, l'attentat de Lockerbie, commandité par Mouammar Kadhafi, a influencé les relations entre la Libye et le Royaume-Uni. De ce point de vue, la découverte, après la chute de Tripoli, de documents mettant à jour la correspondance personnelle « amicale » entre le dictateur libyen et Tony Blair, alors devenus alliés objectifs dans la lutte contre le terrorisme islamique, a donné lieu à des articles très critiques de la presse britannique, tandis qu'elle fut à peine évoquée dans les médias français et allemands. Une autre caractéristique du traitement médiatique au Royaume-Uni est le ton généralement plus engagé et plus polémique des médias Outre Manche.

« Les médias anglais sont plus agressifs, ils y vont dix fois plus fort qu'en France par exemple. Au début du conflit, pour décrire les opérations militaires, ils ont employé des expressions comme "des raids dévastateurs" ou "des destructions massives", alors que les médias français sont restés plus factuels, plus dépassionnés. C'est une question de culture, ils sont plus tranchés dans la manière de présenter les choses. Mais au final, sur le fond, les points de vue étaient à peu près les mêmes »⁶⁵.

Pour un autre observateur averti, « les grands médias audiovisuels [britanniques] présentent souvent les choses de manière plus neutre que la presse écrite, sans parler des tabloïds, car ils s'adressent à un large public, leur information est plus calibrée. Mais la presse britannique est une vraie presse d'opinion avec un style très incisif »⁶⁶. On retrouve d'ailleurs ce ton particulier dans l'hebdomadaire libéral *The Economist* – Mouammar Kadhafi y est surnommé « le serpent » (« *Scotching the Snake* », 24/03/2011) – même s'il a une approche éditoriale différente du traitement de l'actualité du fait de son lectorat international (seulement 15 % de ses ventes au Royaume-Uni). À cet égard, il est intéressant de noter que *The Economist*, contrairement aux autres titres britanniques observés, n'a pas eu tendance à exagérer le rôle du Royaume-Uni dans l'intervention, au détriment de celui de la France, mais a adopté une ligne neutre montrant l'importance du duo franco-britannique, avec le soutien décisif des États-Unis, dans la mise en place, puis le déroulement, des opérations militaires de l'OTAN.

Ensuite, les événements qui ont des conséquences régionales ou internationales sont toujours appréhendés localement d'un point de vue relatif. La position géopolitique d'un État par rapport à une question étrangère singularise la manière dont les enjeux en présence sont rapportés, notamment en

⁶⁵ Entretien avec un officier supérieur français, Paris, septembre 2012.

⁶⁶ Entretien téléphonique réalisé auprès d'un diplomate britannique familier du service de presse du *Foreign Office* (Londres), septembre 2012.

fonction de ses intérêts ou de ses préoccupations diplomatiques. On peut imaginer aisément que le traitement médiatique d'un conflit bilatéral dans un pays riverain ne sera pas le même, sur le fond et s'agissant de la place qui lui sera accordée, que sous d'autres latitudes très éloignées géographiquement.

S'agissant de l'intervention militaire en Libye, un premier marqueur symbolique de ce processus de subjectivation pouvait se lire dans le choix des noms de code donnés à l'opération⁶⁷. Au-delà du symbole, d'autres illustrations furent plus affirmées en termes de réappropriation subjective des événements. En France, l'engagement personnel de Nicolas Sarkozy a été largement présenté comme déterminant dans la séquence diplomatique qui a conduit à l'intervention militaire en Libye – l'expression « la guerre de Sarkozy » a ainsi pu être utilisée pour la décrire - tandis qu'aux États-Unis l'action du président français n'a pas fait l'objet des mêmes honneurs. L'ouvrage remarqué sur la politique étrangère de Barack Obama du journaliste David Sanger, chef du bureau du *The New York Times* à Washington, est assez éclairant quant à cet aspect ; dans le récit décrivant la généalogie du conflit libyen, la France est non seulement peu évoquée, mais son rôle apparaît comme secondaire par rapport à celui de la Maison Blanche et de la diplomatie américaine⁶⁸. À cet égard, le journal *Le Monde* est un des rares médias français à avoir démontré le fait que le récit officiel du gouvernement sur le vote de la résolution 173 du Conseil de sécurité de l'ONU, présentée comme une proposition française, relevait davantage d'un exercice de communication que d'une approche objective des faits. Certes, Nicolas Sarkozy a été en pointe pour faire avancer l'idée d'une intervention militaire en Libye. Mais c'est l'engagement décisif des États-Unis, et leur initiative à l'ONU, qui a rendu possible, au moins dans les conditions connues aujourd'hui, sa mise en œuvre. C'est l'ambassadrice des États-Unis qui a fait introduire la célèbre expression « par tous les moyens » durant la discussion du texte, conférant implicitement une base légale à l'option militaire sans la nommer.

C'est à travers cette subjectivation que l'on peut également mesurer les conséquences de la position allemande à l'égard des opérations de l'OTAN sur l'appréhension médiatique outre-Rhin. La position officielle de l'Allemagne à l'égard du conflit et sa non-participation aux opérations militaires pouvait justifier l'énoncé *a priori* de l'hypothèse d'une ampleur moindre de leur couverture par les médias allemands, par comparaison avec ce que l'on aurait pu observer en France et au Royaume-Uni. Or, cette supposition s'est révélée fautive. Explicable par des raisons politiques liées à l'histoire contemporaine de l'Allemagne, le retentissement de la position gouvernementale à l'endroit de l'intervention militaire et ses conséquences ont sans doute justifié le niveau important de couverture médiatique. Unaniment, les grands médias allemands ont dénoncé ou présenté avec beaucoup de réserves la position de leur gouvernement à l'égard du conflit. Avant le vote de la résolution 1973, il y avait un clivage assez net sur l'idée de l'intervention militaire que l'on peut illustrer dans un sondage rapporté par *Le Figaro* du 20 mars 2011 : 62 % des Allemands étaient favorables à l'intervention, mais 65 % d'entre eux (contre 29 %) approuvaient la décision gouvernementale de ne pas y participer si elle devait avoir lieu, conformément à une tradition pacifiste très ancrée depuis la Seconde Guerre mondiale. Parmi les journalistes et les experts locaux, une distribution similaire des positions était également observable concernant l'idée d'un engagement de la *Bundeswehr* dans la coalition. Cependant, l'abstention du pays lors du vote de la résolution a suscité de vives critiques⁶⁹. Pour les observateurs allemands, cela revenait à contester le bien-fondé des opérations militaires, même si la question de la participation du pays à leur exécution suscitait des réponses partagées dans l'opinion. Pour les médias, la décision du gouvernement marquait une rupture

⁶⁷ *Unified Protector* (Otan) ; *Harmattan* (France) ; *Ellamy* (Royaume-Uni) ; *Mobile* (Canada) ; *Odyssey Dawn* (États-Unis).

⁶⁸ David E. SANGER, *Confront and Conceal: Obama's Secret Wars and Surprising Use of American Power*, New York, Crown Publishers, 2012.

⁶⁹ Le terme de « farce » employé par l'ancien ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer dans une tribune de *Die Süddeutsche Zeitung* pour qualifier la position du gouvernement a trouvé un certain écho en étant largement repris par les médias allemands.

avec les États-Unis, au profit d'une alliance de circonstance incompréhensible avec la Chine, la Russie et de nombreux États non-démocratiques. Selon eux, l'Allemagne n'avait rien de positif à retirer d'un isolement singulier dans le camp occidental. Sans apporter son soutien militaire et taire ses réserves politiques, ils pensaient qu'elle aurait dû voter la résolution 1973 et fournir un appui financier ou logistique à l'intervention, comme elle l'a d'ailleurs fait par la suite.

« L'Allemagne avait tout à gagner avec un oui sous conditions, alors qu'avec sa position elle a perdu sur tous les tableaux. [...] Angela Merkel était exaspérée par le côté va-t-en-guerre de Sarkozy et l'alliance entre Paris et Londres. En plus, alors que l'Europe était en difficulté, elle avait peur de mettre le doigt dans un engrenage qui pouvait se finir en borborygme comme en Irak. C'est pour cela qu'elle était contre une guerre directe en Libye. C'était compréhensible, mais elle a fait un mauvais calcul. Mal conseillé, elle a cru que les Russes et les Chinois n'accepteraient jamais de laisser les Occidentaux intervenir. Elle a joué la stratégie du pire. [...] La situation aurait peut-être été différente si l'OTAN avait tout de suite été pressentie pour conduire les frappes aériennes. Avec un soutien plus clair des États-Unis, le gouvernement allemand aurait peut-être aussi choisi d'emblée la diplomatie du carnet de chèque comme il sait bien le faire. Il ne faut pas refaire l'histoire, c'est vrai que le choix d'intervenir en Libye soulevait des questions importantes. [...] Mais ce qui est resté au final c'est que l'Allemagne s'est retrouvée en porte-à-faux avec ses partenaires pour un résultat contre-productif. C'est ce constat peu glorieux que la presse allemande a dénoncé »⁷⁰.

Ce constat s'est rapidement imposé avec les premiers reportages montrant l'Allemagne acclamée à Tripoli et conspuée à Benghazi. La presse n'a pas manqué de souligner les effets désastreux de cette situation qui a suscité un malaise dans l'opinion publique : la force des images a fait de Berlin un soutien involontaire du régime de Mouammar Kadhafi. Angela Merkel n'a pas été épargnée par les critiques, mais c'est surtout le ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, qui a fait l'objet des commentaires les plus sévères. On note d'ailleurs peu de nuances entre les lignes éditoriales des journaux. Les deux grands quotidiens conservateurs, *Die Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Die Welt*, se sont ainsi positionnés dans une démarche critique envers la position du gouvernement. Ils ont fait écho aux réserves existantes à l'intérieur même du camp chrétien-démocrate, insistant sur l'importance de la tradition atlantiste de la CDU. Des références à la politique étrangère d'Helmut Kohl ont également été mises en avant pour souligner le contraste. Néanmoins, il convient de préciser que cette situation n'a rien d'exceptionnelle en Allemagne. La grande presse, au-delà de ses sensibilités, a une pratique d'indépendance dans le traitement de l'actualité par rapport aux clivages partisans. Sa distance à l'égard du personnel politique est nettement plus marquée qu'en France ou au Royaume-Uni. Il est fréquent que les éditoriaux des journaux dits de gauche ou de droite adoptent un ton critique à l'égard de décisions émanant de la sensibilité politique qu'ils sont supposés incarner ou exprimer, et inversement⁷¹.

⁷⁰ Entretien téléphonique auprès d'un journaliste français, correspondant de presse en Allemagne (Berlin), septembre 2012.

⁷¹ S'agissant des relations avec les États-Unis, Gerhard Schroeder a par exemple été critiqué pour la teneur de ses propos envers Washington lors du conflit irakien de 2003. De même, la presse allemande a porté un jugement assez négatif sur les premiers temps de la relation nouée par Angela Merkel avec Barack Obama.

La subjectivation du conflit dans les trois pays étudiés peut également être abordée au travers des positions différentes exprimées à l'égard du rôle des États-Unis et de la coordination des opérations militaires par l'OTAN. Pour des raisons historiques, la France entretient une relation complexe avec l'OTAN et un souci d'indépendance affirmée par rapport à la politique extérieure américaine. Cela s'est traduit à plusieurs niveaux pendant la crise libyenne. Lors d'une conférence de presse où ils s'exprimaient tous les deux, le 1^{er} septembre 2011, David Cameron a souligné le rôle des États-Unis dans le succès militaire de la coalition, tandis que Nicolas Sarkozy n'a fait aucune mention des États-Unis durant son intervention, se contentant de citer les Alliés. De même, alors que la France s'est montrée peu favorable à l'attribution de la conduite des opérations militaires à l'OTAN, édulcorant largement l'importance de cette dernière dans sa communication officielle, le gouvernement britannique a valorisé son influence à l'intérieur de l'organisation. Comme le montrent les débats récurrents sur la construction d'une défense européenne plus intégrée, la position ambivalente de la France se heurte souvent à l'atlantisme revendiqué du Royaume-Uni, mais aussi à celui très ancré de l'Allemagne comme de la plupart des autres pays européens. Le tropisme français à l'endroit du couple franco-allemand a tendance à faire oublier, vu de Paris, le fort penchant atlantiste de l'Allemagne en matière diplomatique et stratégique. « *Pour de nombreux dirigeants allemands, il y a le conjoint français, les cousins européens et le grand frère américain* »⁷².

Dans ce contexte, la presse des trois pays a rapporté différemment le rôle de l'OTAN et des États-Unis dans le conflit. À l'image de *Der Spiegel*, dont la ligne pro-atlantiste assumée est notoire, les journaux allemands ont accueilli favorablement la décision du passage sous commandement de l'OTAN des opérations militaires en Libye et ont ensuite caractérisé de manière quasi-systématique l'intervention comme étant un engagement de l'Alliance. Dans la presse britannique, le rôle joué par les troupes domestiques a conservé une place de choix dans le traitement du conflit, mais l'implication de l'OTAN a été présentée positivement. Sur la base de témoignages d'officiers, *The Sunday Times* avait même exprimé clairement ses réserves sur la première partie de la stratégie militaire du gouvernement hors de l'organisation. Dans son ensemble, la presse française, si elle n'a pas critiqué le recours à l'OTAN, n'a pas pour autant valorisé son action, sauf pour souligner son avantage en termes de coordination des forces en présence. Ainsi, l'exposition des faits et les analyses développées ont eu souvent tendance à privilégier une lecture « nationale en coalition » plus que « multilatérale » des aspects du conflit.

De ce point de vue, les médias interviennent au premier plan du processus de subjectivation. À la mi-septembre 2011, lors de la visite conjointe de Nicolas Sarkozy et de David Cameron à Benghazi, la *BBC* a relaté les choses de telle manière que l'on pouvait être amené à penser que le président français « accompagnait » son homologue britannique (cadre, images, paroles). Inversement, en France, dans les reportages des principaux médias audiovisuels, la présence de David Cameron était presque mise au second plan. Ce jour-là, pour les commentateurs de l'Hexagone, « *c'est la France qui était accueillie et célébrée par Benghazi* ». Ceci étant posé, il serait abusif de tirer la conclusion que les médias, en participant à la réappropriation subjective des faits, sont des « victimes consentantes » de la communication institutionnelle et politique. La construction de l'information résulte de mécanismes d'interaction qui ne peuvent être lus de manière univoque. Ce serait aussi une interprétation erronée que de penser que les journalistes font preuve, plus ou moins consciemment, d'un certain chauvinisme. Généralement, ils ne manquent pas de présenter avec une objectivité louable d'autres regards, même si la prise en compte de la complexité des récits d'un même événement est davantage l'apanage de la presse écrite pour ce qui est du détail des analyses et des enjeux. L'explication est plutôt à trouver dans la relativité des points de vue qui

⁷² Entretien téléphonique auprès d'un journaliste français, correspondant de presse en Allemagne (Berlin), septembre 2012.

caractérise à l'échelle nationale l'appréhension des faits internationaux, et en particulier des conflits armés⁷³.

Conclusion

Si l'on procède à une évaluation rapide, on peut remarquer que les grands traits du conflit en Libye ont fait l'objet d'un assez large consensus médiatique, au-delà des nuances qu'il convient d'apporter à ce constat. Globalement, l'intervention a été présentée par les principaux médias des pays comparés comme une « guerre juste »⁷⁴, légitime et à risques militaires mesurés, en dépit des questions soulevées quant à son opportunité (réserves politiques diverses). Et même si ses buts politico-militaires, notamment ceux plus ou moins éludés par la communication officielle – enjeux économiques, destitution du régime de Mouammar Kadhafi – ont été amplement discutés, avec des degrés différents selon les médias, ils ont été clairement et unanimement explicités. Ainsi, il est notable que l'intervention ait été *in fine* présentée comme un succès dans les différents journaux étudiés, avec toutefois des réserves et des interrogations sur le processus de transition démocratique et de reconstruction de la Libye⁷⁵. Dans un article-bilan consacré au conflit publié quelques jours avant la fin officielle du mandat de l'OTAN, *Die Zeit*, résumant l'opinion des grands médias allemands, titrait par exemple que « cette guerre était juste »⁷⁶.

Contrairement à l'intervention de l'OTAN au Kosovo, non seulement les divergences sur les trois points évoqués concernant le bilan du conflit – « guerre juste », légitime et à risques militaires mesurés – n'ont pas engendré de clivages profonds parmi les médias, mais la couverture médiatique du sujet n'a pas suscité de débats critiques *a posteriori*. Deux raisons principales, confirmées par les entretiens réalisés, expliquent cette configuration. D'une part, la communication institutionnelle et politique a été plutôt bien maîtrisée, tout au moins n'a-t-elle pas reproduit les erreurs du conflit au Kosovo. Consciente que les informations provenant du terrain circulaient aisément (vidéos postées par les rebelles sur *Internet*, accès des journalistes) et que la propagande de guerre du régime libyen représentait un danger, l'OTAN a fait le choix d'une politique de communication offensive. L'objectif affiché par l'organisation à travers cette évolution sur le plan de la communication était double. Le premier était de rester « audible » et « visible » dans le flux des données générées par le conflit, notamment dans le contexte d'un usage généralisé des TNIC⁷⁷. Le second, plus stratégique, était de ne pas prêter le flanc aux critiques sur la transparence des opérations militaires, afin de limiter les possibilités pour la propagande adverse d'occuper le « vide informationnel » éventuellement laissé. À cet égard, les responsables institutionnels interrogés ont fait part de leur satisfaction quant à leur propre travail de communication, de même qu'ils ont jugé positivement la

⁷³ Après la chute de Tripoli, *Le Figaro* a proposé un sondage en ligne à son lectorat interrogeant sur le bien-fondé de l'intervention militaire (24/08/2011). À la question « *L'Otan a-t-elle eu raison d'intervenir en Libye ?* », sur 32 861 votants, 65 % ont répondu « oui » contre 35 % « non ».

⁷⁴ Pour une discussion pertinente sur la notion de « guerre juste » et ses usages, voir *Raisons politiques*, « Guerres Justes », Dossier coordonné par Daniel BRUNSTETTER et Jean-Vincent HOLEINDRE, n° 45, 2012/1.

⁷⁵ Sur la situation sociopolitique en Libye depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi, on pourra se reporter avec intérêt à une remarquable enquête réalisée par un chercheur allemand. Wolfram LACHER, *Bruchlinien der Revolution. Akteure, Lager und Konflikte im neuen Libyen*, Berlin, SWP-Studie, März 2013.

http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/studien/2013_S05_lac.pdf

⁷⁶ Andrea BÖHN, Jochen BITTNER, « Dieser Krieg War Gerecht », *Die Zeit*, 27/10/2011.

⁷⁷ Une veille rétrospective aléatoire a permis de constater que les écrits d'opinions diffusés sur *Internet* avaient été assez majoritairement critiques de l'intervention en Libye. On note une surreprésentation de messages ou de textes évoquant une « manipulation » de l'opinion publique dans le processus de légitimation de la guerre. Largement privés de relais dans les médias traditionnels, les militants de multiples tendances opposées à l'opération ou sceptiques quant à ses desseins – pacifistes, anti-propagandistes, membres de partis extrêmes, groupes pro-arabes, apôtres des théories du complot – ont beaucoup investi les divers canaux de publicisation en ligne pour mener une contre-offensive médiatique. Néanmoins, de l'avis de plusieurs interlocuteurs interrogés, l'impact de ces commentaires sur l'information produite par les journalistes professionnels, comme sur la communication institutionnelle, n'a eu que peu d'impact, notamment en raison d'une visibilité et d'une crédibilité limitées (lectorat ciblé et dimension militante).

couverture médiatique de la séquence étudiée, c'est-à-dire « *équilibrée et de qualité sur le fond* ». Sauf à considérer que les journalistes sont des individus déculturés, hors des influences diverses de la société dont ils sont issus, les modes de production et de sélection de l'information sont nécessairement le fruit de l'exercice d'une « rationalité subjective » pour reprendre la notion développée par Raymond Boudon⁷⁸. Si les acteurs pensent, croient, agissent d'une certaine manière, c'est qu'ils ont de « bonnes raisons », en fonction de leur socialisation, de leurs convictions et de leurs intérêts de penser, de croire ou d'agir ainsi. Concrètement, dans leur ensemble, les journalistes occidentaux n'ont pas critiqué outre-mesure le bien-fondé de l'intervention en Libye, dénoncée par Mouammar Kadhafi comme une guerre impérialiste, car un consensus rationnel de valeurs existait sur le caractère anti-démocratique et violent du régime libyen. L'empathie spontanée envers les souffrances des populations civiles menacées de répression s'est avérée être également un puissant élément fédérateur. En intégrant pleinement les implications de cette idée, on peut avancer que certaines appréciations négatives sur les médias proviennent d'un malentendu sur le travail d'information. En effet, il n'est pas un exercice philosophique de questionnement de l'actualité, il est avant tout destiné à la montrer et à la commenter à partir d'un espace hiérarchisé de significations, avec toutes les limites que cela suppose. Par ailleurs, au-delà des conditions d'exercice du métier de grand reporter toujours difficile dans l'absolu, la guerre en Libye a été « facile à couvrir » pour les journalistes en termes d'accès à l'information, par comparaison avec d'autres terrains d'opérations.

De manière générale, il est cependant complexe d'établir des schémas-types quant au lien entre l'évaluation de la couverture médiatique d'un conflit et ce qui ressort de son traitement, tant les configurations sont diverses. En Irak (2003), les médias américains ont longtemps soutenu la guerre, alors même que les conditions d'un exercice satisfaisant de leur métier étaient plus que limitées, en partie du fait d'un filtrage strict des informations officielles. Au Kosovo, la couverture médiatique a posé de nombreux problèmes et amené à un traitement critique des événements. En Afghanistan, la relation entre les deux dimensions précédemment évoquées a été mouvante dans le temps. Au Mali (2013), le travail des journalistes est rendu très difficile sur le terrain, alors même que l'intervention faisait l'objet d'un relatif consensus. Chacune de ces situations est le produit particulier d'une conjonction de facteurs, dont il est complexe d'isoler des logiques car ces facteurs sont nombreux et diversement liés entre eux. La nature d'une opération (aérienne et/ou terrestre et/ou navale) n'implique pas les mêmes risques pour les troupes engagées, et donc le même potentiel de défiance en cas de pertes humaines. Les modalités d'une intervention (multilatérale ou unilatérale) modifient ses implications diplomatiques et stratégiques. La légitimité d'un engagement militaire (raisons économiques et sécuritaires) et la capacité des dirigeants à convaincre de sa justification politique conditionnent une part conséquente du cadre de sa discussion. Le niveau d'accès des journalistes au terrain, comme la transparence de la communication officielle qui renvoie à des enjeux démocratiques, jouent un rôle conséquent dans la construction de la lecture des événements. Des variables comme l'empathie pour les victimes ou l'existence d'un ennemi « mobilisateur » contribuent également à déterminer l'appréhension d'un conflit.

L'exemple de la guerre au Mali éclaire un dernier élément, devenu une donnée récurrente de la communication opérationnelle. L'interdiction intimée aux journalistes d'approcher les zones de combat est justifiée par les risques élevés d'enlèvement, l'adversaire non-étatique usant de ce procédé non-conventionnel comme d'une arme à part entière. Mais au-delà de cette raison et d'autres motivations compréhensibles (enjeux tactiques, complexité de garantir la sécurité de reporters dans un contexte de manœuvres délicates), la mise à distance des médias s'explique aussi par une volonté d'euphémisation des combats. « *Pour des raisons de propagande, cette mise à distance des médias existe depuis la guerre du*

⁷⁸ Raymond BOUDON, *L'idéologie*, Paris, Fayard, 1986.

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

*Golfe. [...] Depuis cette époque, on sait qu'on peut gagner la guerre sur le terrain et la perdre sur le front des opinions publiques qui ne sont plus habituées à voir des morts en temps de paix. Les horreurs inhérentes à la guerre sont devenues quelque chose d'inadmissible »*⁷⁹. De ce point de vue, en termes de perception, l'intervention en Libye a bénéficié d'une situation particulièrement favorable. Tout d'abord, il n'y a eu aucune victime à déplorer dans le camp allié. Ensuite, non seulement l'opération a évité des représailles massives contre les insurgés et leurs soutiens, mais la géographie du terrain a limité les dégâts collatéraux des frappes aériennes pour les populations civiles. Enfin, aidée involontairement par le régime libyen qui a tout fait pour censurer les données relatives à ses pertes combattantes afin ne pas déprimer ses affidés, l'OTAN n'a pas eu à se préoccuper beaucoup de la gestion des conséquences de ses opérations. À cet égard, il est frappant de constater le silence (quasi-unanime) des médias des pays de la coalition à propos du sort des militaires et miliciens restés fidèles, par contrainte ou conviction, au régime de Kadhafi. Dans ce conflit, la réalité de la guerre exposée dans les médias fut grandement elliptique ; elle fut davantage « écrite » que « décrite ».

⁷⁹ Extrait d'un entretien de Laurent Gervereau, président de l'Institut des images et responsable du site *Decryptimages*, cité dans François BEGUIN, « Quelles images montrer de la guerre au Mali ? », *LeMonde.fr*, 16/01/2013.

■ CONCLUSION

Pierre RAZOUX

Directeur de recherches chargé du domaine « sécurité régionale » à l'IRSEM

Que retenir de ces quelques articles ? Qu'en matière de sources ouvertes, peu d'ouvrages ou d'articles ont été consacrés à l'analyse des opérations militaires et aux enseignements que l'on peut en retirer. Si ceux qui s'y sont intéressés ont reconnu l'utilité de la puissance aérienne (*Air Power*) pour intervenir en Libye, ils en ont également souligné les limites. Les questions théoriques liées à la responsabilité de protéger et au processus de formation des États ont inspiré bien davantage les chercheurs. Ces derniers restent dans l'ensemble assez critiques sur le droit d'ingérence, tout comme sur les conséquences de la crise libyenne, soulignant les risques induits par le vide créé par la disparition de l'ancien régime. Nombreux sont ceux qui doutent de la capacité des nouvelles autorités libyennes à mettre en place un régime stable et démocratique. Ce constat n'est peut-être pas sans lien avec la réticence de la communauté internationale à s'engager en Syrie, au-delà des rodomontades de Damas et Téhéran et de l'opposition systématique de Moscou et de Pékin. Globalement, l'étude de la crise libyenne n'a suscité qu'un intérêt très limité outre-Atlantique, sans doute parce que l'administration américaine s'est rapidement mise en retrait et n'a pas souhaité assurer la direction de la coalition. De fait, le changement de régime en Libye n'est pas apparu comme une victoire des États-Unis, *a fortiori* pour une population américaine lassée des guerres expéditionnaires et marquée par l'attaque de son consulat à Benghazi. C'est en France et au Royaume-Uni que les publications ont été les plus nombreuses, témoignant du rôle important joué par ces deux États pendant cette crise. En France, pour la première fois, l'institution militaire s'est ouverte au plus haut niveau à un auteur pour témoigner de l'engagement des forces françaises dans une opération extérieure, apportant ainsi aux chercheurs un matériau d'une richesse remarquable. Renouvellera-t-elle l'expérience ?

Pour le général Maurice de Langlois, l'opération *Unified Protector* fut incontestablement une réussite militaire de l'OTAN, qui a toutefois illustré l'effacement relatif des États-Unis et la fracture politique entre Européens, aussi bien au sein de l'Alliance atlantique que de l'Union européenne. La politique étrangère de l'UE, peu visible, a fait preuve d'incohérence, alors qu'elle disposait de réels atouts. Le couple franco-britannique en a profité pour cimenter sa relation. Les Européens, qu'ils appartiennent à l'une ou l'autre (ou l'une et l'autre) de ces deux organisations, doivent devenir davantage responsables de leur défense et combler leurs lacunes capacitaires, afin d'apparaître comme des partenaires fiables et crédibles aux yeux des Américains. Compte tenu du faible niveau d'ambition politique de certains États européens, c'est à ceux qui souhaitent exercer leurs responsabilités de se regrouper et d'avancer, dans l'esprit de la coopération structurée permanente établie par le traité de Lisbonne.

S'agissant des enseignements applicables à l'OTAN, il est intéressant de rapporter l'opinion du général canadien Charles Bouchard, en charge de l'opération *Unified Protector*, interviewé au Collège de défense de l'OTAN, à Rome, le 20 octobre 2011. Le général Bouchard estimait que son principal objectif avait consisté à maintenir à tout prix la crédibilité de l'OTAN et la cohésion de la mission, dans un contexte politico-diplomatique très tendu, en négociant en permanence avec les ministres de la Défense et les chefs d'état-major des pays engagés les restrictions opérationnelles « nationales » (*caveats*) handicapant très sérieusement la bonne conduite des opérations. À plusieurs reprises, des missions avaient été annulées cinq minutes avant leur déclenchement sur appel impérieux de l'un ou l'autre des CEMA. Le général Bouchard a également regretté le nombre insuffisant d'officiers d'état-major affectés pour la mission au

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

Joint Force Command de Naples, l'absence de capacité de ciblage propre à l'Alliance, tout comme les problèmes de fusion du renseignement liés à des restrictions nationales et des niveaux de protection différents. Il a néanmoins vanté l'excellente contribution des Émiriens, des Qataris, des Jordaniens, mais surtout des Suédois qui avaient déployé en Italie plusieurs chasseurs Grippen équipés de nacelles de reconnaissance très performantes, qui se sont avérés très utiles pour évaluer les dommages des raids de l'OTAN et raccourcir le processus d'identification de nouvelles cibles. Il a insisté sur le fait que l'OTAN n'avait jamais fait d'appui-feu rapproché (*close air support*) au profit des forces rebelles (par absence volontaire – pour raisons politiques – de coordination entre moyens terrestres et aériens), se contentant de frappes (*strike*) pendant toute la durée de la mission.

Pour Maya Kandel, la gestion de la crise libyenne signale une évolution dans le sens d'un meilleur partage du fardeau entre l'Amérique et ses alliés. Les modalités de la participation américaine pourraient bien se retrouver dans des opérations futures que les Américains ne souhaiteraient pas conduire eux-mêmes. L'exemple de l'assistance américaine à la France dans le cadre de l'opération *Serval*, au Mali, va dans ce sens. Ce pourrait être également le cas demain au Liban ou en Syrie. Les États-Unis conservent néanmoins la capacité à reprendre la direction des opérations si leurs intérêts vitaux étaient menacés (Israël, Égypte, Golfe). Cette évolution est en adéquation avec une Amérique en retrait, au budget militaire en baisse et à la population réticente aux aventures extérieures. Elle est également compatible avec le pivot vers l'Asie prôné par le président Obama. L'autre grande leçon de la crise libyenne, c'est l'utilité de la structure de l'OTAN qui permet à Washington de disposer d'un outil adapté à sa nouvelle politique interventionniste à géométrie variable. Dernier enseignement notable : l'administration américaine a pu jauger le volontarisme et les capacités de certains de ses alliés européens, mais aussi prendre pleinement conscience de leurs lacunes capacitaires. Au bout du compte, cette crise semble avoir renforcé les liens fonctionnels entre Washington, Londres et Paris, au détriment de l'axe Berlin-Bruxelles. Maya Kandel conclut en posant la question suivante : n'est-il pas temps pour Washington de mettre en place de nouvelles procédures pour l'échange d'informations sensibles jusque-là réservées au seul club des *Five Eyes* (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie & Nouvelle-Zélande) ?

Pour Flavien Bourrat, l'impact de la crise libyenne sur les autres pays du Maghreb est loin d'être terminé. La perte de contrôle par les nouvelles autorités de tout le sud de la Libye reste un motif majeur de préoccupation pour des voisins comme l'Algérie et la Tunisie qui font face eux-mêmes à une transition politique intérieure incertaine et à la déstabilisation d'un ensemble géopolitique plus vaste qui s'étend jusqu'à l'Afrique subsaharienne. Ce vide exacerbe la question touarègue, comme en témoigne la situation au Mali et au Niger. Si le Maroc paraît relativement à l'abri des répercussions de la crise libyenne, la Tunisie est en revanche plus affectée (prosélytisme religieux, trafic d'armes, présence de combattants, appel au djihad), même si la Libye représente toujours pour elle un formidable débouché économique qui fait vivre 10 % de sa population. C'est en fait l'Algérie qui est la plus exposée aux conséquences sécuritaires de la crise libyenne, comme en ont témoigné les attaques contre les sites gaziers d'In Amenas et d'Edjeleh. Pour réduire l'impact régional de la crise libyenne en passe de devenir structurelle, les États maghrébins devraient partager leurs visions respectives et mettre en commun leurs efforts. L'absence d'une véritable confiance entre eux rend pour le moment aléatoire toute dynamique allant dans ce sens.

Le colonel Michel Goya, après avoir constaté le succès de l'intervention militaire en Libye, rappelle que quand on ne fixe pas la victoire comme objectif, il est rare que celle-ci vienne d'elle-même. Il rappelle également que la décision s'obtient toujours au sol – même si l'action aérienne est indispensable – et que la pleine efficacité militaire suppose la combinaison optimale d'une force de renseignement, d'une force de frappe dans la troisième dimension et d'une force d'assaut agissant au sol. Il souligne le rétrécissement de

toute mission militaire au plus petit dénominateur commun politiquement acceptable, dès lors que l'action s'exerce dans un cadre multinational contraignant. Ce constat lui fait poser la question de l'adéquation entre d'une part la volonté de limiter à tout prix les pertes et les dommages collatéraux, et d'autre part la durée des opérations, au risque de voir celles-ci s'enliser au détriment de la population. Il s'interroge aussi sur la rentabilité de systèmes d'armes ultracoûteux, face à une profusion de cibles à bas coût et de faible valeur symbolique ou militaire. Michel Goya conclut en rappelant que la guerre « à l'américaine » nécessite les moyens américains et qu'en leur absence, il convient de penser les opérations différemment. Pour lui, l'opération *Serval* au Mali représente l'envers des opérations de Libye.

Après avoir posé très précisément les caractéristiques géographiques du théâtre d'opération libyen, Laurent Henninger articule sa réflexion sur la manière d'y conduire la guerre autour des concepts qui lui sont chers d'espace fluide et d'espace solide. Il souligne en effet les nombreuses similitudes entre espaces maritimes et désertiques qu'il estime tous deux « fluides », alors que seule la bande côtière et les oasis de l'arrière pays forment un espace « solide ». Sa démonstration originale est convaincante. Elle souligne l'importance cardinale de la logistique démultipliée en milieu désertique (et par là même de la gestion délicate de l'élongation des lignes de communication), des forces légères (moins gourmandes en logistique), de la chaîne médicale (pour compenser l'absence d'hôpitaux civils et traiter les brûlures, insolation et déshydratations plus fréquentes qu'ailleurs), des moyens de reconnaissance, des mines et retranchements (pour interdire les quelques points de passage obligés), de l'artillerie (pour saturer ces mêmes points de passage), de l'aviation et de la haute technologie pour compenser les contraintes propres à ce milieu particulier (notamment pour détecter l'adversaire le premier). Laurent Henninger rappelle que c'est en Libye que fut utilisée la première fois l'arme aérienne, en 1911, lors de la conquête coloniale italienne, un siècle exactement avant le conflit de 2011. S'agissant du combat mécanisé, il conclut à la supériorité de la chenille sur la roue dans un milieu désertique comme la Libye et souligne les nombreuses similitudes entre les opérations terrestres de la Deuxième Guerre mondiale (1940-1943) et celles conduites par les forces rebelles et loyalistes en 2011. Chaque fois, les belligérants se sont battus pour le contrôle de quelques carrefours stratégiques (Brega et Ras Lanouf en 2011), alternant les cavalcades débridées sur plusieurs centaines de kilomètres, dans un sens puis dans l'autre, donnant ainsi l'impression d'un mouvement de yo-yo. Pour l'auteur, les affrontements de 2011 préfigurent ceux qui se dérouleront dix-huit mois plus tard au Mali.

Pour David Delfolie, la couverture médiatique de la crise libyenne s'est avérée relativement homogène en France, au Royaume-Uni et en Allemagne, même si la marque des logiques nationales reste perceptible, qu'elle émane du poids de l'histoire ou de considérations de politique intérieure (soutenir ou fragiliser le pouvoir en place). Cela s'explique pour lui par le très large consensus au sein des opinions publiques sur le caractère juste de l'intervention militaire (65 % des Français favorables à celle-ci), par la personnalité honnie de Kadhafi, par le soutien de la communauté internationale (notamment des pays arabes), par l'existence d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, par l'absence de pertes au sein de la coalition et par le nombre limité de dégâts collatéraux. Le travail des journalistes s'est avéré relativement aisé car ils ont eu un accès libre aux deux camps, chacun ayant intérêt à leur présence pour valider sa propre stratégie de communication vis-à-vis de l'opinion publique internationale. À cet égard et contrairement à ce qui s'était passé lors de la crise du Kosovo, la communication opérationnelle « offensive, précise et dynamique » de l'OTAN s'est rapidement imposée, les journalistes présents ne constatant aucune incohérence majeure entre ce qu'ils pouvaient observer sur le terrain et les informations fournies par l'Alliance. La reconnaissance immédiate d'erreurs par l'OTAN n'a fait qu'accroître sa crédibilité auprès des journalistes. Après avoir constaté l'accélération du « temps médiatique » qui ne favorise pas la prise de

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

recul et impose aux journalistes de ne traiter que les aspects les plus centraux d'un conflit, David Delfolie estime que ceux-ci passent à côté de leur raison d'être (présenter le conflit dans sa diversité et sa complexité) et ne parviennent dès lors pas à se démarquer des autres supports médiatiques. Il regrette que les difficultés économiques de la presse écrite l'aient amené à réduire les sections consacrées aux affaires internationales, plus coûteuses à alimenter en reportage *in situ* et moins porteuses en termes de fidélisation du lectorat. La couverture de la crise libyenne n'a pas fait exception à cette règle.

Au bout du compte, il est bien difficile de prévoir aujourd'hui toutes les conséquences de la crise libyenne et de cerner l'évolution du nouveau régime en place à Tripoli, même si la Libye demeure un pont entre Maghreb et Machrek. La Libye deviendra-t-elle un État stable et relativement démocratique, comme le souhaitent ses voisins et ses partenaires occidentaux ? Une république islamo-conservatrice ouverte à la globalisation économique, comme le souhaitent les autorités turques ? Une fédération ou une confédération ? Une juxtaposition de tribus ? Un émirat pétrolier islamique reproduisant en Méditerranée le schéma des pétromonarchies du Golfe, comme l'imaginait sans doute initialement l'émir du Qatar ? Ou bien une zone de non droit, chaotique, parsemée de villes plus ou moins indépendantes, offrant un havre aux djihadistes et trafiquants en tout genre (à l'instar de ce qu'est en train de devenir la péninsule du Sinaï, en Égypte) ? La réponse dépendra probablement en grande partie de l'évolution politique, sociale et économique de ses voisins, de l'évolution du marché pétrolier (car le contrôle de la rente pétrolière demeure l'objectif majeur de ceux qui se disputent le pouvoir en Libye), de la nécessaire redéfinition des relations entre peuples du Maghreb et peuples de la région sahélo-saharienne, mais aussi et surtout de la transformation d'un monde arabe de plus en plus fragmenté, plus que jamais à la recherche de son identité.

ANNEXE 1

CHRONOLOGIE DE LA CRISE LIBYENNE

Année 2011

14 janvier : Chute du président Ben Ali en Tunisie.

11 février : Chute du président Moubarak en Égypte.

16 février : Début du soulèvement populaire en Libye.

17 février : Adoption de la Résolution 1970 du Conseil de sécurité de l'ONU gelant les avoirs financiers du clan Kadhafi et imposant un embargo sur les ventes d'armes à la Libye.

20 février : La rébellion s'étend aux principales villes libyennes. Benghazi devient le fief de la rébellion.

27 février : Le Conseil national de transition (CNT) devient le porte-parole politique de la rébellion. Moustafa Abdel Jalil en assure la direction.

6 mars : Début de la contre-offensive du colonel Kadhafi.

10 mars : La France reconnaît implicitement le CNT.

17 mars : Adoption de la Résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU donnant mandat à la communauté internationale pour protéger les populations civiles par tous les moyens possibles en établissant une zone d'exclusion aérienne au-dessus du territoire libyen. La Ligue arabe suspend la Libye et appelle Kadhafi à cesser ses exactions.

19 mars : Déclenchement des opérations militaires *Odyssey Dawn* (États-Unis), *Harmattan* (France), *Ellamy* (Royaume-Uni) et *Mobile* (Canada) en Libye en application de la Résolution 1973. Premières frappes françaises au sud de Benghazi.

20 mars : Pluie de missiles *Tomahawk* contre des cibles militaires sensibles libyennes. Les capacités aériennes et antiaériennes libyennes sont neutralisées.

22 mars : Le Groupe aéronaval du *Charles de Gaulle* est opérationnel au large de la Libye.

23 mars : Déclenchement de l'opération de l'OTAN *Unified Protector*.

28 mars : Le Qatar est le premier État arabe à reconnaître le CNT.

29 mars : Début du siège de Misrata par les forces loyalistes libyennes.

30 mars : Les forces loyalistes libyennes reprennent Ras Lanouf et Brega. Le front terrestre va se stabiliser dans ce secteur jusqu'à l'été.

31 mars : L'OTAN prend le relai des états-majors nationaux pour conduire et coordonner l'ensemble des opérations militaires en Libye. Les frappes contre les cibles militaires libyennes s'intensifient.

10 avril : Échec d'une offensive loyaliste en direction d'Ajdabiya, en direction de Benghazi.

10 mai : Les forces rebelles regagnent du terrain et desserrent l'étau loyaliste autour de Misrata.

22 mai : L'UE établit un bureau de liaison avec le CNT à Benghazi.

Courant mai : L'OTAN intensifie ses frappes contre les infrastructures de commandement des forces loyalistes au régime Kadhafi.

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

3-4 juin : Début des opérations du groupement aéromobile français basé à bord du *Tonnerre* et des hélicoptères de combat britanniques basés à bord de l'*HMS Ocean*.

7 juin : La France reconnaît officiellement le CNT comme représentant légitime du peuple libyen, suivie par le Royaume-Uni, les États-Unis et la plupart des États engagés dans l'opération *Unified Protector*.

3-14 juin : Les forces rebelles libyennes gagnent du terrain dans la région du djebel Nafoussa.

6 juillet : Les forces rebelles lancent une première offensive conjointe en direction de Tripoli, depuis le djebel Nafoussa et Misrata. L'offensive patine.

13 juillet : Contre-attaque des forces loyalistes depuis Tripoli. Misrata toujours assiégée.

18 juillet : Les forces rebelles reprennent le contrôle de Brega, mais sont repoussées devant Ras Lanouf.

28 juillet : Assassinat d'Abdul Fatah Younes (ancien cacique du régime), chef militaire de la rébellion.

13 août : Les forces rebelles lancent une offensive en direction de la côte depuis le djebel Nafoussa, puis se rapprochent de Tripoli. Intensification des frappes de l'OTAN.

20-23 août : Les forces rebelles s'emparent par surprise de Tripoli, à l'issue d'une offensive éclair coordonnée avec les mouvements de résistance agissant depuis l'intérieur de la capitale libyenne. Les forces parties de Misrata font leur jonction avec celles qui se sont emparées de Tripoli. Les forces parties de Brega s'emparent de Ras Lanouf.

29 août : Une partie de la famille de Kadhafi se réfugie en Algérie. Une autre partie du clan Kadhafi fuit la Libye par la frontière nigériane. Les forces rebelles et l'OTAN se mettent à la recherche de Kadhafi et de ses fils.

16 septembre : Les forces du CNT parviennent jusqu'à Syrte et font le siège de la ville.

20 septembre : L'Union africaine reconnaît le CNT.

24 septembre-20 octobre : Bataille de Syrte.

20 octobre : Kadhafi et son fils Moutassim sont tués aux abords de Syrte.

23 octobre : Le CNT proclame la fin de l'insurrection libyenne.

31 octobre : L'OTAN met fin officiellement à l'opération *Unified Protector*.

19 novembre : Arrestation de Saïf al-Islam, fils et dauphin putatif de Muammar Kadhafi.

Décembre : Les milices libyennes refusent de rendre leurs armes. L'insécurité règne en Libye.

Année 2012

23-25 janvier : Révolte de la tribu des Bani Walid.

7 juillet : Élection du Congrès général national libyen.

8 août : Le CNT transmet le pouvoir au Congrès général national libyen.

11 septembre : Attentat meurtrier contre le consulat américain de Benghazi – La situation demeure très instable en Libye (525 assassinats en 2012).

Année 2013

23 avril : Attaque contre l'ambassade de France à Tripoli.

ANNEXE 2

LES MOYENS MILITAIRES ENGAGÉS DANS L'INTERVENTION EN LIBYE

60 navires de guerre (dont 1 porte-avions, 1 porte-aéronefs, 8 BPC, 6 destroyers, 19 frégates, 6 sous-marins nucléaires et 2 sous-marins classiques).

216 avions de combat (60 F-16, 26 Mirage 2000, 24 Tornado, 18 Rafale, 17 F-18, 12 Eurofighter, 12 AV-8B, 10 F-15E, 8 Grippen, 6 Super Etendard, 6 A-10, 4 A-6, 4 AMX, 3 B-2, 2 B-1B, 2 AC-130, 2 Mirage F-1CR).

84 avions de support (dont 36 ravitailleurs en vol) et environ 80 hélicoptères.

États-Unis :

17 navires de guerre, dont 1 navire de commandement (*Mount Whitney*), 5 navires d'assaut amphibie (*Kearsarge, Bataan, Mesa Verde, Whidbey Island, Ponce*), 3 destroyers (*Barry, Stout, Mahan*), 1 frégate (*Halyburton*), 2 sous-marins nucléaires d'attaque (*Providence, Scranton*) et 1 sous-marin nucléaire « frappeur » équipé de 160 missiles de croisière (*Florida*).

56 avions de combat (20 F-16C, 10 F-15E, 6 A-10, 5 EA-18G, 4 EA-6B, 4 AV-8B, 3 B-2, 2 B-1B, 2 AC-130).

43 avions de support (20 KC-135, 5 P-3, 4 KC-10, 3 E-3, 3 E-8C, 2 EC-130, 2 V-22, 2 U-2, 1 KC-130, 1 RC-135).

Une trentaine d'hélicoptères embarqués.

France :

10 navires de guerre, dont 1 porte-avions (*Charles de Gaulle*), 1 BPC (*Tonnerre*), 6 frégates (*Aconit, Chevalier Paul, Courbet, Duplex, Georges Leygues, Jean Bart*) et 1 sous-marin nucléaire d'attaque (*Améthyste*).

40 avions de combat (18 Rafale – dont 10 M de l'Aéronautique navale, 14 Mirage 2000, 6 Super Etendard, 2 Mirage F-1CR).

12 avions de support (6 C-135, 2 Atlantique-2, 2 E-2C, 1 E-3F, 1 C-160G).

27 hélicoptères (14 Gazelle, 4 Tigre, 3 Puma, 4 Dauphin, 2 Caracal).

Royaume-Uni :

12 navires de guerre, dont 1 BPC (*Ocean*), 2 destroyers (*Liverpool, Cumberland*), 2 frégates (*Iron Duke, Sutherland*) et 2 sous-marins nucléaires d'attaque (*Triumph, Turbulent*).

24 avions de combat (16 Tornado, 8 Eurofighter).

6 avions de support (3 E-3D, 2 VC-10, 1 Sentinel R1).

15 hélicoptères (6 Lynx, 5 Apache, 4 Merlin).

Mise à disposition de la base aérienne chypriote d'Akrotiri.

Italie :

6 navires de guerre, dont 1 porte-aéronefs (*Garibaldi*), 1 destroyer (*Andrea Doria*) et 1 frégate (*Libeccio*).

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

24 avions de combat (8 Tornado, 8 AV-8B, 4 Eurofighter, 4 AMX).

7 hélicoptères (4 Merlin, 2 AB-212, 1 NH-90)

Mise à disposition des bases aériennes d'Aviano, Amendola, Gioia del Colle, Decimomannu, Trapani, Pantelleria, Capodichino et Sigonella.

Canada :

2 frégates (*Charlottetown, Vancouver*), **6 chasseurs F-18** et 8 avions de support (2 C-177, 2 C-130J, 2 C-150, 2 P-140 Aurora).

Espagne :

1 frégate (*Mendez Nunez*), **1 sous-marin classique** (*Tramontana*), **6 chasseurs F-18** et 1 avion de patrouille maritime CN-235.

Pays-Bas :

2 chasseurs de mines et **6 chasseurs F-16**.

Belgique :

1 chasseur de mines et **6 chasseurs F-16**.

Danemark :

6 chasseurs F-16 et **1 avions de support** C-130J.

Norvège :

6 chasseurs F-16 et **2 avions de support** C-130J.

Grèce :

1 frégate (*Limnos*), **4 chasseurs F-16** et 1 avion de guet aérien Embraer R-99.

Mise à disposition des bases aériennes d'Araxos, Aktion, Andravida et Suda.

Turquie :

5 navires de guerre, dont 3 frégates (*Giresun, Gemlik, Yildirim*) et 1 sous-marin classique (*Yildiray*).

Mise à disposition des bases aériennes d'Incirlik et Izmir.

Bulgarie :

1 frégate (*Drazki*).

Roumanie :

1 frégate (*Regele Ferdinand*).

OTAN :

Flotte d'avions AWACS opérant depuis la base italienne de Trapani.

Suède :

8 chasseurs Grippen, 1 avion ravitailleur KC-130 et 1 avion de guet aérien Saab 340.

Émirats arabes unis (EAU) :

12 avions de combat (6 Mirage 2000, 6 F-16F).

Qatar :

6 chasseurs Mirage 2000-5 et 2 avions de transport C-17.

Jordanie :

6 chasseurs F-16.

Sources : L'ensemble des ouvrages et articles mentionnés dans cette étude ; Sites Internet officiels de l'OTAN et des ministères de la Défense français, américain, britannique, belge, canadien, danois, norvégien, italien ; Articles Wikipedia consacrés à l'intervention militaire en Libye (2011) et aux opérations *Odyssey Dawn*, *Unified Protector*, *Mobile* et *Ellamy*.

ANNEXE 3

L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE EN QUELQUES CHIFFRES

Durée de l'intervention militaire : **226 jours**

Nations ayant contribué effectivement aux opérations militaires dans le cadre Onusien : **18** (dont 14 Alliés de l'Otan sur 28 + Suède, Qatar, EAU et Jordanie).

Nombre de sorties aériennes : **26 323** – dont **9 658 frappes offensives** (36 %) ayant visé un peu plus de **6 000 cibles différentes** (d'où il en résulte que certaines cibles détruites ont été frappées plusieurs fois...)

Répartition des missions aériennes :

France : 22 % (5 600 sorties dont 3 100 offensives – 32 % des frappes réalisées)

États-Unis : 20 % (5 500 sorties dont 1 400 offensives)

Royaume-Uni : 12 % (3 100 sorties dont 2 100 offensives)

Italie : 8 %

Canada : 7 %

Danemark : 3 %

Norvège : 3 %

Autres contributeurs : 25 %

Environ 6 000 cibles de toutes natures détruites (dont 600 chars), dont **1 600 par les forces armées françaises. Le Groupement aéromobile de l'ALAT aurait détruit à lui seul 600 cibles** lors d'une quarantaine de raids nocturnes.

La totalité des **145 frappes de drone** a été effectuée par des Predator américains.

192 des 210 missiles de croisière tirés pendant le conflit l'ont été par les États-Unis (7 par la Royal Navy et 11 par l'armée de l'Air).

Les frappes SEAD (neutralisation des moyens radars et antiaériens adverses) **ont été assurées par des chasseurs F-16, EA-6B et EA-18G américains.**

70 % des missions de ravitaillement en vol ont été assurées par des tankers américains.

3 124 navires contrôlés dans le cadre de l'embargo (dont 296 ont été arraisonnés pour contrôle approfondi).

Coût financier de l'intervention : environ 3,4 milliards de dollars – dont 1,1 milliard de dollars pour les États-Unis (30 % du coût global), 500 millions de dollars (380 millions d'euros) pour la France et 400 millions de dollars (258 millions de livres sterling) pour le Royaume-Uni.

Pertes de la coalition internationale :

1 chasseur F-15E américain, le 22 mars (panne à proximité de Benghazi – équipage éjecté et secouru).

1 chasseur F-16 émirien, le 27 avril (crash à l'atterrissage sur la base de Sigonella – pilote éjecté sain et sauf).

1 drone américain MQ-8 Fire Scout, abattu le 21 juin dans le secteur de Zliten.

1 pilote britannique tué dans un accident de la circulation en Italie, le 20 juillet.

Pertes libyennes humaines :

Début 2013, les autorités libyennes ont réévalué à la baisse les pertes humaines causées par la guerre civile. Du déclenchement de l'insurrection à la mort de Kadhafi, environ 20 000 Libyens auraient été tués ou auraient disparu. Dix mille d'entre eux étaient des combattants répartis à peu près à égalité entre les deux camps rebelle et loyaliste. Les dix mille restants seraient des civils, victimes des exactions de l'ancien régime, mais aussi de règlements de compte et de bombardements d'artillerie déclenchés par les forces loyalistes comme par les forces rebelles. Si l'on en croit les données du ministère de la santé libyen, ces statistiques sur le nombre de victimes civiles pourraient également inclure une partie des Libyens décédés de cause naturelle (accident, maladie) pendant la durée des hostilités. L'intervention militaire internationale ne serait la cause que d'un peu plus d'un millier de victimes combattantes, quasi-exclusivement dans le camp loyaliste.

Sources : L'ensemble des ouvrages et articles mentionnés dans cette étude ; Sites Internet officiels de l'OTAN et des ministères de la Défense français, américain, britannique, belge, canadien, danois, norvégien, italien.

■ Table des matières

■ Introduction	5
Pierre RAZOUX	
■ Analyse des sources ouvertes	8
Pierre RAZOUX	
La Libye dans son contexte historique	8
La Libye du régime Kadhafi à la veille de la révolution de 2011	9
Les débats autour de « la responsabilité de protéger »	9
Le déroulement des opérations militaires	10
Les enseignements de ces mêmes opérations	12
Les conséquences géopolitiques de la crise	13
Sur l'avenir de la Libye	14
■ Les contraintes géographiques des opérations militaires en Libye au XX^e siècle	17
Laurent HENNINGER	
La côte : une zone méditerranéenne	17
Espace solide ou espace fluide ?	18
Le triomphe de la technique et ses contraintes	20
■ Les opérations en Libye : le rôle de l'UE et de l'OTAN	23
Maurice DE LANGLOIS	
L'Union européenne : encore un rendez-vous manqué	23
L'OTAN : un nouveau type d'intervention	25
Pour conclure	26
■ Leading from behind : le nouvel interventionnisme américain ?	
Barack Obama et la crise libyenne	28
Maya KANDEL	
Du Printemps libyen à <i>Odyssey Dawn</i> : principes et mise en œuvre de l'action américaine en Libye	29
Contexte, débats internes, cadre international	29
Aspects opérationnels	30
Aux sources du « <i>leading from behind</i> » : impact des facteurs intérieurs sur le positionnement américain ..	31
Un Congrès divisé	31
Le leadership en retrait, pas très « John Wayne »	32
Bilan américain et conséquences pour la relation transatlantique	33
Une évolution validée par l'opinion	33

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

Conséquences transatlantiques	35
Conclusion : une nouvelle forme de leadership américain ?	36
■ L'impact de la crise libyenne sur les autres pays du Maghreb	38
Flavien BOURRAT	
Le Maroc à l'abri relatif des répercussions de la crise libyenne.....	39
L'Algérie, la plus exposée aux conséquences sécuritaires	39
La Tunisie face à un voisin difficilement contournable mais toujours facteur de problèmes	41
Conclusion	42
■ Les enseignements militaires de la guerre en Libye (mars-octobre 2011)	43
Michel GOYA	
Le modelage politique de l'engagement de la force.....	43
Les conditions psychologiques de l'emploi de la force	44
L'armée Potemkine	45
L'opération <i>Odyssey Dawn</i>	45
Crise opérationnelle	47
Trop de protection des soldats tue des civils	48
La force aérienne : une marge de manœuvre réduite	48
La rupture opérationnelle	49
Le plan incliné de la victoire	50
Conclusions.....	50
■ Retour sur les principaux enseignements du traitement médiatique du conflit libyen (France, Royaume-Uni et Allemagne)	52
David DELFOLIE	
Une couverture médiatique relativement homogène du conflit.....	53
La marque des logiques nationales	56
Conclusion	61
■ Conclusion	64
Pierre RAZOUX	
Annexe 1 : Chronologie de la crise libyenne	68
Annexe 2 : Les moyens militaires engagés dans l'intervention en Libye	70
Annexe 3 : L'intervention militaire en Libye en quelques chiffres	73

RÉFLEXIONS SUR LA CRISE LIBYENNE

SOUS LA DIRECTION DE PIERRE RAZOUX

Deux ans après la fin de l'opération militaire de l'OTAN en Libye, l'IRSEM a souhaité faire le point sur les réflexions suscitées par cette crise en croisant les regards des historiens, des géographes, des politistes, des sociologues et des militaires. La crise libyenne de 2011 marque le point d'orgue de la première phase de la crise arabe qui a débuté en décembre 2010 et qui se poursuit aujourd'hui encore, avec ses sursauts imprévisibles, plus ou moins violents. Elle est intéressante à plus d'un titre. Premièrement, elle constitue pour l'instant le seul exemple réussi d'une rébellion arabe appuyée par une intervention militaire extérieure soutenue par l'ensemble de la communauté internationale, qui aboutit à un changement de régime. Deuxièmement, cette intervention militaire extérieure a combiné les moyens aériens et navals les plus sophistiqués des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, du Canada et plusieurs autres alliés européens, de même que ceux de la Suède, des Émirats arabes unis et du Qatar, avec les moyens terrestres les plus rustiques des forces rebelles (pick-up, blindés légers, lance-roquettes, artillerie sommaire). Il ne s'est pas agi d'une simple opération de frappes aériennes, mais bien d'une complexe opération combinée mêlant tous les engins volants avec des navires de guerre et des forces terrestres légères sur lesquelles les planificateurs n'avaient que très peu de prise. Troisièmement, la crise libyenne est survenue peu de temps avant la phase paroxystique de la crise malienne qui a vu le déclenchement de l'opération *Serval* par la France associée à quelques uns de ses partenaires africains et les leçons de l'intervention en Libye ont pu servir à celle au Mali. Quatrièmement, cette crise libyenne a permis de tester la solidité et l'utilité du lien franco-britannique. Cinquièmement, le changement de régime en Libye a marqué un tournant dans la crise que traverse le monde arabe et a contribué à en modifier les équilibres. Complétée d'annexes originales, cette étude constitue un outil précieux pour les militaires, les universitaires, les chercheurs, les analystes et les journalistes désireux d'approfondir leurs connaissances sur cette crise.



IRSEM

Ecole militaire

1, place Joffre - Case 46 –

75700 Paris SP 07

www.defense.gouv.fr/irsem

ISSN (1) : 2109-9936

ISSN (2) : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-138012-7